SPARTACUS
socialisme et liberté

- La Chine de Gang en Teng
- La querelle entre les directions PCF et PS

POINTS DE VUE SUR LE SYNDICALISME

Les chasseurs d'ombres

Syndicats partis et programme commun

La CNT et la crise syndicale et politique en Espagne

- Connaissez-vous Pannekoek ?
- La Russie et les problèmes du socialisme
- Reflexion sur le commerce marxo-universitaire
- Sur une théorie particulière des crises
- Sur la Méthode de Marx-Lénine : Lénine contre Marx

G.PLEKHANOFF
texte intégral

La conception matérialiste de L' Histoire

6 F (Belgique : 50 FB - Suisse : 4 FS) — Mensuel - No 89 - Fév.-Mars 1978 — R 8

Directeur : René LEFEUVRE
C.C.P. Lefeuvre 633-75 - Paris
SPARTACUS
CAHIERS MENSUELS
5, rue Sainte-Croix-de-la-Bretonnerie, Paris 4 Tél : 272-37-50

Sur la querelle entre les directions du PCF et du PS

Les dirigeants du Parti socialiste entendent bien, parvenus au gouvernement, appliquer des méthodes technocratiques "de gauche" pour "affronter" la crise qui s'étend sur le pays. Les dirigeants du PCF auraient tort de s'en étonner. La chose était claire au moins depuis 1965. Il serait naïf de croire que les bureaucrates staliniens ne s'en soient pas rendu compte. Dans la rupture des négociations sur "l'actualisation" du programme commun, ce sont les communistes qui sont dans leur tort, si l'on tient compte de la logique de la conjoncture de la gauche officielle.

Pourquoi donc la rupture des pourparlers ? C'est que les dirigeants du PCF sont des capitalistes d'État. Ils veulent conséquemment une extension de l'étatisme — les nationalisations — et une place proportionnée au gouvernement en leur faveur, qui leur permettraient de contrôler le secteur économique et social du pays par technocrates et bonzes syndicaux interposés. Si le Parti socialiste a pour lui la force électorale, le PCF jouit d'une structure organisationnelle et d'une possibilité d'action majeure sur les groupes économiques et sociaux. Ils entendent bien l'utiliser au maximum. Pour cela, ils veulent et entendent bien occuper les postes gouvernementaux correspondants. Si un accord pouvait se faire là-dessus, ils se moqueraient bien de toute autre question, organisation "démocratique" des entreprises, "autogestion", etc. Ce qu'il leur faut, c'est la possession d'un certain nombre de leviers de commande où ils placeraient leurs hommes de confiance, naturellement représentants "démocratiques" des masses, qui leur donneraient pouvoir de gérer les structures économiques et sociales et, par là-même, de contrôler la politique générale d'un gouvernement de gauche.

Dans les réunions tripartites, on se bat publiquement sur des prétextes. Le fond de la question n'est jamais qu'effleuré et n'est connu du public que par les indiscrétions voulues des dirigeants du PS. Les bureaucrates du PCF ne posent jamais ouvertement le problème qui les intéresse le plus : le partage du pouvoir, se bornant à des déclarations générales sur la place qui devrait leur revenir au gouvernement en fonction de leur représentation électorale. Les dirigeants du Parti socialiste veulent bien de la participation communiste là où elle leur sera "utile", comme le dit Mitterrand, à savoir pour contenir les masses sur lesquelles ils peuvent exercer leur démagogie, mais ils sont bien résolus à garder exclusivement entre leurs mains les leviers de commande de l'État.

Telle est la raison fondamentale de la rupture. Sur le fond, on ne voit pas qu'il y ait d'accommodement possible. Les dirigeants du PS savent bien qu'ils n'ont pas, face au PCF, la force d'organisation, donc de pression sur le gouvernement. Espérant dans leur supériorité électorale, ils entendent exercer le pouvoir par le moyen des appareils d'État. La direction communiste cédera-t-elle ? Elle ne veut, pas plus que les bonzes du PS, laisser libre cours à l'initiative des masses. Elle ne veut pas davantage ramener son parti dans le ghetto. Un rabibochage de dernière heure est-il encore possible ? Tout en poursuivant sa polémique cynique contre la direction du PS, elle se garde de couper les ponts. Suivant l'ineffable formule de Marchais, elle espère ramener le Parti socialiste "à gauche". A la gauche de qui, puisque le PCF n'y est pas plus que le PS ?

Prendra-t-elle le parti de maintenir la rupture et de permettre à la droite de rester au pouvoir grâce à une majorité branlante, mais majorité quand même, ce qui est bien suffisant dans un régime où le pouvoir d'État fonctionne de haut en bas et où le Parlement n'est appelé qu'à ratifier des faits accomplis. Je ne le crois pas, car la structure politique française ne permet au PCF d'exercer aucune pression si limitée qu'elle soit sur un gouvernement de droite, comme peut le faire, dans une certaine mesure, le PCI sur la démocratie chrétienne.

En Italie, l'état des choses politiques est tel qu'on y trouve deux partis de masse dont la force électorale n'est guère différente et où les autres forces politiques ne sont que broutilles. En France, la structure est telle que le PCF ne peut faire pression que sur un gouvernement de gauche, du dedans ou du dehors. Les bureaucrates staliniens doivent donc s'accommoder d'une telle situation. Il est vraisemblable qu'à moins d'un accord de dernière heure, le PCF ira aux élections et y maintiendra le pacte électoral, qu'il se décide ou non soit à participer au gouvernement, soit qu'à la manière de Cunhal il pratique une politique d'opposition allant de la critique au soutien circonstanciel à un gouvernement PS-MRG, en position de faiblesse relative, donc plus susceptible de ressentir les pressions exercées sur lui, le PCF ayant plus de poids que le PCP.

Une dernière question qui mérite examen, c'est de savoir s'il y a une liaison entre la présente tactique du PCF et le régime russe. On a exagéré jusqu'à l'absurde les dissentiments entre les eurocommunistes et Moscou. Le seul problème en litige est celui de la stratégie qui permettrait aux partis communistes d'Europe occidentale de participer à la vie politique de leur pays respectif et d'y exercer une influence. Sur ce point, il ne semble pas qu'il y ait divergence profonde avec les bureaucrates russes, si l'on ne donne pas plus d'importance qu'ils n'en méritent aux coups de clairon doctrinaires d'un Souslov ou autres de même farine.

C'est qu'avec la politique de détente, la conjoncture internationale a changé. On ne se bat plus avec l'adversaire-partenaire qu'à fleurets mouchetés. Ce que veut la bureaucratie grand'russe, c'est faire pression sur les pays d'Europe occidentale et les contrôler de quelque manière. Les conférences d'Helsinki et de Belgrade l'ont montré. Il s'agit d'abord d'émousser, à partir du niveau gouvernemental, les critiques et interventions contre le totalitarisme russe au nom du respect des "droits de l'homme". Puis, à la faveur de la crise qui va s'approfondissant et qui place bon gré mal gré les Européens en état de guerre économique larvée avec les États-Unis et aussi de la multiplication des relations économiques entre eux, de pouvoir accentuer les possibilités d'un contrôle par la Russie sur l'Europe occidentale qui leur permettrait d'y étendre leur emprise tout en sauvegardant le protectorat grand'russe sur les satellites d'Europe orientale.

Pour y parvenir, outre les contacts diplomatiques et économiques, un moyen de pression direct serait fort utile. C'est ce que la Russie peut faire en utilisant les partis communistes. On ne voit pas en quoi elle ne le pourrait pas. Il suffit de laisser à ces partis la latitude de formuler librement leur stratégie domestique (qui, dans les conditions d'Europe occidentale, reste d'ailleurs fidèle au schéma capitaliste d'État) et d'en obtenir un appui actif et populaire à la politique extérieure russe. Dans des conditions favorables (et elles le sont du point de vue grand'russe, car la garantie militaire des USA est de plus en plus considérée pour ce qu'elle est, une illusion au mieux et au pire un danger positif et perd beaucoup de son attraction en temps de guerre économique), on ne voit pas pourquoi la bureaucratie grand'russe ne pourrait contracter avec les pays d'Europe occidentale des liens analogues à ceux qu'elle entretient avec la Finlande. Et pourquoi les partis eurocommunistes ne se prêteraient-ils pas à une telle politique d'appui et de pression populaire en faveur d'alliés "socialistes" malgré tout, tant que le régime interne de leur pays ne serait mis en question par une occupation militaire russe ?

On voit donc quels sont les jeux sordides des deux principales formations politiques, qui pourraient constituer les éléments dirigeants, associés ou conflictuels, d'une future majorité de gauche. Les deux partis, "socialiste" comme "communiste", ne cherchent à racoler les votes de la population travailleuse du pays que pour mener une politique qui ne répondrait en rien à ses intérêts et à ses aspirations. Qu'ils parviennent enfin à un contrat bancal, que le PCF participe à un gouvernement PS-MRG ou qu'il se constitue en opposition avec pression sur ou soutien circonstanciel de ce gouvernement, la politique suivie en effet ne peut que tromper l'attente des masses. Ce n'est que par leur propre initiative, par leurs actions autonomes qu'elles changeront radicalement leurs modes de vie.

L.R., décembre 1977

SOMMAIRE

S. Rigel
Sur la querelle entre les directions du PCF et du PS ..... p. 2

A.Q.
La Chine de Gang en Teng ..... p. 3

POINTS DE VUE SUR LE SYNDICALISME

Alain Le Den
Les chasseurs d'ombres ..... p. 5

Groupe Echanges
Syndicats, partis et Programme commun ..... p. 7

Les autoréductions .....
Collegiamenti ..... p. 8

Charles Reeve
La CNT et la crise syndicale et politique en Espagne ..... p. 9

H. Abosch
Un portrait classique de Staline ..... p. 11

Rigal
Lettre à un vieux camarade .....

Guy Sabatier
Le Nationalisme sous toutes ses formes, arme du Capital ..... p. 12

Serge Bricianer
Connaissez-vous Pannekoek ? ..... p. 14

Nicole
Nucléaire et politique ..... p. 15

Claude Berger
Sur la méthode de Marx : Lénine contre Marx ..... p. 16

André Mistral
Sur le petit commerce marxo-universitaire comme brève réflexion non théorique sur la production marxiste contemporaine ..... p. 18

André Laude
Week-end chez un "fasciste" breton p. 19

Lucienne Rey
Un événement démocratique est né en Pologne ..... p. 20

L. Rigal
La Russie et les problèmes du socialisme ..... p. 21

R. Husson
Sur une théorie des crises un peu particulière ..... p. 23

Maurer
Hurrah !!! ou la révolution par les Cosaques ..... p. 26

S. Rubak
Le groupe Octobre ..... p. 26

G. Plekhanov
La conception matérialiste de l'Histoire (texte intégral) ..... p. 27

LA CHINE DE GANG EN TENG

Un de nos camarades vient de séjourner quelques semaines en Chine. Ses activités le conduisent assez régulièrement dans ce pays et ce voyage fait suite à plusieurs autres accomplis durant les dix dernières années. Il nous a paru intéressant de l'interroger sur son analyse de la situation chinoise.

Ce camarade devant garder l'anonymat, nous le désignerons ci-après par les seules initiales A.Q.

SPARTACUS : *Plus d'un an après la mort de Mao Tse-tung, la Chine est, semble-t-il, loin d'être politiquement stabilisée. Est-ce également ton opinion?*

A.Q. : Avant d'essayer de te répondre précisément, je voudrais faire quelques remarques préalables. D'abord, en ce qui concerne la situation économique et sociale de la Chine, autrement dit la base sur laquelle se développent les luttes au sein des instances dirigeantes du PCC, et qui permettent de les éclairer. La Chine vient de connaître trois années économiquement mauvaises. Dans l'agriculture, l'année 1976 fut notoirement décevante : la production de céréales ne progresse que de 1 à 2 % par rapport à 1975 déjà médiocre. En 1977, selon des sources chinoises et en raison, est-il affirmé, d'une exceptionnelle sécheresse, les récoltes seront au mieux égales, sinon inférieures, à celles de 1976. Soit trois ans de stagnation. Cet état de fait est très grave dans un pays où la population continue de croître — les derniers chiffres officieusement cités donnent plus de 900 millions d'habitants — et où l'équilibre alimentaire reste précaire. Au-delà des aléas climatiques, il apparaît nettement que sous ses formes présentes, l'agriculture atteint ses limites de progression des rendements. Seules la mécanisation et l'utilisation massive d'engrais chimiques pourraient assurer la sécurité de l'approvisionnement : la perspective de famines, ou au moins de disettes, localisées (les transports restent un des points faibles traditionnels de la Chine) redevient actuelle.

Dans le même temps, l'industrie est déprimée. La production de fer et d'acier a baissé en valeur absolue : nulle part les objectifs du plan n'ont été atteints ; celle du charbon a crû deux fois moins vite en 1976 qu'en 1975 ; les espoirs mis dans l'exploitation et surtout l'exportation du pétrole ont été largement déçus ; des coupures d'électricité ont été constatées dans les grandes villes, y compris Pékin ; des retards de plusieurs mois se sont accumulés dans le montage, sous responsabilité chinoise, d'usines importées, etc. Seuls quelques secteurs ont connu des résultats satisfaisants dans l'industrie légère, montres, bicyclettes, machines à coudre, fibres artificielles, mais il s'agit là des seuls biens de consommation industriels familiaux réellement disponibles, ceux qui mesurent le bien-être et auxquels la population attache une grande importance. Je mentionnerai aussi l'amélioration du commerce extérieur, ou, pour mieux dire, de la balance des paiements qui, après avoir été déficitaire de 1973 à 1975, fut excédentaire en 1976 et a permis une reconstitution et même un accroissement des réserves en devises (aujourd'hui de quatre milliards de dollars environ), mais il faut dire que ce bon résultat n'a pu être acquis que grâce à la *baisse* des importations.

INSUFFISANCE ALIMENTAIRE, GRÈVES RÉSISTANCE, RÉPRESSION

SPARTACUS : *L'écho de grèves, de manifestations quasi insurrectionnelles est parvenu jusqu'en France ; peux-tu en venir maintenant aux luttes sociales, dont le développement a sans doute été influencé par les conditions économiques que tu viens de dépeindre.*

A.Q. : La direction chinoise est en effet confrontée depuis 1974 à une période de combativité non seulement ouvrière (urbaine), mais aussi paysanne, sans parler des problèmes récurrents avec la jeunesse. Sans doute est-il difficile de faire la part, en Chine, entre les mouvements spontanés et ceux organisés par telle ou telle faction au cours des luttes au sommet. Il est cependant incontestable que même s'il y a eu manipulation, les manipulateurs ont été dépassés par leur "succès". Des grèves, suivies parfois d'affrontements sanglants ont eu lieu dans presque tous les grands centres industriels, à Wuhan, à Zhengzou, à Shenyang, à Canton, etc. J'en ai eu personnellement des témoignages irréfutables. Dans certains centres ferroviaires, l'armée a dû intervenir : Zhengzou, Taiyuan, Lanchow, etc. Les étrangers vivant à Pékin ont pu constater une grave désorganisation dans l'acheminement des colis en provenance de Hong Kong — plusieurs semaines de retard en 1976. De même dans l'agriculture où une résistance au moins passive a imposé de redonner vigueur au marché libre et aux lopins individuels. J'ai noté à ce propos que ces lopins et ces marchés, autrefois cachés, sinon niés, et toujours minimisés, sont aujourd'hui montrés sans réticence, comme un fait positif, lors des visites de Communes populaires.

Des protestations sous forme de "dazibao" contre l'insuffisance des rations de riz et d'huile alimentaire, ainsi que contre le manque de produits d'industrie légère, ont été vues à Lanton, à Shangaï, à Tientsin. Un peu partout sont apparus des signes de délinquance économique, vols, corruption (et aussi, je le signale incidemment, sexuelle) qui expliquent en partie la sanglante répression — des centaines de fusillés — de ces derniers mois. On assure sur place, mais je n'ai pu le vérifier personnellement, que des quartiers de Pékin sont, la nuit, aux mains de bandes d'adolescents qui s'y affrontent sans que la police ose intervenir. Tangshan, après le tremblement de terre de juin 1976, a été également le théâtre de troubles violents avec non seulement des pillages, mais aussi des manifestations contre l'insuffisance et l'inefficacité des secours. Là encore l'armée est intervenue et des condamnations à mort ont été prononcées.

Dans un autre ordre d'idées, des tracts sont arrivés dans les mains d'étrangers. Pour deux d'entre eux au moins, j'ai une certitude, l'un dans le Liaoning (une province du Nord-Est) appelant à la révolte et spécialement dirigé contre les exactions de l'armée, l'autre à Pékin même dénonçant « Mao Tsé-tung responsable de la misère du peuple ». Et nous parlerons plus tard des manifestations du 4 avril 1976 sur la place Tien An Men, un des événements politiques les plus considérables de ces dernières années. Ces faits, dans un aussi vaste pays que la Chine, peuvent paraître presque anodins. Mais mis bout à bout, ils n'en constituent pas moins un ensemble significatif pour deux raisons. La première, c'est que dans un pays où le contrôle et de la population et de l'information est aussi strict, ce qui transparaît n'est bien sûr que le sommet de l'iceberg. La seconde est que, comme cela advint à plusieurs reprises, dès que le pouvoir s'affaiblit, les expressions du mécontentement latent se multiplient. C'est là qu'il faut chercher la raison de l'actuelle brutale répression. Ce ne sont point les rares partisans de la dite "Bande des Quatre" qui sont visés, mais toutes les formes d'opposition ou de déviance qui, à l'occasion des luttes au sommet, se fraient un chemin. Tout ceci, bien sûr, sur un fond de difficultés quotidiennes croissantes, d'aggravation du rationnement, etc. Cette année, les queues dans les magasins, alimentation et chaussures par exemple, auparavant très rares, m'ont paru nettement plus fréquentes.

QUI DÉTIENT RÉELLEMENT LE POUVOIR ?

SPARTACUS : *Tu viens de faire allusion à la Bande des Quatre. Pourrais-tu en venir maintenant aux questions proprement politiques ? En France, on parle en fait plus de Teng que de Hua, à ce point que l'on peut s'interroger sur qui détient la réalité du pouvoir. A-t-on la même impression en Chine ? Un équilibre te semble-t-il atteint ?*

A.Q. : Je ne crois pas qu'un équilibre stable ait été trouvé. Depuis un peu plus d'un an, la Bande des Quatre, c'est-à-dire le groupe dit de Shangaï (Chiang Ching la veuve de Mao, Wang Hung-wen, Chang Chun-chiao, Yao Wen-yuan) joue le rôle de bouc émissaire ; il est chargé de tous les péchés ; toutes les difficultés lui sont attribuées. C'est là une constante dans la politique chinoise. En fait, les quatre étaient déjà en situation défensive depuis 1974 et ils n'ont à aucun moment repris une influence déterminante, *a fortiori* pas le pouvoir, même, je vais essayer de m'en expliquer, après la seconde disgrâce de Teng Hsiao-ping. En vérité, un procès de "démaoïsation" fut engagé du vivant même de Mao et se poursuit aujourd'hui de façon accélérée. Il fut sans doute freiné en 1976, mais jamais interrompu. Aussi bien dans le domaine de la politique que de l'économie ou de l'éducation, le contre-pied est pris de toutes les idées et directives de Mao, même si cela est fait sous le drapeau de sa "pensée" et au prix de multiples hommages à sa dépouille.

Comment les choses se sont-elles passées ? Ce que je vais dire maintenant recoupe partiellement certaines analyses lues dans la presse occidentale, mais surtout s'appuie sur des témoignages recueillis en Chine même (sur ce dernier point, il faut bien voir que les seuls contacts sérieux ont lieu avec des cadres, de niveau plus ou moins élevé, et qu'il convient de décrypter ce qu'ils disent ; à cet égard, les variations d'une année sur l'autre sont spécialement éclairantes).

La sucession de Chou-En-lai posait un problème quasi insoluble pour trois ordres de raisons contradictoires. En premier lieu, le mauvais état de l'économie et l'instabilité sociale réduisaient la marge de manœuvre des cliques au pouvoir : en fait, elle rendait impossible la désignation d'un proche de Mao, c'est-à-dire un des Shangaïens, dont les vues autarciques et volontaristes se seraient heurtées à un véritable sabotage non seulement des cadres moyens, mais aussi des masses ouvrières et paysannes. Il ne faut pas sous-estimer l'impopularité du groupe de Shangaï, liée à la Révolution culturelle, qu'il faut aussi démythifier : il n'y a pas un seul Chinois qui n'en ait conservé un souvenir amer, à l'exception des quelques jeunes cadres qui ont pu y satisfaire leur arrivisme et de certains étudiants peu ou pas politisés qui en ont profité pour se promener à travers la Chine sans bourse délier et qui ont eu ensuite la chance d'éviter le travail à la campagne. Cela ne fait pas beaucoup de monde. N'oublions pas que les étudiants ou lycéens qui avaient cru à la Révolution culturelle ont été matés sans ménagement et fournissent une part importante des réfugiés de Hong Kong.

A contrario, nommer Teng Hsiao-ping, c'était créer une crise et de direction et de légitimité. En effet, chacun savait que Teng est, au sens strict, anti-mao, que c'est d'ailleurs une des raisons de sa popularité, et qu'il est en outre rancunier, autoritaire et aussi rigide que Chou était souple. Teng premier ministre, c'était un camouflet à Mao et c'était faire trembler l'édifice bureaucratique qu'il avait fondé. Cela impliquait non plus une révision implicite et hypocrite de la politique antérieure, mais une révision explicite, donc, du vivant même de Mao, une rupture déclarée avec, entre autres, la Révolution culturelle. Le Bureau politique et le Comité central, bien que le Groupe de Shangaï n'y eut jamais eu la majorité, ne pouvait que reculer devant un risque imprévisible et peut-être incontrôlable.

Enfin, l'Armée était divisée. Les généraux du nord, Chen Hsi-lien, Li Teh-sheng, qui paraissaient soutenir les Quatre, hésitèrent alors tandis que les généraux du sud appuyaient Teng et, à tout le moins, ne pouvaient accepter un des Shangaïens. Il semble bien toutefois que c'est cette même armée qui trancha le nœud gordien quand les généraux du nord décidèrent de pousser Hua Kouo-feng, personnalité sans grand

relief, solution de compromis, et qui fut, contrairement à l'hagiographie officielle, plus imposée à Mao qui l'accepta, que voulue par lui.

L'élévation de Hua était plus une demi-défaite qu'une demi-victoire pour la "Clique du Palais" (Mao et les Quatre) : Teng continuait *de facto* à gérer le pays et Hua ne pouvait que le laisser faire. C'est la colère du peuple chinois, qui ne comprit pas les subtilités de ce compromis, qui mit le feu aux poudres le 5 avril 1976, à l'occasion de la fête chinoise des Morts, non seulement à Pékin, mais dans de nombreuses villes. Cet événement est assez connu pour qu'on n'en refasse pas le récit : disons seulement que par l'hommage à Chou En-laï, les Chinois voulaient signifier leur volonté de voir sa politique poursuivie et que cet hommage prit une telle ampleur que la Milice fut envoyée le réprimer. Les Quatre jouèrent leur va-tout : « A quoi sert, dirent-ils, un compromis qui ne vous permet pas de contrôler les masses ? Eliminons définitivement Teng et appliquons résolument notre ligne. » La situation était de nouveau difficile. Mao était mourant. Les Quatre avaient fait de Shangaï, après une vigoureuse répression, et grâce à leur milice, un point d'appui où le "calme" régnait, tandis que leurs partisans semaient le trouble dans les provinces (ainsi Weng Chung-ho à Hangchow). Tenir Shangaï, centre industriel majeur, était évidemment un atout de poids. Une fois encore, chacun recula devant la crise. Teng fut déchargé de ses fonctions mais non, à la rage des Quatre, exclu du Parti ; il se réfugia à Canton sous la protection de son ami, le général Hsu Shih-yu. Les Quatre lancèrent alors l'attaque non seulement contre Teng, mais aussi contre Hua.

LUTTES DE PERSONNES, LUTTES DE CLASSES

SPARTACUS : *Comment peux-tu dire qu'à l'époque Hua fut attaqué ?*

A.Q. : Une anecdote amusante sur les subtilités du jeu politique chinois. Il m'a été expliqué à Pékin que lors de la campagne pi-lin pi-kong, il avait été évident pour les Chinois que Chou En-laï était en fait la cible visée, car dans un des premiers articles parus critiquant Confucius, ce dernier avait été décrit, dans son apparence physique, ses gestes familiers, sous les traits même de Chou. De même après la disgrâce de Tang, et toujours à travers Confucius, un article fit une allusion vivement critique à un épisode de sa vie, selon lequel, premier ministre à 56 ans, il prit des mesures réactionnaires et perdit très vite ses fonctions. L'allusion à Hua, âge, position, était claire. Anecdote mise à part, le "centriste" Hua, s'il avait éloigné Teng, laissait ses partisans s'installer ou se maintenir aux postes-clefs, tandis qu'un véritable piège se refermait autour des Quatre qui allaient pouvoir être rendus responsables de toutes les épreuves de l'année 76. Un simple exemple : tout le monde connaît la vive méfiance des Quatre à l'égard de l'étranger (en quoi, d'ailleurs, ils s'inscrivent dans une solide tradition du conservatisme chinois) : du coup, on pouvait les accuser de s'être opposés aux échanges avec l'extérieur, alors que le seul état de la balance des paiements avait contraint de les réduire. Un rôle de paravent leur était attribué et ils ne tardèrent pas à le comprendre et à soupçonner Hua de double jeu.

SPARTACUS : *Veux-tu dire que tout cela était arrangé avec Teng, exilé à Canton, mais en fait complice de Hua ?*

A.Q. : Je ne suis pas loin de le penser, encore que des divergences sérieuses existent entre les deux hommes et les clans qui les soutiennent.

SPARTACUS : *Aujourd'hui, Mao est mort, la dite "Bande des Quatre" est éliminée, Teng est revenu bénéficiant, ainsi que le montrèrent les manifestations de janvier 1977 pour l'anniversaire de la mort de Chou, du soutien populaire, enfin le IIe Congrès a élu un nouveau Politburo et un nouveau Comité central. Quelle atmosphère règne à présent en Chine, et quel y est l'équilibre des pouvoirs ?*

A.Q. : Pour l'atmosphère, certainement un grand soulagement. Si la situation n'est pas enthousiasmante, chacun pense que, pour l'instant, le pire a été évité. Il peut paraître étrange que ce pire eut été la poursuite de la politique de Mao dont on continue à croire en France qu'il fut l'objet d'un culte fervent. Tout cela est chargé d'un tel poids d'idéologie que la vérité a du mal à se faire jour. Une conversation que j'eus à Canton, dans ce sud à la fois plus critique et plus loquace, peut donner une idée de l'état d'esprit : il me fut dit sans ambiguïté que Mao était respecté pour son action pendant la guerre anti-japonaise. Rien de plus. Et que le renversement de la Bande des Quatre n'avait pas été suffisant pour que la confiance (relative d'ailleurs) fut accordée à Hua Kouo-feng, il avait fallu pour cela le retour de Teng-Hsiao-ping. Sans doute, le nord est-il, au moins en apparence, plus conformiste, mais dans le sud il est clair que Hua est toléré, pour autant qu'il ne prenne pas d'initiative personnelle. Il est avant tout le chaînon qui permet d'affirmer la continuité du régime. Sur ce point, au moins, un accord majoritaire semble régner dans la bureaucratie ; majoritaire, mais pas unanime. Certains auraient sans doute préféré — Teng le premier — ne pas devoir élever un mausolée et aller se recueillir devant la momie de celui qu'ils auraient souhaité rabaisser au niveau commun. Néanmoins, ils ont accepté pour le *bien commun* de la classe cette comédie.

Toutefois, je ne crois pas que l'équilibre soit vraiment trouvé. Après avoir affirmé que le Parti est uni comme les doigts de la main, les Chinois veulent bien reconnaître que les rôles ne sont pas encore définitivement distribués. Sur la politique à suivre (en gros, les quatre modernisations de Chou), tout le monde est d'accord, mais il reste des divergences sur le rythme et l'extension des réformes, et aussi des rivalités de personnes. Teng ne se satisfait pas de sa position, même si Hua lui a ouvertement délégué la plus grande part de ses pouvoirs. On parle beaucoup de recréer la fonction de Président de la République, soit pour Teng, soit pour Hua qui lui abandonnerait alors la charge de Premier Ministre. Un autre personnage, Li Hsien-nien, également vice-Premier Ministre et expert financier, pourrait troubler le jeu. Mais je ne crois pas personnellement à une rivalité entre lui et Teng (tous deux furent les "disciples" de Chou), pas plus que je ne crois à une prochaine progression de Wang Tung-hsin, ex-chef de la Garde personnelle de Mao, homme sans doute clef, mais dont les ambitions ne se manifesteront qu'après que Teng et Li auront rétabli la situation économique et sociale — si toutefois ils y parviennent. Teng paraît indispensable, et non seulement Teng, mais aussi les hommes (experts compétents) qu'il a placés aux postes décisifs.

LES "ERREURS" DE LA BANDE DES QUATRE

SPARTACUS : *Pourrais-tu préciser les reproches faits aux Quatre, leur ligne politique, et, à l'inverse, les fondements de celle actuellement suivie ?*

A.Q. : Les Chinois assurent que les Quatre n'avaient aucune ligne, sinon dénoncer tout ce qui n'était pas fait par eux-mêmes, comploter et saboter la production. Les reproches qu'on entend à leur encontre sont parfois assez extravagants. Par exemple, d'avoir été des lecteurs assidus de Hitler et Mussolini ; d'avoir prôné la suppression de la monnaie et des banques, de prétendre que « les réglements sont contre la Révolution » ou d'affirmer que « là où la fumée crache, la situation révolutionnaire n'est pas bonne ». En vérité, ces Quatre avaient une ligne, et même assez cohérente. Comment assurer le développement de la Chine (l'accumulation du capital), en faire une réelle puissance ? Telle est la question, toute bourgeoise, mais cela ne surprendra pas, je pense, les lecteurs de *Spartacus*, que se posent les dirigeants chinois. Les Quatre apportaient en substance la réponse suivante : il faut compenser l'arriération du pays par l'effet de masse, réaliser une accumulation forcée grâce à l'effort maximum des ouvriers et des paysans, pour qui un égalitarisme maintenu atténuera les effets d'une longue stagnation du niveau de vie. Une forte mobilisation politique et une organisation militaire de la vie et de la production doivent suppléer les stimulants matériels. Afin de ne pas briser le tissu social chinois et de préserver les bases d'un nationalisme vivifiant, l'industrialisation doit se faire sans urbanisation. Enfin, l'autarcie doit être de règle, tout emprunt à l'étranger affaiblissant le ferment idéologique et corrompant les esprits. Cette perspective impliquait une tension uniforme de la volonté, d'où le refus de tout divertissement social, le besoin d'un guide et d'une pensée unificatrice, le souci de réduire au minimum les différenciations sociales, hors celle entre les "masses" et les hauts dirigeants inspirés. Cette ligne, enrobée d'un discours idéologique probablement automystificateur pour ses tenants mêmes, vola en éclats sous le double effet de la compétition économique mondiale et de la résistance inattendue de ces masses que l'on croyait subjuguées. En peu de temps, les dirigeants chinois furent obligés de constater que le retard technologique prenait des proportions cumulatives et que cela avait des conséquences catastrophiques sur la défense nationale ; que, d'autre part, l'agriculture ne supporterait pas une industrialisation lente ; enfin que les désirs de consommation de la population devraient être mieux satisfaits tant la lassitude devant la propagande politique atteignait le rejet pur et simple. Les Quatre, irrités et obstinés, ne voyaient d'autre issue que la fuite en avant, toujours plus d'idéologie, toujours plus de contrainte ; sans en percevoir les conséquences suicidaires pour leur classe. Ils devaient être abattus.

DÉFENSE NATIONALE, ANTISOVIÉTISME AIDE ÉTRANGÈRE

SPARTACUS : *Tu viens de parler de la défense nationale ; cet aspect des choses, politique internationale et renforcement militaire, ont-ils joué un rôle important dans la défaite des Quatre ?*

A.Q. : Un rôle considérable ! Les Chinois répètent sans discontinuer que la guerre mondiale est inévitable et qu'il faut s'y préparer ; que des deux superpuissances, l'une, les Etats-Unis, impérialisme plus ancien, est en position défensive, conservatrice, alors que l'autre, l'URSS, plus nouvellement venue, est offensive, qu'elle est le fauteur de guerre. Ils ont élaboré la théorie dite de la "division en trois mondes" pour justifier leur politique d'alliance avec quiconque s'oppose au danger soviétique. Ils font de grands efforts pour convaincre les Européens (second monde) qu'ils sont le front principal dans la lutte soviéto-américaine, qu'ils doivent s'unir pour résister aux menées russes visant avec, là où ils existent, la complicité des PC leur "finlandisation", et perdre toute illusion sur la détente. Quant à eux, Chinois, ils ne sont qu'un front secondaire. Ils doivent se renforcer militairement d'abord pour se défendre efficacement, et ensuite pour que l'alliance qu'ils proposent et l'aide qu'ils réclament soient favorablement accueillies. Dans l'hypothèse d'un conflit planétaire, l'armée chinoise n'est pas dissuasive — et elle n'est pas non plus assez forte pour inciter une "clientèle" à se placer sous sa protection. Pour renverser cette situation, la Chine a un besoin *impératif* de l'aide étrangère. Où les Chinois peuvent-ils la trouver ? En Europe et aux USA. Il est clair que la logique de cette analyse les conduit à des liens de plus en plus étroits avec l'Occident. Les Albanais et certains maoïstes français n'ont pas tort de dénoncer cette théorie des trois mondes comme un abandon de toute position de classe ; les Chinois raisonnent en effet en termes d'hégémonie et de rapports entre Etats. Mais il en fut toujours de même. C'est une naïveté de prétendre que les Chinois eurent jamais une autre attitude que celle inhérente à la nature capitaliste d'Etat de leur système. Selon eux, après que la mort de Staline ait fait soudainement régresser l'URSS du mode de production socialiste au mode de production capitaliste, voici que la mort de Mao en ferait de même en Chine. Etranges pays ! Etrange conception de l'histoire !

L'OPÉRA, LE RAVITAILLEMENT ET L'INCONNUE PROLÉTARIENNE

Mais laissons cela. Les Tang, les Li, les Wang, bureaucrates éclairés, ont parfaitement compris qu'en toutes choses l'autarcie était mortelle. Il faut acheter, et vite, des armes et de la technologie militaire. D'autant plus que la population ne supporterait pas un transfert supplémentaire de ressources vers l'armée. Il convient donc aussi d'importer, et vite, des biens d'équipement, des usines, peut-être des biens de consommation, pour calmer son impatience. En conséquence, il faut vendre sur le marché mondial et aussi, un jour ou l'autre, s'endetter. La Chine, en effet, s'ouvre. Parions que nous verrons bientôt des transistors et des T.shirts *made in China* concurrencer les industries de Thaïlande ou de Singapour.

En attendant, il faut redonner au peuple chinois ses spectacles favoris (l'Opéra traditionnel reparaît), laisser en paix la famille, redonner à l'éducation et aux examens (si traditionnellement chers aux Chinois) leur rôle et leur sérieux — signalons à ce propos que les diplômés de la Révolution culturelle, inutilisables, sont renvoyés aujourd'hui dans les universités !!

SPARTACUS : *Pourrais-tu nous donner en une ou deux phrases ta conclusion, bien sûr provisoire ?*

A.Q. : Disons que pour le capital chinois, le temps des "aventures" est fini et qu'il entre sans ambiguïté, sous le poids de contraintes intérieures et extérieures, dans le jeu mondial des affrontements impérialistes ; au temps de la Realpolitik, les discours mystificateurs se désagrègent. Mais la Chine est un capitalisme faible et tardif ; tous ses efforts ne l'élèveront jamais même au niveau de l'URSS et elle sera dans l'obligation d'investir toujours davantage dans les armements ; pour combien de temps le prolétariat chinois, particulièrement combatif, se satisfaira-t-il d'un moindre mal ? Pour ma part, je ne parierais pas un kopek sur sa passivité !

Fin décembre 1977.

A.Q.

POINTS DE VUE SUR LE SYNDICALISME

Alain le Dem

LES CHASSEURS D'OMBRES

Avec plus ou moins de violence, avec aussi, hélas, quelques raisons plausibles, on voit périodiquement renaître un courant d'hostilité à l'organisation syndicale. Il faut, nous dit-on, permettre à la classe ouvrière de récupérer sa capacité d'action. Elle doit pour cela retrouver son *autonomie* de classe.

Parmi ceux qui tiennent ce propos, certains, du fait de leur appartenance sociale ou professionnelle, ne peuvent être syndiqués que dans des secteurs non-décisifs de la production. D'autres, par contre, sont d'authentiques militants ouvriers, le plus souvent de jeunes travailleurs. L'attentisme du milieu social choque leur impatience. La lenteur du processus de conscientisation de classe les déçoit. De plus, ils se heurtent souvent à des cadres nationaux soucieux de tranquillité ou de confort intellectuel que leur impatience exaspère. L'invective ou la menace d'exclusion remplace, trop souvent, l'explication. Le dialogue est absent.

Alors, ces cadres syndicaux apparaissent vite, aux yeux de nos activistes, comme des traîtres. Timorés peut-être, incapables parfois, ne peuvent-ils être aussi plus simplement des militants sincères qui se sentent pris au piège d'un système qui les dépasse et les réduit à l'impuissance? Ils ne peuvent ignorer ce qu'il y a de justifié dans certains propos. Mais ils savent aussi ce qu'ils ont d'excessif. Avant d'entrer dans l'appareil, ils ont aussi connu les ennuis, les espoirs et les impatiences du militant de base. Ils ont aussi pesté contre l'attentisme ou l'incapacité de leurs prédécesseurs. C'est souvent pour y remédier qu'ils ont accepté de prendre des responsabilités. Au pied du mur, ils n'ont pu que constater que vouloir est une chose, pouvoir une autre. Ils s'aperçoivent vite que les résultats ne sont pas en rapport avec les efforts fournis. Faut-il s'étonner s'ils finissent par s'en remettre de plus en plus aux décisions des instances supérieures, puisque, malgré leurs efforts, ils ne peuvent obtenir les résultats qu'ils attendaient? Faut-il s'étonner que se voyant incompris, ils réagissent aux attaques comme à des injures personnelles? Réaction peu politique, oui, mais humaine. Victimes d'un système dont ils ne saisissent pas toute la puissance de récupération, c'est certain. Mais le sectarisme qui accompagne trop souvent l'hostilité à laquelle ils se heurtent ne peut que leur faire craindre la dangereuse poussée d'un autre système plus contraignant se profilant derrière une volonté de liberté et de démocratie qui méconnait les réalités et est, de ce fait, difficilement crédible. Car ce qui manque à ces cadres syndicaux, c'est aussi ce qui manque encore à la classe dans sa presque totalité : un projet politique clair ouvrant des perspectives immédiates.

Les opposants au mouvement syndical, par contre, ont une perspective. Leur espoir, c'est un communisme consacrant la destruction du salariat et de la production marchande, sur fonds d'un pouvoir mondial des conseils ouvriers. Perspective conforme à la tradition du mouvement ouvrier et, de ce fait, revendiquée par d'autres courants. Elle est claire quant au but lointain. Les divergences naissent de la transposition dans l'immédiat des objectifs quotidiens sans lesquels la voie ne peut être tracée.

L'AUTONOMIE DE LA CLASSE OUVRIÈRE

La classe ouvrière, nous dit-on, doit s'organiser de façon autonome. Elle doit s'opposer à toute forme d'organisation hiérarchisée ; manifester son autonomie sur la base d'une démocratie directe. Les délégués devront être dûment mandatés et seront révocables à tout moment. Ils doivent être élus au cours des luttes et dans les sections syndicales.

Pour justifier ces propositions, deux affirmations nous sont prodiguées :

a) Les partis sont, par nature, des organisations interclasses, ils trahiront nécessairement la classe ouvrière.

b) Les syndicats sont des organisations de classe dégénérées.

a) Tous les militants ont, un jour ou l'autre, abordé ce difficile problème des relations entre la classe ouvrière, le parti et le syndicat. Comme les autres, nous aurions aimé donner à ce problème une réponse décisive. Faute de l'avoir trouvée, *nous continuons de chercher et sommes toujours prêts à en débattre.* Mais nous pensons que la solution est étroitement liée à l'état des forces anticapitalistes et aux rapports qui s'établissent entre mouvement ouvrier et mouvement socialiste au cours de cette lutte. Nous pensons en effet que si les deux mouvements avancent dans la même voie, leurs intérêts ne se confondent pas nécessairement dans tous les domaines. Non seulement nous n'excluons pas qu'une opposition puisse se manifester à un certain moment, mais nous sommes persuadés que la rupture est inévitable à un certain stade de la lutte si l'on conçoit le socialisme comme une société entièrement autogérée et plus soucieuse d'humanisme que de technique. Celle-ci ne devant être qu'un moyen d'assurer à tous le bien-être et la liberté.

Nos expériences de militants ouvriers nous confirment qu'un fossé peut séparer la classe ouvrière des partis qui s'en réclament. Toutefois, la profondeur du fossé varie selon le lieu et le moment. C'est donc une constante attention qu'il faut apporter à l'appréciation des rapports de forces entre mouvement socialiste et mouvement ouvrier. Bien connaître l'allié de fait est nécessaire pour savoir à partir de quel moment il conviendra de s'en désolidariser. Bien se connaître aussi pour savoir dans quelles circonstances et dans quelle mesure on peut et doit agir de façon autonome.

Peut-on dire d'un parti qu'il est interclasses? Autant demander si un corps à deux têtes est normal! Il importe peu de savoir si le parti se compose d'une majorité d'ouvriers et d'une minorité d'éléments issus de la petite-bourgeoisie ou inversement. L'important est de savoir qui dirige, et dans quel but. Dans la mesure où le parti développe son activité dans le cadre de la démocratie bourgeoise et de son expression parlementaire, il est tenu pour être efficace de rechercher la base électorale la plus large. Dès lors, son programme doit s'adapter aux aspirations des couches de la petite-bourgeoisie et il est contraint de renoncer à toute action et à toute mesure qui pourraient être perçues comme une menace pour cette clientèle. Ce programme limité par la force des choses exclut obligatoirement les revendications ouvrières profondes, incompatibles avec le respect du profit, puisqu'elles en sont la négation. On ne peut, dit le proverbe, servir deux maîtres à la fois. En l'occurrence, les partis dits ouvriers sont des partis intégrés au régime, des partis bourgeois donc, mais qui ne peuvent satisfaire leur aspiration à un certain socialisme, plus exactement un réformisme socialisant, que par l'appel aux forces ouvrières. Mais ils ne peuvent résoudre le problème ouvrier. Trahiront-ils pour autant la classe ouvrière?

Le but d'une alliance est toujours de tirer profit du poids de l'allié pour obtenir plus qu'on ne peut avoir par ses propres moyens. Les partis ont besoin de la classe ouvrière. En même temps, ils ont peur d'être débordés par elle. Aussi s'efforcent-ils de la contrôler soit en intégrant dans leurs rangs des ouvriers, soit en s'appuyant sur le mouvement syndical. La composante ouvrière participe à cette action dans l'espoir de l'infléchir en faveur de ses propres intérêts. Mais la classe ne peut garder longtemps d'illusions au sujet de cette action. Toutefois, elle ne peut en tirer les leçons que dans la mesure où elle a eu lieu. On ne saurait parler de trahison de la part d'un allié qui ne peut outrepasser ses buts. Mais on peut envisager l'échec d'une stratégie ouvrière dont les leçons seront profitables dans la mesure où loin de la contrecarrer de façon sectaire (c'est-à-dire dans la mesure où ils n'ont pas la force d'y substituer dans l'immédiat une autre qui soit efficace) les éléments les plus clairvoyants sauront proposer des objectifs précis et accessibles.

b) Les cadres syndicaux ont-ils des illusions dans les possibilités de cette stratégie? Comment pourrait-il en être autrement? La classe ouvrière dans sa majorité pose-t-elle réellement le problème du changement immédiat de société? Elle ne le ressent donc pas comme le fait qui oblitère tous les autres. L'organisation syndicale s'est constituée pour maintenir en dehors des périodes de lutte intense une cohésion entre les travailleurs les plus conscients de manière à déjouer les tentatives patronales de récupération. Pour faciliter aussi la solution des problèmes à venir et rendre plus efficace les luttes nouvelles.

Dans ces conditions, le rôle des responsables syndicaux n'est pas de fixer à l'organisation des objectifs, mais de coordonner et de clarifier ceux que pose la classe à leur niveau. On peut déplorer ce fait. On ne peut le rejeter, à moins de reconnaître à une "élite" ou une minorité agissante le droit de décider au nom de la classe. Cela nous ramènerait à la théorie du parti dirigeant que refusent nos contestataires.

Peut-on alors parler des syndicats comme d'une organisation de classe dégénérée? Cela supposerait qu'à un moment donné le syndicat était révolutionnaire, qu'il a cessé à un autre moment de l'être. Il faudrait en ce cas savoir où et comment. Mais sur quels critères établir la qualification de "révolutionnaire"? Sur des textes virulents, une phraséologie intransigeante? Sur des actions violentes? Ou sur l'efficacité et le caractère irréversible des avantages obtenus?

Le syndicat est l'organisation fondamentale de la classe ouvrière. Il exprime le refus plus ou moins conscient de celle-ci de se laisser réduire au silence et à la portion congrue. L'intensité de sa résistance est fonction de la tension qui existe à chaque moment entre les deux classes fondamentales du système : capitalisme et prolétariat. Tension qui subit les aléas du marché et de la politique internationale, accentuée ou atténuée par les répercussions sur les couches petites-bourgeoises. Si élémentaire qu'elle soit, l'organisation de la classe ouvrière présente pour le régime un danger potentiel. Elle est la négation de la libre appropriation du profit. Mais la classe est composée d'individus. Ils ont l'obligation quotidienne de trouver leurs moyens de subsistance. Ils sont, d'autre part, imprégnés de l'idéologie dominante. Leur disponibilité s'en trouve, en temps normal, réduite. Le mouvement offre alors des possibilités de récupération à un capitalisme en pleine force. L'intransigeance de la phrase ne peut changer les réalités, mais elle peut dangereusement masquer les vrais rapports de forces. Elle n'est en ce cas que fuite en avant et aveu d'impuissance. La phrase ne doit exprimer que des réalités perceptibles à la masse et fixer des objectifs accessibles. Mais elle doit expliquer tous ces objectifs, les moyens de les atteindre, les réactions à prévoir et les moyens d'y parer. Etre un pas en avant de la masse, faciliter sa prise de conscience, l'amener à avancer le plus loin possible dans la voie du socialisme, telle devrait toujours être le rôle des cadres et militants responsables du mouvement ouvrier. Celui-ci trouverait alors au moment des crises décisives la solution révolutionnaire, puisqu'il est évident qu'elle ne peut exister en dehors de la classe ouvrière.

SYNDICALISME ET RÉVOLUTION

Mais, nous dira-t-on, vous oubliez que le syndicalisme s'est exprimé révolutionnairement à travers des grèves très dures. Nous ne l'oublions pas. Mais révolutionnaire? Il faut d'abord constater que les grèves les plus dures et les plus violentes correspondent toujours à des périodes de restructuration du capitalisme. Celle-ci implique des fermetures d'entreprises et des reclassements de qualifications qui mettent en cause les moyens d'existence du prolétariat. Il est normal que, directement menacés dans leur possibilité de vivre et dans leur dignité de travailleurs, ceux-ci se révoltent. Ils préfèrent, dans la mesure où ils ne voient pas de possibilité de réintégration, le risque de mourir en se battant, plutôt que de mourir de faim. Révoltes de classe? Oui, mais en dehors d'une situation révolutionnaire, puisqu'isolée, et condamnée de ce fait à l'échec. Le mouvement prendrait un caractère révolutionnaire si, un peu partout, se manifestaient des mouvements de solidarité effectifs, c'est-à-dire arrêtant la machine capitaliste et mettant en péril le pouvoir. Au contraire, lorsque se manifeste un mouvement de grande ampleur, sa puissance est telle que la violence devient superflue. La bourgeoisie attend et louvoie avant de réprimer sérieusement.

Les mouvements les plus durs sont de désespoir. Ils se terminent souvent par de tragiques défaites. Les mouvements de type 1936 laissent par contre des traces durables par des conquêtes non-récupérables. Il est vrai que la bourgeoisie y survit car nulle classe dominante n'a jamais quitté l'Histoire avant d'avoir épuisé toutes ses possibilités. Mais l'exemple de Lip montre que la classe ouvrière sait, le moment venu, trouver de nouvelles formes d'action et créer pour le capitalisme des difficultés de plus en plus grandes à sa survie.

On doit admettre cependant que 36 n'aurait pas eu le même caractère si les grèves de Brest et Toulon en 35 n'avaient tourné à l'émeute. La classe ouvrière n'a pas réagi immédiatement, sentant un rapport de forces d'autant plus défavorable que la crise économique profonde réduisait à un chômage rarement indemnisé un grand nombre d'ouvriers. Mais dès que le rapport de forces devint moins défavorable, elle réagit avec une vigueur telle qu'elle obtenait en quelques jours plus que les directions politiques ou syndicales ne prévoyaient pour les quatre ans à venir.

On peut donc dire que si les grèves dures ne sont pas révolutionnaires, elles marquent que les limites du suppor-

table étant atteintes, la bourgeoisie va devoir marquer un nouveau palier. A la faveur de celui-ci, une nouvelle stratégie ouvrière peut être mise au point.

Les syndicats étaient-ils plus révolutionnaires hier qu'aujourd'hui? Les salariés étaient-ils moins passifs? Les cadres syndicaux avaient-ils moins de défauts et plus de compétences? Certes non. Les syndicats ne constituent donc pas une organisation de classe dégénérée. Nous pouvons dire, au contraire, qu'ils n'ont pas atteint leur maturité. Quelle est la raison d'être d'une fédération syndicale, sinon coordonner les revendications d'un ensemble professionnel ou industriel? Quelle fonction peut avoir une confédération qui ne se donne pas pour but de coordonner les revendications de toute la classe et de prévoir les prochains objectifs? Aucune. Mais alors, le parti ouvrier peut-il être autre chose qu'une confédération syndicale? Sans doute faudrait-il repenser ses structures et particulièrement éviter la professionnalisation des responsables. Un premier pas: refuser que le mouvement syndical se comporte en force d'appoint d'un mouvement politique (quel que soit le programme de celui-ci; puisque son action se situe ailleurs). Cela ne signifie nullement le refus de relations avec de tels partis, mais l'établissement de ces relations sur des bases claires d'alliance populaire, dans la limite des convergences provisoires d'intérêts entre les catégories sociales concernées.

DU SYNDICAT A LA DÉMOCRATIE DIRECTE

Faut-il idéaliser le syndicat, sous prétexte que dans les conditions actuelles, il reste la seule organisation de classe véritable? Certes, non! Nous n'oublions pas que le socialisme est le but. Nous le concevons comme une démocratie directe, la gestion de la production et aussi de l'ensemble social par tous, dans l'intérêt de tous. Nous avons conscience que cela implique des conseils ouvriers pour la production, des conseils populaires pour la gestion sociale. A partir d'un certain stade, d'ailleurs, il ne pourra y avoir que des conseils de gestion, tout simplement. En effet, dans une société débarrassée de l'exploitation de l'homme par l'homme, il n'y aura plus de classes, donc plus de classe ouvrière non plus. Mais, avant de gagner l'oasis, il faut traverser le désert et s'adapter à des besoins différents.

Nous préférons aussi des assemblées générales de travailleurs à des organisations structurées. Mais nous savons que toutes les carences constatées dans les réunions syndicales peuvent s'y retrouver, surtout dans les circonstances de combat douteux: absence de majorité du personnel; incohérence des discussions amenant des décisions confuses ou même aberrantes; manipulation d'un ensemble plein de bonne volonté mais sans perspective claire par un groupe bien organisé (structuré dans ou hors de l'entreprise). Nous pensons aussi que dans une action, il est souhaitable de faire le plein des forces. Il est donc souhaitable d'y voir participer à tous les échelons et à tous les moments la totalité des gens concernés. Bien sûr, il appartient à cette AG de déterminer les buts et les méthodes de l'action, de rectifier éventuellement le tir. Oui, nous sommes pour le conseil des ouvriers chaque fois que cela est possible. Mais nous savons, d'autre part, que de tels conseils ne surgissent qu'au cours de luttes d'une certaine intensité. Nous savons aussi, hélas, que passée la période cruciale du mouvement, le conseil s'effrite, puis disparaît. Les éléments les plus combatifs rejoignent le syndicat pour maintenir le maximum de possibilités, les autres se dispersent jusqu'à la prochaine occasion. C'est que nous vivons dans une société de classes et le poids de l'environnement social est terrible, y compris en milieu ouvrier.

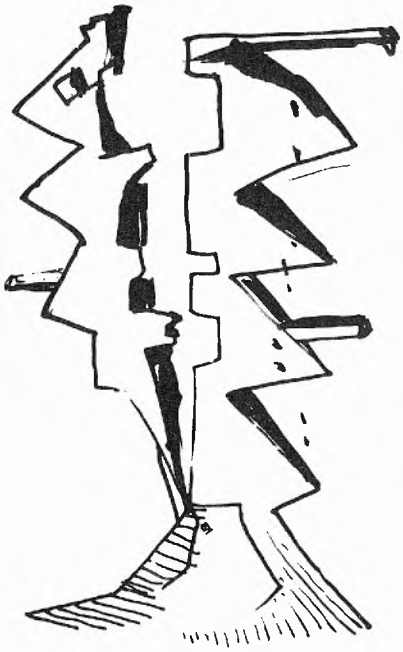
Les contestataires du syndicalisme ne l'ignorent pas. Ils déplorent en effet ce qu'ils appellent la passivité (nous dirions plutôt le calme entre deux périodes de combat). Ils se plaignent «que le personnel ne prend pas en charge lui-même les problèmes des conditions de travail». Mais ils ne voient dans cette "passivité" qu'un effet du réformisme qui fait que le syndicat ne cherche plus l'affrontement mais la concertation. Dans le même temps, ils nous disent qu'en période de non-lutte, le délégué n'a pas de raison d'être.

Si, en période de non-lutte, on rejette toute forme de discussion entre syndicat et patron, si, de plus, on estime que le délégué d'atelier n'a pas de raison d'être, que reste-t-il? Rien. Nos gribouilles veulent-ils punir la classe ouvrière de ce qu'ils appellent son manque de combativité? Croient-ils que la combativité surgit du néant? Le délégué, disent-ils, a une tâche précise, il est le porte-parole des travailleurs en lutte et non celui des opprimés. Et, dans leur désarroi, ils se demandent que faire «pour sortir de l'impasse dans laquelle nous ont acculés les directions syndicales». D'abord, chers camarades, ne pas se retirer dans un coin en tournant le dos à la réalité. Dans toute impasse il y a une issue. Il faut commencer par scruter scrupuleusement le terrain sur lequel on se trouve. La lutte est inhérente à la condition ouvrière. Mais elle n'est que le moyen de réaliser le but primordial, vivre, et surtout faire vivre les siens; ensuite, vivre mieux, et pour cela utiliser toutes les possibilités. Mais l'expérience apprend que toute erreur tactique se paie cher, qu'elle est parfois mortelle, qu'elle marque toujours une régression. Elle apporte aussi, par contre, la conviction qu'avant d'agir, il convient de mettre de son côté le maximum d'atouts. D'où la nécessité d'une meilleure information.

L'INFORMATION

S'il est facile de constater que les travailleurs sont très mal informés sur les réalités qui les concernent, personne n'a encore trouvé les moyens d'y remédier. Toutes les organisations du mouvement ouvrier, qu'elles soient traditionnelles ou même se voulant novatrices, se trouvent en réalité en retard sur l'avancée technique des pouvoirs dominants. Ceux-ci ont su créer ce qu'on appelle maintenant les "mass-media" utilisant entre autres le matraquage comme sur-information qui arrive à noyer l'information utile pour le combat de classes dans une foule de détails quantitatifs.

Vouloir lutter contre les pouvoirs avec leurs armes et sur leur terrain est illusoire. Un vieux principe tactique: «On ne joue pas la Coupe de France sur le terrain de l'adversaire» reste valable. Il nous semble que c'est là que l'action militante, individuelle d'abord, puis collective dans le meilleur des cas, retrouve tout son intérêt, dans ce travail élémentaire, mais combien efficace: parler avec tous les travailleurs, indépendamment de l'étiquette que la rumeur



publique leur attribue; écouter ce qu'ils disent pour leur donner assez de confiance dans leur expression libre; essayer de comprendre la démarche de leur pensée, donc la respecter (l'imbécile existe rarement; mais les arguments imbéciles sont légion); s'attaquer, non à ce qu'ils disent, mais aux éléments, solides ou creux, qui les amènent à exprimer des opinions erronées (pour nous). Savoir rechercher la prise en compte des arguments qu'on avance plutôt qu'une approbation de conviction douteuse.

C'est alors que se pose le problème de la nécessité d'une organisation entre militants ouvriers, pour être efficaces dans ce travail d'information: confrontation des expériences personnelles avec en résultat leur dépassement en fonction des situations réelles, c'est-à-dire non pas les capacités de compréhension des travailleurs, mais leur volonté d'admettre la valeur des arguments qu'on leur propose. A noter que ce travail, lent très souvent, mais mené de façon patiente et tenace est à l'opposé des différents procédés de manipulation, donc rendra beaucoup plus difficile la récupération des luttes des travailleurs par tous les organismes de pouvoir en place, surtout dans la mesure où celles-ci seront vécues plus consciemment.

Et, dans la réalité de la vie des entreprises, en utilisant les possibilités légales, y a-t-il un militant mieux placé que le délégué pour effectuer ce travail, dans les meilleures conditions de sécurité (personnelle) et en quantité?

Hélas, dites-vous, l'information ne pousse pas le personnel à prendre des responsabilités lui-même. Et vous rappelez les arguments: «On a perdu d'avance», «les délégués sont là»... Cela signifie ou bien que les ouvriers sont mal informés des possibilités réelles; ou bien que les objectifs proposés ne correspondent pas aux aspirations des personnels intéressés. S'il s'agit seulement de l'information, pourquoi alors la laisser aux soins d'incapables ou de "traîtres"? Croit-on mieux faire avancer les choses en désertant les responsabilités au bénéfice d'une critique rendue d'autant plus facile? S'il s'agit, au contraire, de l'inadaptation des propositions aux aspirations immédiates ou localisées des travailleurs, raison de plus pour ne pas rejeter sur d'autres ses propres responsabilités. Il faut ou bien adapter ses propositions aux souhaits de ceux que l'on veut entraîner, ou bien reconnaître que l'on prétend leur fixer un objectif plus conforme à ce que l'on croit être l'intérêt de tous. Mais on se substitue, en ce cas, à la classe et l'on reprend à son compte tous les défauts d'une "avant-garde" autodéterminée, sans en accepter les impératifs organisationnels. Contradiction qui mène à la recherche d'une illusion de plus grande force en s'ouvrant à des non-travailleurs. Désertant l'action ouvrière au profit du nombre, on se noie dans une organisation plus large où domine rapidement l'idéologie extra-ouvrière (pour ne pas dire petite-bourgeoise). N'est-ce pas la confirmation de cette déviation que la nostalgie des anarcho-syndicalistes pour une fédération anarchiste? Elle n'est jamais autre chose qu'un parti non parlementaire. Certes, cela lui évite les compromissions électorales, cela ne suffit pas pour lui accorder ce que nous refusons aux autres partis, le droit de parler au nom des ouvriers et en dehors d'eux. Si valables que puissent être leurs aspirations, elles intègrent celles de catégories sociales envers lesquelles nous devons conserver la plus grande vigilance.

C'est donc sur notre terrain de classe qu'il nous faut utiliser au maximum nos capacités et notre volonté militantes. C'est une activité ingrate, surtout en période de calme apparent. D'une part, n'oublions pas que le calme précède toujours la tempête. D'autre part, sachons que l'infuence des informations ou des perspectives proposées est très étroitement liée à l'exemple militant du camarade qui les propose. Ce qui importe le plus n'est pas ce que l'on pense être le plus juste, c'est ce que la majorité des camarades de travail peut admettre comme tel. C'est-à-dire que la "trahison" des intérêts ouvriers est aussi dans l'abandon du terrain syndical à ceux que l'on considère comme incapables. C'est l'abandon des postes d'information et de délégués à ceux qui les utilisent mal, c'est également de porter le fer contre l'organisation syndicale sous prétexte qu'elle est imparfaite. En dehors des périodes révolutionnaires, les syndicat reste le seul outil de la classe ouvrière. Et mieux vaut un mauvais outil que pas d'outil du tout. Une mauvaise lame peut s'affuter, elle retrouve alors son tranchant. Après tout, les responsables syndicaux sont élus par leurs camarades de travail syndiqués. Et ceux-ci sont, en temps normal, ceux qui ont compris la nécessité d'un changement de conditions. Cela explique que, en temps normal, les délégués, quoique élus par tous les salariés, se sentent plus responsables envers leurs camarades de syndicat, puisque, le vote passé, l'information ne suffit pas à pousser le personnel «à prendre ses responsabilités par lui-même».

Il reste que la division syndicale dans de trop nombreuses entreprises comme dans l'ensemble du pays est un point négatif, mais un moindre mal dans les circonstances actuelles. Il exprime plus l'influence des idéologies de partis plus ou moins proches du mouvement ouvrier que des conceptions ouvrières divergentes. L'objectif le plus urgent est donc de tout mettre en œuvre pour arriver à l'unité syndicale, et cela à partir d'un travail préalable et suffisant auprès de tous les travailleurs. Alors, on pourrait songer à établir une liaison intersyndicale d'entreprise pour la mise au point des objectifs communs face au patron commun. Naturellement, une telle liaison ne doit pas se limiter à des conversations entre responsables, mais s'ouvrir sur des réunions à la base. C'est, sans aucun doute, une forme restreinte, donc insuffisante, un embryon du conseil ouvrier. Mais peut-on envisager une meilleure façon d'ouvrir, à l'heure actuelle, une perspective de larges conseils ouvriers et, par conséquent, d'autogestion? Il faut viser le but et non son ombre.

Alain LE DEM

La Révolution prolétarienne

- **Unité et indépendance: deux termes inséparables**
  par François CHAINTRON
- **Les problèmes d'un syndicalisme indépendant et dépolitisé**
  par Roger HAGNAUER
- **La nature profonde du socialisme**
  par Jacques GALLIENNE
- **L'importance de la pollution**
  par Yvette GRILO
- **En Tunisie**
  par Ahmed BEN MILAD

Groupe Echanges

SYNDICATS PARTIS PROGRAMME COMMUN

Deux centrales continuent d'occuper la première place dans le mouvement syndical en France : la CGT et la CFDT. Leur rôle dans les luttes, c'est-à-dire leur fonction dans le capitalisme français tend à se définir en relation avec leurs liens politiques (plus clairement encore dans la période d'une compétition électorale).

Pour la CGT, il n'est pas besoin de s'étendre sur ses liens étroits avec le PCF, dirigeants communs, contrôle étroit des sections d'entreprise par les cellules du parti, cabalisation des luttes sur les objectifs électoraux du parti. D'une manière générale, la CGT tend déjà à fonctionner à l'égard du capital comme à l'égard du parti, comme le gérant de la force de travail. Les changements politiques ne feront que modifier les orientations de cette fonction elle-même. La répression du mouvement autonome de la base joue à la fois par rapport au présent et au futur (dans l'intérêt du bon fonctionnement du système que le parti peut être appelé à gérer).

Les liens politiques ou confessionnels de la CFDT ne peuvent être aussi clairement définis. Pour construire une "grande organisation" face à la CGT, la CFDT avait besoin de paraître indépendante, combative, et pour l'autonomie ouvrière. C'était nécessaire, notamment pour attirer les militants de 1968, déçus par les autres syndicats Mais derrière cette façade, la CFDT, tout comme les autres syndicats, avait des hommes dans tous les rouages économiques et sociaux de l'Etat ; peu à peu sont apparus ses liens avec le parti socialiste, et même avec certains groupes capitalistes américains.

En fait, les deux organisations syndicales, CGT et CFDT se sont retrouvées avec les organisations politiques PC et PS autour d'un "programme commun", programme politique, social et économique "minimum" pour la gestion "démocratique" capitaliste (c'est-à-dire avec une intervention accrue de l'Etat pour tenter de régulariser les hauts et les bas du capital). Tous sont d'accord sur cette formule dans laquelle les syndicats joueront leur fonction traditionnelle mieux encore que maintenant. Les divergences, notamment entre la CGT et la CFDT expriment plus des désaccords sur la forme de l'encadrement du travail et l'orientation politique extérieure que sur le contenu de ce néo-capitalisme.

Par delà les affrontements (centralisme de la CGT opposé à l'autogestion de la CFDT), il semble y avoir une certaine division du travail quant à la fonction actuelle des syndicats. La CGT insiste plus sur la planification, la hiérarchie, elle trouve par ses solutions plus technocratiques et son conservatisme un appui parmi les couches moyennes de salariés : techniciens, professionnels, cadres moyens. La CFDT, en paraissant reprendre les luttes à la base et en semblant favoriser l'expression de la base, peut, mieux que la CGT aux structures rigides, absorber toutes les explosions sociales. Chacun, avant d'y entrer, peut imaginer qu'il continuera de pouvoir y agir et s'y exprimer librement comme dans un organisme de lutte. De fait, la CFDT peut se permettre de soutenir les grèves des secteurs arriérés du capitalisme français où la surexploitation entraîne une violence qui cadre mal avec les objectifs PC-CGT. En fait, la CFDT accomplit là, sous une autre forme, la même fonction syndicale. Les mêmes conflits entre base et appareil finissent par surgir au cours de la lutte, ou après.

*
* *

"L'activité" des syndicats et leurs effectifs (la syndicalisation est toujours faible en France où n'existe pas de "closed shop" — obligation d'être syndiqué pour avoir un travail) ne doit pas faire illusion. De nombreux faits montrent que, s'ils restent syndiqués, ceux qui sont entrés à la CGT ou à la CFDT ne sont pas prêts à suivre les mots d'ordre syndicaux même lancés en commun. En 1973, une journée nationale d'action unitaire représentait 560 397 journées de travail perdues ; en 1975, quatre journées nationales d'action unitaires représentaient 198 690 journées de travail perdues. Dans le même temps, la syndicalisation est en progression ; dans le même temps, le niveau des luttes s'est maintenu. On peut se demander si l'on ne se trouve pas devant une situation à l'anglaise avec une participation syndicale formelle et une autonomie irrépressible de la base.

Les manifestations de rues dans les grandes villes ont toujours été en France un des moyens les plus utilisés par les appareils pour canaliser les luttes et la combativité sur des objectifs politiques. Elles sont l'objet de soins particuliers des groupuscules qui, dans la même optique, mobilisent leurs troupes dans ces occasions pour tenter de "déborder". Mais ces manifestations peuvent aussi apparaître pour des sections de base ou des travailleurs en lutte, non liés à la politique syndicale, d'exprimer leur volonté réelle dans une participation massive (exceptionnelle liée souvent aux luttes en cours), dans des slogans ou pancartes opposés aux mots d'ordre imposés par les partis, syndicats ou groupuscules.

(Photo Erlet/Sipa Press)

Cette rupture entre la base et les appareils apparaît au cours de nombreuses luttes sous des formes très diverses dans les dernières années.

*
* *

Il est difficile de s'étendre sur ce que signifie le syndicat aujourd'hui pour les travailleurs, particulièrement les jeunes. Ceux-ci arrivent à l'usine ou au bureau avec une expérience de luttes (lycéens, élèves du technique, étudiants, chômeurs, soldats, etc.) dans des formes non sectorisées (comme dans l'entreprise ou la profession, l'atelier ou le bureau), mal contrôlées par les appareils, au contraire laissant une grande part à des initiatives de base (individuelles ou collectives) pour des contacts horizontaux et une généralisation qui échappe beaucoup à des appareils squelettiques et vite rejetés parce que trop politiques.

Vis à vis de ces courants — et de leur débouché dans l'autonomie des luttes —, la CGT a continué les mêmes pratiques répressives en "gauchisant" seulement son vocabulaire et ses méthodes de lutte, pourvu qu'elles restent sous le contrôle total de l'appareil (par exemple, au Parisien Libéré ou dans les occupations symboliques d'usines fermées) ; la CGT n'a pas eu de problèmes véritablement nouveaux, seulement une fréquence plus grande, quasiment quotidienne de ses heurts ouverts avec la base. La CGT a pu réprimer avec la même violence les "intrus" tant dans les manifestations, les siennes autant que les "unitaires", que dans les entreprises ou les luttes.

D'une grève sauvage des mineurs de deux puits du Pas-de-Calais en juin 1976, la CGT fait comme d'habitude une grève générale de quarante-huit heures — suivie à 90 % —, mais laissant à la reprise les deux puits isolés sans aucune perspective que la fin de leur lutte sans aucun résultat. Un mineur put déclarer : « Avec la CGT, ce n'est jamais le moment de continuer une grève. Aujourd'hui elle dit que c'est à cause des congés proches. Au mois de septembre, ce sera à cause de la rentrée parce que l'on aura besoin d'argent pour les enfants. En décembre, ils diront que ce sont les fêtes, et au printemps qu'on ne peut mener d'action parce qu'on va vers les municipales... » (déclaration à *Libération*, 10.6.75).

Après six semaines de grève sauvage en avril 1976 à la sucrerie Beghin dans le Pas-de-Calais (la plus importante de France), la CGT décide d'aller négocier à Paris : « Si ça ne va pas à Paris, on ira négocier en Suisse. Comme cela, ce sera un endroit plus neutre. », commente un ouvrier de l'usine (*Libération*, 16.4.76). En mars 1976, les journées d'action CGT-CFDT doivent se terminer à la veille des fêtes "pour ne pas gêner" les usagers. Mais le travail ne reprend pas "comme prévu" et pendant quelques jours grève sauvage et confusion totale ; les syndicats "terminent" la grève en lançant une nouvelle action limitée de quarante-huit heures.

Dans certains secteurs, la CGT et la CFDT adoptent la même attitude : ils ont les uns et les autres de solides implantations et une fonction à assumer. La répression de la base est commune ou laissée à la seule CGT sans que la CFDT intervienne. Il n'en est pas de même en apparence dans les secteurs où la seule CGT est implantée et la seule à assumer la fonction syndicale. L'inexistence de la CFDT permet la constitution de sections dans lesquelles, pour un temps, les plus militants sont libres de leurs décisions au moins tout le temps nécessaire pour l'appareil CFDT de se donner les atouts lui permettant de se poser vis à vis de la CGT et du patronat comme un "interlocuteur valable" dans ce secteur.

Les grèves dures renouvelées autour d'Usinor Dunkerque au cours de l'année 1976 correspondent bien à ce schéma : grèves sauvages bouchon de catégories limitées soutenues par la CFDT locale, mais que la CGT isole et que le patronat laisse pourrir au besoin avec l'intervention des flics si le contrôle syndical est impuissant à conserver la grève dans les limites légales. On pourrait donner de nombreux exemples dans ce sens (par exemple, la sidérurgie lorraine).

Ce type de conflit ne doit pourtant pas faire illusion sur la signification réelle de l'adhésion à la CFDT. Il n'y a pas en France de "renouveau syndical". La brochure sur la grève à la General Motors de Strasbourg (1) montre bien que les travailleurs ne voient dans la section syndicale qu'un instrument pour atteindre un but qui leur est propre, un instrument qu'ils manipulent dans leur intérêt. L'histoire de l'usine Griffet (occupation portes ouvertes contre la fermeture totale pendant plus d'un an) est un bon exemple de ce que nous venons de dire : peu de syndiqués, lorsque l'usine tournait, tout le monde se syndique lors de la fermeture (1/2 CGT, 1/2 CFDT). La CGT se "retire" du conflit à cause de ses actions trop autonomes, les syndiqués y restent.

Si la CGT fortement hiérarchisée et avec des contrôles stricts peut rapidement prendre des distances et "condamner les actions autonomes", la direction de la CFDT pouvait, jusqu'à une date récente, en "laissant faire", donner l'illusion d'un soutien. Il est intéressant de comparer les réactions des appareils CGT et CFDT devant les tentatives de liaisons horizontales entre boites en grève autour de Lip dans le courant de 1976. Ces tentatives exprimaient une réponse à une carence des syndicats ressentie notamment par les travailleurs des boites en liquidation. Mais, en même temps, ces tentatives s'exprimaient à travers des délégués de boite souvent liés à des groupes politiques qui voyaient là l'occasion tactique d'une manœuvre à l'intérieur du cadre syndical. Les bureaucrates syndicaux firent rapidement éclater les contradictions de cette position : les directions syndicales ne peuvent admettre de coordination syndicale hors de leur appareil vertical puisque c'est sa fonction même dans le système capitaliste de centraliser ce qui se passe au niveau des entreprises pour une solution globale négociée au niveau de la profession ou de l'Etat. Une section entière du livre CGT regroupant tous les ouvriers de l'imprimerie IMRO de Rouen occupant les ateliers depuis un an sont exclus du syndicat pour avoir participé à cette liaison horizontale (ils seront expulsés peu après par les flics). La CFDT est plus nuancée : elle ne dissout pas les

sections d'entreprise qui ont participé à cette liaison; mais elle la condamne ouvertement et déclare que les participants n'agissaient qu'à titre individuel. Mais, à l'occasion, elle pratique aussi les exclusions et les dissolutions comme tout appareil lorsque les cellules de base prennent publiquement des positions trop critiques vis à vis du syndicat ou s'engagent dans des actions que les dirigeants n'approuvent pas (parce que cela gêne leur propre engagement politique): par exemple, dissolution bureaucratique de l'Union Locale des 8e et 9e arrondissements de Paris pour une affiche contre la liaison PS-CFDT, dissolution de l'UD de la Gironde, coupable de soutenir les comités de soldats (pourtant de conception réformiste) (2).

Cette répression des appareils sur les initiatives de base dévoile, à propos de cas particuliers, une situation beaucoup plus générale qu'il n'y paraît d'après les quelques cas cités. Dans des domaines très divers, des initiatives de base regroupent des syndiqués et des non syndiqués dans des actions qui échappent pratiquement aux appareils. Les sections de base sont utilisées chaque fois que c'est possible, d'autres moyens plus autonomes étant créés si ces "moyens" syndicaux font défaut et sont "retirés" par les bureaucrates. Il est paradoxal de voir condamner les liaisons horizontales parce qu'elles sont rendues publiques, alors que de telles liaisons s'établissent à l'insu des syndicats entre usines du même groupe ou bien que de telles liaisons existent depuis des années dans un secteur nouveau comme la Défense à Paris, conséquence de la structure même de cet énorme ensemble de bureaux.

Ces tensions entre les syndicats et "leur" base n'est en réalité que l'expression à ce niveau des pressions d'un mouvement autonome qui cherche par de multiples voies à imposer ses formes d'action originales. Là aussi, la liste serait longue des luttes de l'année 1976 qui présentent de tels caractères; certaines ont déjà été citées. D'autres n'ont pas donné lieu à des conflits ouverts intersyndicaux parce que l'unanimité de la base était si forte qu'elle ne pouvait être divisée ouvertement. Toutes ces luttes se sont signalées, comme les années écoulées par des formes particulières d'action (occupations, sequestrations, attaques de jaunes, sabotage des installations, etc.), par la "popularisation", c'est-à-dire faire sortir la lutte de l'usine (usine atomique de La Hague, couturiers de Courrège à Paris...), de fabrication pour se payer (CIP dans le Nord, Courrèges, Lip 1976...). Ces formes d'action sont parfois reprises par les syndicats soucieux de garder le contrôle en s'adaptant, mais seulement lorsque cela peut avoir une valeur politique et ne risque pas de leur échapper (exemple du conflit du Parisien Libéré pour la CGT du Livre).

Un conflit local comme celui de l'usine Schlumpf en Alsace, où les ouvriers menacés de licenciement finissent par sequestrer leur patron paternaliste vieux style en faisant le siège de sa villa et en campant plusieurs jours dans son jardin (ils seront délivrés quelques jours plus tard par les flics) peut illustrer ce que nous venons de dire; une journée "portes ouvertes", quelques jours plus tard, rassemble quinze mille personnes venues de toute l'Alsace. C'est un exemple parmi d'autres avec des traits originaux, avec des ambiguïtés. Même sous tutelle syndicale, de telles initiatives de base sont si nombreuses, si constantes, si déterminées, qu'elles finissent par percer et provoquer les conflits ou intersyndicaux, ou syndicaux contre la base, dont nous avons parlé. Il est bien évident que cette partie des luttes correspond à un rapport de forces global qui s'exprime tout autant au niveau du quotidien. Dans la situation présente, on peut considérer que c'est le tout qui, jusqu'à présent, sans luttes majeures, à contraint le capitalisme en France à maintenir le niveau de vie des années passées, malgré les manipulations du chômage et de l'inflation. Les tentatives actuelles (avec le "plan Barre") de réduire la progression des salaires par d'autres méthodes ne peuvent que provoquer, à terme, une unification des objectifs de lutte et des luttes au-delà du cadre particulier des entreprises ou des industries où se situaient jusqu'à présent les pressions patronales et les luttes.

Groupe ECHANGES

1. *Echanges et Mouvement*, B.P. 241, 75866 Paris Cedex 18, France.
2. Plus récemment encore, la dissolution de la section locale du Tri-PTT à Lyon, soupçonnée de s'engager dans des actions et activités (discussions sur le nucléaire, par exemple) sortant du cadre syndical traditionnel [note des rédacteurs de *Spartacus*].

Les autoréductions

Y. COLLONGES et P.G. RANDAL: *LES AUTORÉDUCTIONS*, Ed. Christian Bourgeois.

Faire une autoréduction, «c'est réduire soi-même et collectivement les factures lorsque l'Etat augmente les impôts, les loyers, les tarifs des services». "Autoréduction" est un mot qui nous vient d'Italie comme l'exaltation romantique du P 38. Il est très employé depuis quelques mois en France dans les sphères dites de "l'Autonomie" (traduction littérale de l'italien "Autonomia"!).

Quelques Parisiens plus ou moins étudiants prétendent même l'avoir mis en pratique après avoir fait passer gratuitement certaines des leurs aux Restaurants Universitaires (Jussieu, Tolbiac) ou à l'Olympic-Entrepôt (cinéma à direction de gôche où les chances de voir radiner les flics étaient nulles).

Désireux d'en savoir plus, je fus attiré par *Les Autoréductions* de Y. Collonges et P.G. Randal, et en particulier par le sous-titre: "Grèves d'usagers et luttes de classes en France et en Italie — 1972-1976", alors plus signifiant mais que je trouve après lecture curieusement inversé. Il aurait été en effet plus juste d'écrire "Grèves d'usagers et luttes de classes en Italie et en France", puisqu'en fait les 2/3 du bouquin sont consacrés à l'Italie et le 1/3 restant à la France.

Il n'en demeure pas moins intéressant, bien que parfois, me semble-t-il, un peu triomphaliste (mais ne fallait-il pas galvaniser un brin les futurs "autonomes" français qui, pour certains, y puiseraient toute leur imagination!).

On peut aborder ce livre tout en ignorant l'essentiel de ce qui s'est passé en Italie depuis dix ans. En effet, les auteurs présentent le compromis historique et les différentes forces socio-politiques, en particulier, ils définissent la sphère sociologique et politique de l'Autonomie.

Ils ne dressent pas simplement un catalogue des différentes formes d'Autoréductions:
— que ce soit les Autoréductions des transports, des quittances d'électricité et de téléphone,
— ou les Autoréductions au sens large que représentent les occupations de maison ou les "achats politiques" (1).

Ils font d'abord un historique des luttes ouvrières: du Mai rampant à l'Automne chaud d'où naîtra le mouvement des délégués, à l'occupation de la FIAT en 72 et l'introduction de la violence à l'usine.

Puis ils montrent que les Autoréductions ne se développent vraiment largement qu'au moment où le mouvement des délégués (régénérescence originale du syndicalisme) subit une baisse importante de son influence du fait du recours massif à la Cassa Integrazione (2) par le patronat.

Considérant ces nouvelles formes de luttes prolétariennes, ils soulignent d'une part leur caractère de masse, et d'autre part le fait qu'elles portent la subversion hors des usines prenant au dépourvu le mouvement des délégués.

Ils mettent en évidence le rôle de la structure syndicale qui contribue à diffuser les Autoréductions mais s'efforce de les récupérer en les enfermant dans des mouvements de revendications plus larges et réformistes.

La leçon que les auteurs tirent de leur étude sur l'Italie, c'est que les Autoréductions sont à l'ordre du jour dans bien d'autres pays capitalistes. Les textes parus en France (tracts, coupures de journaux, déclarations, etc.), qu'ils présentent en annexes, en sont pour eux autant de signes avant-coureurs.

Consort

1. Les "achats politiques" consistent à payer les produits au prix où ils étaient avant leur augmentation. Ils ont tourné, dans bien des cas, à la récupération collective.
2. Sur simple décision de l'entreprise, les ouvriers peuvent être inscrits à la Cassa Integrazione. C'est-à-dire qu'ils sont mis en chômage technique et touchent une allocation entièrement financée par l'Etat (80 % du salaire pour des réductions d'horaires allant jusqu'à quarante-quatre heures par semaine; la totalité du salaire si les réductions d'horaires dépassent ce taux.

Amis lecteurs

Il y a désormais deux possibilités d'abonnement:
1) L'abonnement général dont les avantages sont décrits en page 32 et qui donne droit aux Cahiers SPARTACUS et à la Revue SPARTACUS.
2) Un abonnement à la Revue SPARTACUS qui donne droit à la seule revue.
4 nos 20 F - 8 nos 35 F.

COLLEGAMENTI

La revue *Collegamenti* née en 1977 de la collaboration du C.R.A.P. (Centre pour la recherche de l'autonomie prolétarienne) de Milan et de divers groupes (Rome, Florence, Kronstadt de Naples) issus pour beaucoup du mouvement anarchiste, est le produit d'un double refus:

— refus d'une intervention ouvriériste style IIIe Internationale qui développe une conception léniniste du parti et du style de militance;

— refus d'un marginalisme véhiculé par certains secteurs de l'autonomie ouvrière, niant pratiquement l'entreprise comme lieu d'affrontement des classes, pour y substituer l'action sur le terrain des exclus du capital (interventionnisme de Lotta Continua, Autonomie créative...).

Son but: tenter d'analyser les nouveaux rapports, les nouvelles formes de lutte que des secteurs de la classe ouvrière ont su développer (autoréduction des rythmes, contrôle de la mobilité, contreplanification dans l'usine...) en réaction au plan du capital à partir des années 70.

L'analyse de cette nouvelle tendance à une accumulation "décentralisée" du capital, avec l'état, garant de cette restructuration, fait alors apparaître toujours déterminant le rôle du mouvement ouvrier en dépit de ses transformations (passage des grandes chaînes concentrées à de plus petites unités de production, accroissement de la productivité par unités qui permettent de reconstituer les marges du profit).

Ceci fait apparaître le mouvement des exclus comme l'expression de l'impossibilité du capital d'intégrer toutes les couches sociales au nouveau procès d'accumulation.

Le no 2 de la revue est plus particulièrement consacré à:

— la diffusion des comportements d'insubordination, reliés à l'insatisfaction des besoins, qui exprime plus le besoin du communisme que le désir d'une vie meilleure dans le cadre du régime;

— la capacité de la classe de développer dans la crise son caractère antagoniste et son objectif final: la fin de l'esclavage salarié.

Pour tous contacts, s'adresser à:

Collegamenti, Gianni Carroza, B.P. 1362, 50100 Firenze, Italie.

Anthony GIDDENS,
THE CLASS STRUCTURE OF THE ADVANCED SOCIETIES
(Hutchinson, Londres, 1977)

C'est là un ouvrage de caractère purement universitaire. Après une analyse et réévaluation de la théorie des classes de Marx et des critiques qu'on lui a opposées, l'auteur repense la théorie des classes chez Marx, puis examine le problème du développement capitaliste, de la médiation institutionnelle du pouvoir et de celle du contrôle, de la croissance de la nouvelle classe moyenne, de la place et de la fonction de la classe ouvrière dans le capitalisme moderne. Il analyse ensuite ce qu'il appelle le socialisme d'État et ses structures ainsi que la fonction qu'y jouent les classes et le parti. Il termine par un réexamen des classes dans la société contemporaine et l'avenir de la société de classes.

La conclusion intéressante qu'il en tire, c'est que, malgré la prévalence de l'économisme dans le fonctionnement des systèmes sociaux, il y a une tendance inhérente aux sociétés d'aujourd'hui qui pousse les classes travailleuses à assurer le contrôle de la vie sociale.

Voilà une de ses dernières phrases, que nous croyons intéressant de citer: «*Dans la société capitaliste, le système de classes continue à constituer l'axe fondamental de la structure sociale et reste la voie principale de l'ensemble des relations de la domination d'exploitation. D'autre part, les sociétés socialistes d'État ont réellement réussi à avancer vers un ordre sans classes, mais seulement au prix d'avoir créé un système de domination politique qui a altéré le caractère de l'exploitation sociale plutôt qu'il ne l'a nécessairement diminué.*»

L.R.

LA CNT ET LA CRISE SYNDICALE ET POLITIQUE EN ESPAGNE

Parmi les textes qui nous arrivent d'Espagne, les publications de la CNT sont d'un intérêt certain. C'est le cas du numéro 1 de BICICLETA (1), qui se veut une revue de communications libertaires et qui exprime des positions non-officielles de la CNT, c'est-à-dire qui ne sont pas celles de la Direction. Sa lecture nous donne une idée des conceptions et des discussions qui ont lieu parmi les nouveaux militants qui constituent aujourd'hui la CNT en croissance. Dans ce numéro, on trouve un relevé sérieux et très complet des implantations de la CNT au niveau national (nombre de militants, journaux, lieux de rencontre, etc.), mais c'est la discussion sur la question syndicale qui occupe la première place. Faut-il oui ou non participer aux élections des Comités d'Entreprises que préparent le gouvernement et l'ensemble des centrales syndicales? Quels sont les objectifs des manœuvres syndicales? Quel espace reste libre pour un "syndicalisme différent"?

Dans l'impossibilité de traduire la totalité de leurs textes nous nous bornerons ici à en résumer l'Édito. Certes les événements et les tactiques dont il est ici question vont être bientôt dépassés, tellement la situation espagnole change vite! Mais il n'est pas sans intérêt d'exposer les données de base de la crise actuelle du syndicalisme en Espagne, traversé par des projets politiques concurrentiels et pressurisé par un mouvement ouvrier actif et imaginatif, dans lequel les militants de la CNT jouent un rôle important. Les problèmes posés dépassent en tout cas la situation immédiate et la spécificité de la société espagnole. Nous essaierons d'y revenir dans un commentaire critique.

« *C'est maintenant, alors que nous perdons la terrible peur que la dictature avait créée chez nous, que les bureaucraties syndicales nous appellent au sacrifice afin de sauver les capitalistes de leur crise. En échange elles veulent obtenir du gouvernement leur part du gâteau. En effet depuis trois mois les "Trois Grands" du syndicalisme démocratique (CC.OO, UGT, USO) se sont engagés jusqu'au cou dans des négociations avec le gouvernement.* [...] »

Selon les camarades de BICICLETA le marchandage est clair; en échange de la garantie de la paix sociale le gouvernement est prêt à fournir aux syndicats les moyens de fonctionner "normalement" et même de "consolider leur implantation dans le monde du travail", alors que le taux de syndicalisation est encore faible (environ 15 %). Il s'agirait entre autres, de la gestion syndicale de la sécurité sociale; de la protection des syndiqués contre le licenciement, d'une amnistie limitée, de la supervision des élections par les centrales et de la distribution du patrimoine syndical (2).

« *Aussi bien le patronat que le gouvernement sont intéressés par des syndicats qui puissent discipliner la force de travail et négocier en son nom. C'était exactement ce que faisait le syndicat vertical sous le franquisme, avec cette différence que la discipline passait alors par la prison et que la négociation couvrait l'adhésion inconditionnelle des mêmes de toujours. Aujourd'hui, par contre, avec la démocratie, les choses sont différentes. La discipline dans la ville et dans le travail s'obtient avec l'habile marketing des voix, à coup de fric, publicité et persuasion et si quelqu'un se marginalise, alors les "gris"* (3) *sont toujours là.* [...] *Bien sûr il y a des plus et des moins à l'heure de la négociation* [...], mais à la fin tout se négocie. [...] Pour le *moment la clef politique est le Pacte! Il s'agit d'établir les règles du jeu alors qu'il est de nouveau autorisé.* [...] »

On fait ensuite remarquer que tout le monde, les syndicats Unitaires (maoïstes) y compris, jouent sur ces "plus" et ces "moins", mais acceptent finalement l'essentiel du projet normalisateur de la vie syndicale que propose le gouvernement. Seule la CNT refuse ces négociations: « [...] *Ces trouble-fêtes ne veulent pas des pactes, ni de gouvernements, ni d'élections décrétées par l'État. Et que veulent-ils, ces indiens sauvages et insoumis qui agitent le bercail des domestiqués? Quoi?! La révolution, l'émancipation ouvrière!, la fin du capitalisme et du salariat! Le communisme libertaire! Mais voyons les gars, ce n'est pas possible, c'est de l'Utopie! Aujourd'hui, ce qui est réaliste, efficace, c'est de croire à ce qu'on vous donne.* »

Pour les copains de la CNT, une des raisons du secret de ces négociations se trouve dans le fait que les centrales magouillent actuellement avec le gouvernement le partage d'une partie du patrimoine du syndicat vertical franquiste, maintenant dissous. Ils considèrent que ce patrimoine ne peut appartenir aux centrales réformistes et qu'il doit être réapproprié par les travailleurs qui doivent par l'action directe de masse occuper les locaux syndicaux. (4)

Les camarades de la CNT analysent ensuite la crise actuelle au sein de l'Union Syndicale Ouvrière (U.S.O.). Née dans les années 60 et se nourrissant de cadres ouvriers de formation catho... elle exprime « *quelques idées-force de l'anarcho-syndicalisme, telles l'autonomie et le socialisme autogestionnaire* ». « [...] *A travers les luttes ouvrières, l'USO s'oriente vers une position socialiste non-dogmatique, marquant ses distances envers l'UGT alors clandestine.* [...] *Elle considérait les tactiques ugétistes de boycott du syndicat vertical comme utopiques, surtout elle n'acceptait pas le lien traditionnel entre l'UGT et le PSOE. A la limite l'USO se définissait pour l'autonomie du syndicalisme par rapport aux partis luttant pour le pouvoir politique.* »

Au départ l'USO et les commissions avaient des tactiques très proches mais aujourd'hui elles se séparent progressivement. Alors que les CC.OO. tombent définitivement aux mains des communistes, l'USO cherche à se faire une place sur le terrain du syndicalisme autogestionnaire. Mais cet espace se rétrécit après la résurgence de la CNT qui a des racines plus solides dans la mémoire de la classe. C'est dans cette situation que gagne corps le projet d'unifier l'USO et l'UGT, ceci dans le cadre du renforcement de la stratégie social-démocrate en Espagne. Et en effet en décembre 1977 une partie de l'USO rejoint l'UGT. Cette opération était manipulée par le PSOE et avait l'appui de la CFDT française, laquelle jusqu'à présent soutenait matériellement l'USO. « *L'unification est ainsi envisagée comme indispensable en vue des prochaines élections syndicales, dans lesquelles les CC.OO. seraient alors détrônées de la première place* [...]. » Face à ces manipulations une réaction se manifeste à la base de l'USO, où « [...] *beaucoup de militants s'élèvent contre cette opération.* [...] *Après s'être affirmés pendant tant d'années comme des syndicalistes autonomes et autogestionnaires, ils se refusent à l'idée de se trouver prisonniers de la courroie de transmission du PSOE.* »

Cette opposition, minoritaire, à la fusion avec l'UGT, est-elle aussi manipulée, en particulier par le PCE, lequel ne cache pas ses sympathies envers les organisateurs du Congrès extraordinaire appelé par la minorité: « *Des forces puissantes jouent avec cette opposition de la base de l'USO: d'un côté le gouvernement qui se méfie d'une éventuelle hégémonie socialiste sur le monde du travail et qui préfère accentuer les divisions en même temps qu'il met sur pied sa propre centrale syndicale "indépendante", d'un autre côté le PCE lui-même, lequel a colonisé avec succès des fédérations entières de l'USO et qui espère utiliser le malaise anti-UGT si fort chez beaucoup de travailleurs, pour renforcer les CC.OO.* »

Les camarades de BICICLETA tirent comme conclusion de cette crise que: « [...] *la confusion entre syndicalisme et politique ne peut que mal finir... pour le syndicalisme. On aimerait bien connaître l'exemple de cas dans lesquels l'État n'ait pas fini par dévorer ceux qui se sont laissés attirer par le pouvoir.* »

☐ COMMENTAIRE :

Entre le politique et le syndical quel espace pour la CNT ?

La situation actuelle en Espagne continue à présenter des aspects fort intéressants pour l'ensemble du mouvement radical. Depuis plus de deux ans la crise économique et celle des institutions politiques ne fait que s'accentuer et la participation des partis de gauche aux décisions du pouvoir n'a pu résoudre le problème fondamental qui est celui du contrôle d'une classe ouvrière aguerrie et insoumise. Que des organisations comme la CNT continuent d'augmenter leur audience parmi les travailleurs qui persistent à se battre et à opter pour l'action directe de masse — comme ce fut encore le cas récemment des ouvriers des chantiers navals de Cadix qui ont déclenché une lutte de caractère presque insurrectionnel —, voilà qui ne rassure nullement la bourgeoisie. La gravité de la crise économique rend très difficile pour la gauche de justifier leur pacte avec le pouvoir.

Des manifestations massives contre ce Pacte — dont l'objectif essentiel est de bloquer les salaires ouvriers — continuent d'avoir lieu dans les grandes villes, et les centrales syndicales, courroies de transmission des partis de gauche, sont pratiquement forcées d'y participer!

Dans ce cadre, la réalisation des élections syndicales et l'effort de recrutement que les syndicats font dans les boîtes sont des moments décisifs du projet de normalisation de la démocratie. Au sein de la CNT les discussions sont assez vives sur l'utilité ou non de participer à ces élections pour les comités d'entreprise. Pour la ligne officielle, digne descendante des collaborationistes de 36, il faut y participer, l'essentiel étant pour eux d'empêcher que les réformistes gagnent le pouvoir dans les futures structures du pouvoir syndical. Pour d'autres, la tendance la plus jeune et la plus moderne, il ne fait pas de doute que les élections sont dirigées « *contre le mouvement des Assemblées et ses capacités d'organiser des grèves sauvages, c'est-à-dire non domestiquées. Les élections syndicales ne sont pas faites pour élire des*

1. *Bicicleta*, n° 1, novembre 1977, éd. Campo Abierto, c/ Pinilla del Valle, 1, Madrid 2.
2. On appelle en Espagne "Patrimoine Syndical" l'ensemble de biens et institutions dépendantes de l'ancien syndicat vertical franquiste.
3. L'équivalent des CRS en France.
4. Les militants de la CNT ont mis en pratique une action de ce type, occupant symboliquement le siège du syndicat vertical à Madrid le 7 juillet 1977.

camarades dans des Comités révocables, comme délégués temporaires liés à l'Assemblée par des mandats déterminés, et devant laquelle ils doivent répondre. » (1)

Ces nouveaux militants de la CNT comprennent clairement le fonctionnement du syndicalisme moderne et le rôle que joue l'illusion du "pluralisme" politique et syndical dans la consolidation de la démocratie par rapport au franquisme. En ce sens les nouveaux membres de la CNT savent que leur intervention se place dans une situation différente de celle des années 30, alors qu'on avait affaire à un capitalisme libéral de faible intervention étatique et où des actions syndicales pouvaient encore présenter un contenu antagonique avec le fonctionnement du système.

Mais, et c'est là la critique fondamentale qu'on peut aujourd'hui faire aux camarades de la nouvelle CNT, s'ils manifestent une capacité d'analyse critique envers ce problème, ils semblent incapables de porter à bout la logique de cette analyse et de voir les limites historiques de l'anarcho-syndicalisme. Ceci est visible lorsqu'il est question du rapport syndicalisme-politique. A les entendre parler, la critique essentielle à faire aux centrales syndicales d'opposition est de ne pas séparer le syndicalisme de la politique ! Mais qu'est-ce que cela peut bien vouloir dire ?! Est-ce une simple question de sens des mots ? Si l'on entend par politique toute activité qui a un rapport avec le fonctionnement des institutions politiques du capitalisme et par projet politique exclusivement les projets orientés vers la prise du pouvoir d'État, il est évident qu'il faut souligner comment de telles pratiques n'aboutissent qu'à une nouvelle gestion du salariat. C'est aussi vrai que les syndicats de gauche sont des courroies de transmission des groupes politiques dont les stratégies déterminent en dernière analyse leurs actions. Par rapport à cela on peut considérer comme positive une tendance "apartidaire" comme celle qui s'est manifestée à un moment donné (1974-75) au Portugal. Mais ceci dit, faut-il encore préciser qu'il y a *un autre terrain politique,* celui où s'affrontent les diverses conceptions de la Révolution Sociale et les projets de l'organisation de la production et de la distribution dans la société future. Ce terrain, les révolutionnaires ne peuvent l'éviter sous peine de se rendre impuissants. A ce titre la CNT aussi a *une politique,* comme toute autre organisation ayant une pratique sociale.

Cette insistance sur le "refus" du politique chez les camarades de la CNT actuelle semble être plutôt l'héritage des positions passées du mouvement anarchiste espagnol lequel défendait la séparation entre l'organisation économique, la CNT, et l'organisation politique, la FAI, conception, somme toute, pas très éloignée de celle qui dominait et domine toujours, dans les tendances léninistes et social-démocrates du vieux mouvement ouvrier. Cette idéologie antipolitique a marqué le monde ouvrier anarcho-syndicaliste des années 30 et a en fait piégé la CNT et la FAI lorsque leur appareil est tombé dans le creuset de l'action politique de type bourgeois, la participation au Gouvernement. Des révolutionnaires l'ont d'ailleurs bien montré, qu'ils soient de tendance marxiste (H. Wagner, "L'anarchisme et la Révolution espagnole", *La contre-révolution bureaucratique,* UGE 10/18, Paris 1973), que de tendance anarchiste (V. Richards, *Les enseignements de la Révolution espagnole,* UGE 10/18, Paris, et C.Berneri, *Guerre de classes en Espagne,* Spartacus, Paris 1977). K. Korsch a très bien posé ces problèmes lorsque, en discutant de la révolution espagnole (pp. 242/251, dans *Marxisme et Contre-révolution,* textes présentés par S. Bricianer, Seuil, Paris 1975), il dit que : « [...] *les ouvriers de Catalogne ont été freinés dans l'action par leur indifférence à l'égard de toutes les questions politiques non rigoureusement économiques et sociales.* » Et, toujours selon lui, « [...] *le fait même qu'à la suite d'expériences de plus en plus catastrophiques la CNT et la FAI aient été en définitive obligées de revenir sur leur apolitisme traditionnel a démontré aux yeux de tous* [...], la liaison vitale existant entre *l'action économique et l'action politique dans toutes les phases de la lutte de classe révolutionnaire et, bien plus encore, dans sa phase révolutionnaire.* »

Vouloir faire croire de nouveau aujourd'hui qu'un syndicalisme non-politique est possible, c'est, pour le moins, une position difficile à défendre. Si aujourd'hui la CNT a une existence réelle dans les luttes en Espagne c'est justement parce que s'identifient en elle tous ceux qui sont d'accord pour mettre en pratique des principes d'action et une conception donnée de société. Ces nouveaux principes de représentativité et d'action que les militants de la CNT,

entre autres, mettent en avant, sont eux bel et bien *politiques.*

Une deuxième question qu'il faut discuter est celle de la viabilité actuelle d'une action de type syndicaliste révolutionnaire. Il est certes possible que la CNT réussisse à mettre sur pied une structure organisationnelle du type anarcho-syndicaliste, faisant du noyau syndical aussi bien le lieu de l'action dans l'entreprise que dans la société — les quartiers par exemple. Tout cela ne sera possible que tant que durera l'agitation sociale et tant que le capitalisme et les syndicats ne mettront pas en marche le jeu démocratique. Une fois la normalisation capitaliste restaurée, et elle le sera dès que le mouvement d'agitation ouvrière restera isolé (dans son territoire d'abord, mais aussi par rapport aux sociétés environnantes). Alors le capitalisme mettra lui-même tout en œuvre pour faire croire à la séparation entre le terrain du politique et celui de la production, le premier géré par le parlementarisme et le jeu des partis, le deuxième réservé aux syndicats, lesquels s'empresseront d'affirmer qu'ils ne font pas de politique... C'est alors que tout changera : ou la CNT sera prête à s'engager dans l'action syndicale pure et dans ce cas, elle laissera tomber sa structure et son fonctionnement original, ou elle sera balayée du terrain de la production, réservé, lui, aux "organisations responsables, représentatives, etc.", lesquelles seront en mesure de marchander des avantages matériels aux travailleurs. Ce sera le règne de l'action syndicale traditionnelle, avec son cortège de revendications corporatistes quotidiennes.

Il ne faut pas oublier qu'une telle perspective est déjà présente dans la tendance la plus orthodoxe — qu'on appelle les "syndicalistes" par opposition à ceux qui prônent une organisation de type "libertaire" unifiant le politique et le syndical. Pour eux, et en attendant la reconstruction du noyau politique : la FAI, il faut que la CNT devienne un syndicat de masse ! D'où leur préoccupation de recruter et leurs prétentions envers le patrimoine du Syndicat vertical (2). Le reste, l'acceptation des principes de l'action syndicaliste, négociations, conventions, etc., suivra toujours justifié par ce souci de ne pas laisser le terrain libre aux réformistes ! Il est vrai que cette tentation est bien perçue par l'autre tendance de la CNT, la tendance "libertaire", laquelle n'hésite pas à le dénoncer : « *La tendance syndicaliste est pour l'affiliation massive, pour la distribution de cartes à tout le monde, pour le renforcement maximum des structures organiques et pour remplir les bases des syndicats avec des milliers de personnes. Les plates-formes revendicatives, la participation ou non aux élections, etc., sont pour nous du syndicalisme pur et aseptisé.* (3) »

Dans le monde moderne, les syndicats sont des rouages de l'économie capitaliste. Ils ne peuvent pas exister qu'en tant que tels. Non seulement le syndicalisme ne peut pas être révolutionnaire car toute action révolutionnaire se développe nécessairement en dehors des syndicats. Ce qui se passe aujourd'hui en Espagne doit être matière à réflexion pour tous ceux qui — en Espagne ou ailleurs —, continuent à regarder le syndicalisme, non tel qu'il est, mais tel qu'ils aimeraient qu'il soit ! Ceci dit, malgré les conflits et les discussions qui se développent en son sein, l'action et la pensée critique des camarades de la CNT constituent un atout important pour le mouvement social en Espagne. C'est pourquoi leur responsabilité historique est grande et c'est pourquoi ils doivent éviter de reproduire les erreurs du passé qui ont mené à l'échec et, au contraire, les dépasser en aidant à briser les illusions et à accoucher des potentialités du mouvement présent. C'est aussi pourquoi, en toute solidarité, leurs positions et attitudes doivent être connues et discutées.

Ch. REEVE
Paris, décembre 1977

---

1 « *Autoorganizacion obrera si, elecciones sindicales no* », *Bicicleta,* n° 1, novembre, Madrid.

2 On trouve aussi cette préoccupation chez les camarades de *Bicicleta,* lesquels parlent du "patrimoine" rendu aux syndicats comme « *un vol du pays tout entier* ».

3 Voir l'intéressant débat "La CNT en discussion", publié dans la revue *Théorie et Pratique,* octobre 77 (c. Santa Teresa 6, 2, Madrid 4). Dans cette discussion des membres de la tendance "libertaire" reconnaissent « *qu'actuellement le secteur réformiste ou syndicaliste est numériquement majoritaire* [*dans la CNT*] ».

Les révoltes logiques 15 f.

N° 6 – Automne-Hiver 1977

ÉTUDES

- Un espace urbain obsédant : le commissaire et la rue à Paris au XVIIIème siècle
par Arlette Farge
- Les gueux contre l'histoire
Sur « Le Trimard »
par Philippe Hoyau
- Des héroïnes symboliques ? Celle qui écrit et celle qui parle : George Sand et Louise Michel
par Geneviève Fraisse
- Phénoménologie des travailleurs de l'Etat ou le massacre des innocents (suite et fin)
par Jean Borreil
- Mutineries à Clairvaux
par Stéphane Douailler et Patrice Vermeren

UN PORTRAIT CLASSIQUE DE STALINE

A propos de la nouvelle édition de sa biographie par Boris SOUVARINE

Les livres d'histoire ont aussi leur histoire, et elle est instructive. La biographie de Staline que l'on doit à Boris Souvarine parut pour la première fois en 1935 à Paris chez Plon. Le livre fit sensation. Les éditions se succédèrent; la huitième tomba sous l'interdiction des autorités allemandes de l'occupation. Une édition anglaise vit le jour; une traduction allemande, due à la femme de l'éminent social-démocrate Rudolf Hilferding, fut victime des désordres engendrés par la guerre. Après l'agression allemande contre l'URSS, l'édition britannique disparut, la mode étant alors de revaloriser Staline. Mais l'ouvrage garda sa renommée. Parmi les spécialistes, il passait pour un classique, mais il était introuvable. Sa *réédition,* depuis longtemps nécessaire, vient d'avoir lieu à Paris aux *Éditions Champ Libre:* "Staline. Aperçu historique du bolchevisme". Rien n'y a été changé; seul un arrière-propos traite de l'énorme matériel qui a été rassemblé depuis.

UN HOMME DE L'INTÉRIEUR

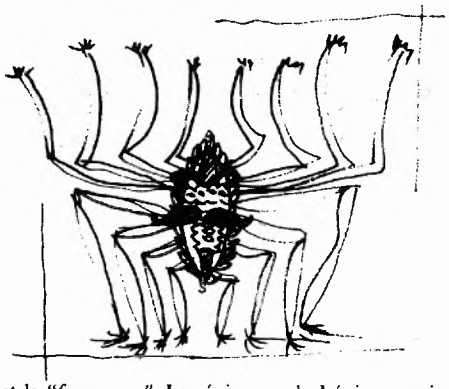
Que ce livre puisse paraître après tant d'années sous sa forme ancienne en dit long sur sa valeur. C'est qu'en réalité Boris Souvarine était considérablement en avance sur les connaissances de son époque. Il est loisible aujourd'hui d'y apporter des compléments, d'en modifier quelques détails; les grandes lignes de son analyse se trouvent confirmées. Dans le *Mythe de la Révolution,* Walter Laqueur a pu écrire à bon droit au sujet de cette biographie de Staline: « *Il est invraisemblable qu'elle puisse être dépassée jusqu'à l'ouverture des archives soviétiques* ». Ce jugement vaut encore de nos jours, après les publications de Soljénitsyne, de Medvediev et de bien d'autres. Il devrait être enfin possible d'en avoir une édition allemande. Ce n'est qu'en tant qu'*homme de l'intérieur* que Souvarine put écrire ce livre dont on dit que Staline l'avait fait traduire à son usage. Né en 1895 en Russie, tôt venu en France, il fit partie des fondateurs du PC français et fut membre du Comité exécutif de l'Internationale Communiste. Il fut dès 1924 atteint par les foudres de l'exclusion. Souvarine publia une revue, organisa un cercle de "communistes démocratiques" et fut en 1933 en contact étroit avec la jeune enseignante rebelle Simone Weil.

Traiter un sujet comme Staline comporte deux importants dangers: on risque soit de surestimer sa figure, soit de la sous-estimer. Souvarine ne fit ni l'un ni l'autre. Il évita cette sous-estimation qui imprègne la biographie de Staline qu'en fit Trotski, mais aussi ces sempiternels arguments par lesquels son pouvoir aurait été inéluctable. Souvarine doute de ce déterminisme. S'appuyant sur de nombreuses preuves, il préfère faire sentir à quel point la cécité et la maladresse de ses adversaires sont venues au secours de Staline. Ceci suscita la fureur de Trotski qui, tout en reconnaissant à Souvarine « *une plume acérée* », lui dénia la moindre capacité à « *juger des idées, des hommes et des événements* ». C'est précisément le genre de disqualification qui ne tient pas lorsqu'on confronte les deux biographies. Trotski échoua comme biographe parce qu'il voulait se justifier comme politicien; il cherchait à accabler Staline et à sauver le bolchevisme. Au contraire nul intérêt politique ne dicte à Souvarine son verdict, qui est libre.

LÉNINE - ÉCOLE DE STALINE

Tout en soulignant les différences existant entre Lénine et Staline, il n'en fait pas moins ressortir des analogies que Trotski s'efforçait de nier. « *Entre l'ancien bolchevisme et le nouveau léninisme il n'y eut* pas solution de continuité, à proprement parler. *La mort de Lénine précipita une évolution antérieure, achevant de mûrir les phénomènes apparus en germe pendant la guerre civile.* » Très tôt déjà, le mot d'ordre "Tout le pouvoir aux Conseils" s'était changé dans la pratique en "Tout le pouvoir aux tchékistes" (commissaires extraordinaires de la police secrète). Lénine n'avait pas assimilé la substance du socialisme européen, mais développé une stratégie politique de force brutale: une *nouvelle Église* au sein de laquelle se poursuivait la tradition de la vieille autocratie russe. La Révolution d'Octobre ne fut pas un soulèvement des masses mais bien un *putsch militaire.* Trotski vantait les soldats comme les maîtres de la situation et, lorsqu'après le putsch arrivèrent les premières difficultés, Lénine agita sans ambages la menace: « *Nous en appelons aux marins* » — c'est-à-dire aux marins de la flotte de Cronstadt qu'il fit mitrailler en 1921. Les parjures s'accumulent: retrait de leur pouvoir aux Soviets, dissolution du Parlement, asservissement de la démocratie, dont les bolcheviks s'étaient toujours présentés comme les défenseurs. « *Les événements, de prime abord, furent plus forts que Lénine, puis celui-ci trouva commode de continuer à mettre en œuvre des moyens qu'il légitimait par des circonstances exceptionnelles.* » Ce fut là *l'école de Staline;* il était prêt à utiliser jusqu'à la dernière toutes les possibilités offertes par la dictature. Selon Souvarine, ceci explique la victoire de Staline à l'intérieur du parti sur ses adversaires qui, quoique plus cultivés, étaient moins cyniques dans l'exercice du pouvoir. Ils faisaient de la théorie, Staline, lui, se servit de la *police secrète,* ce qui lui donna l'avantage.

Les théories sont en outre aussi contradictoires que la pratique. Avant d'exiger la mise à l'écart de Staline, c'est Lénine lui-même qui assura son essor. En 1926 encore, Trotski appelle Staline *"l'homme le plus éminent de notre parti";* un an plus tard, c'en



est le *"fossoyeur".* Les épigones de Lénine se rejetaient à tour de rôle les uns sur les autres les responsabilités d'avoir préparé Thermidor, mais en 1921 ils se glorifiaient tous d'avoir accompli un "Thermidor prolétarien". Il n'en alla pas autrement de l'espoir d'une révolution mondiale ou de l'annonce d'une "agression impérialiste" imminente. L'opposition fit preuve d'un zèle tout particulier dans la fabrication de paniques, pendant que Staline en récoltait les bénéfices. Si le secrétaire général réussit constamment à diviser ses adversaires, ce fut la tactique de Trotski qui rejeta dans ses bras les récalcitrants. En outre, les arguments des dirigeants n'intéressaient pas les masses dont le niveau de vie était tombé plus bas qu'au temps du tsarisme. Le conflit qui se joue au Kremlin représente aux yeux de la population une lutte pour le pouvoir: « *En réalité, on veut surtout s'emparer du monopole du pouvoir non pour l'abolir mais pour en déposséder ceux qui le détiennent et l'exercent en commun.* » Incapable de se gagner la masse, l'opposition eut constamment le dessous sur le terrain où Staline luttait pour le pouvoir.

RÉVOLUTION FRANÇAISE ET RÉVOLUTION RUSSE

Souvarine est convaincu que ce serait faire erreur que de vouloir à toute force mettre sur le même plan les événements de la Révolution française et de la Révolution russe en utilisant les mêmes arguments. Les différences dominent, les traditions nationales l'emportent. La dictature bolcheviste se laisse ieux cerner à l'aide des lettres du Comte de Custine, écrites vers 1839, qu'à coups d'euphémismes idéologiques nébuleux. Souvarine croit plus à la continuité historique qu'à la force du changement: ce qui le sépare de Soljénitsyne se révèle ici. L'auteur déplore l'incompréhension qui se manifeste en Occident face aux problèmes russes. Il lui est alors possible d'en appeler à Karl Marx qui mettait solennellement l'Europe en garde contre la "barbarie asiatique". C'est en tant qu'avertissement que l'on doit comprendre l'histoire qui se déploie ici. La richesse de la bibliographie donne une idée de la manière dont il fut possible à l'auteur d'élaborer ses stupéfiantes analyses. Son style est clair et précis; l'historien se fait clinicien. L'ironie lui sert à dissiper les émanations délétères des idéologies et à déchirer le décor d'un régime derrière lequel il cachait ses crimes.

Heinz ABOSCH (trad. A.M.)
in *Neue Zürcher Zeitung*

LE DEBAT AU SEIN DU MOUVEMENT EN ESPAGNE

Juste avant la mise en page, nous avons reçu le deuxième numéro de *Bicicleta* (voir l'article sur l'Espagne).

Dans une présentation très attirante — le renouveau de l'illustration à caractère politique étant aussi un signe de la vitalité du mouvement d'idées — *Bici* contient des textes sur la situation syndicale, un dossier sur "l'affaire allemande", le nucléaire en Espagne, les occupations de maisons, la situation dans les prisons, etc. Dans un article *Le pouvoir de l'Assemblée ouvrière,* on raconte la grève des salariés des stations d'essence de Barcelone en octobre 1977 (plus de deux mille ouvriers, dont 90 % affiliés à la CNT) et on tire les leçons d'une lutte qui, du début à la fin, s'en est tenue au principe de l'Assemblée ouvrière. Comme dans les récentes grèves des employés des grands magasins à Madrid, en décembre 1977, l'antagonisme entre l'action directe sans concessions et la logique des négociations constitue le nœud des préoccupations des militants de la CNT coincés entre le cadre d'action syndical et leurs perspectives radicales.

Mais c'est le dossier *Anarchisme et syndicalisme, pages d'un débat ouvrier* qui constitue la partie la plus intéressante de ce numéro. « *La résurgence de la confédération et l'attraction que la CNT exerce sur une multitude de groupes ouvriers autonomes est en train de déborder les vieux principes de l'orthodoxie cénétiste.* » *Bici* entend que ce débat, qui se manifeste dans les assemblées et publications, « *ne doit pas être caché à la connaissance générale des travailleurs* ». C'est pourquoi elle publie un ensemble de textes des « *courants divers nés de la nouvelle réalité espagnole* » au sein de la CNT: "marxistes", "conseillistes", "anarcho-communistes", à côté des traditionnalistes de la FAI et ceux du "syndicalisme indépendant". Ce qui frappe dans ce débat, c'est l'affrontement entre, d'un côté, les tendances orthodoxes, accrochées à de vieux schémas et ressortant les méthodes bureaucratiques de l'exclusion et de l'anathème contre "l'infiltration marxiste", et, d'un autre côté, un courant neuf, lié à des luttes de masse, confus certes, mais mettant en question les vieilles formules et principes du syndicalisme révolutionnaire; ceci par rapport aux problèmes que ces militants découvrent dans leurs actions dans la société espagnole moderne. Un bon exemple de cette attitude se trouve dans le texte *A tous les anarchistes* qui circule actuellement au sein de la CNT en Catalogne. La version française vient d'être publiée dans le numéro 9 de *La Lanterne noire* (décembre 1977). Critiquant ouvertement la tentative de reconstruction de la FAI, "cadavre historique", et ses principes politiques: « *se constituer en avant-garde pour défendre la dictature du prolétariat ou l'anarchie, c'est du léninisme, du pur léninisme* », ce texte exige aussi « *une rupture totale et absolue avec tous les courants de l'exil* » rendus responsables de l'incohérence actuelle de la CNT, et souligne « *l'impossibilité d'un syndicalisme neutre* ». Il finit par soulever toute une série de questions sur « *les principes du mouvement anarchiste actuel* ».

La discussion continue, en rapport intime avec un mouvement social très intense!

Bicicleta, Campo Abierto Ed. C/ Pinilla del Valle, 1, Madrid 2.
La Lanterne noire, P. Blachier, B.P. 14, 92360 Meudon-la-Forêt (ne pas mentionner *La Lanterne noire*).

ABONNEMENTS à la Revue SPARTACUS Socialisme et Liberté

Paraissant 4 fois en cette première année notre volonté est de doubler cette parution
4 nos 20 F - 8 nos 35 F.

Adresser les abonnements à J. Lefeuvre 5, rue Sse Croix-de-la-Bretonnerie, 75004 Paris Ch. P. 633-75 Paris.
N.B. Le service de la revue est inclus dans l'abonnement aux Cahiers SPARTACUS.

Lettre à un vieux camarade

Paris, le 8 décembre 1977

Mon cher Craipeau,

J'ai lu ton livre * et j'ai assisté à la réunion organisée par la FNAC à ce propos. Je crois que le débat et ton ouvrage aussi, utile d'ailleurs, ont, plus de trente ans après, un tour quelque peu archéologique. Ce qui importait et qui importe encore, c'était et c'est de montrer aux jeunes, dont il y avait bon nombre dans la salle de la FNAC, ce qui reste aujourd'hui de valable dans cette expérience.

D'abord, la mise en juste place de la question nationale et la nécessité de la résistance contre l'oppression nationale et l'exploitation sociale de l'occupation nazie. Il est malheureux que beaucoup de jeunes n'en sentent plus l'importance aujourd'hui. Sans doute, l'ère historique de la formation des nations est dépassée depuis l'essor de l'impérialisme. Mais le fait national subsiste encore. On ne peut en nier la présence en face de l'oppression. Dans le monde contemporain, seules les élites bourgeoises sont collaboratrices des nouveaux dominateurs, comme il en a été toujours — c'est là une constance historique. C'est dans les masses travailleuses et leurs alliés que se réfugie l'instinct de résistance contre ceux qui oppriment leur pays. Aujourd'hui, la résistance nationale prend donc un caractère populaire et radical et ne se distingue pas du combat pour une société socialiste.

L'actualité du problème s'est manifestée dans toute sa violence pendant l'expansion des forces nazies en Europe. Et il ne faudrait pas croire qu'il a perdu de sa vigueur à une époque où deux surpuissances imposent leur contrôle à la plupart des nations du monde et les manipulent au gré de leurs intérêts impérialistes. Comment ne pas voir tout le sens du fait que, depuis 1945, depuis plus de trente ans, la nation allemande est déchirée en six tronçons : les régions annexées à la Russie, à la Tchécoslovaquie et à la Pologne, la partie occidentale et l'orientale et, enfin, l'Autriche. C'est là un fait majeur dont on ne peut sous-estimer la portée.

Mais aujourd'hui, cette situation d'oppression est répandue dans le monde entier : en Asie, en Afrique, en Amérique latine et en Europe orientale, sans oublier le contrôle nord-américain sur l'Europe occidentale. Qui ne voit l'élément essentiel d'indépendance nationale dans la scission yougoslave, dans la résistance polonaise, dans l'insurrection hongroise et dans le mouvement de 1968 en Tchécoslovaquie ? La pénétration et le contrôle impérialistes et la politique néocolonialiste ravivent une telle résistance. Dans la crise qui étend ses effets à travers le monde, dans la fermentation qui n'a cessé parmi les nations d'Europe orientale et en Russie même, les peuples assujettis, c'est-à-dire les masses travailleuses, retrouveront leurs énergies. Sans pouvoir prévoir les moments d'effondrement, on ne peut en nier la probabilité. Et, alors, les luttes nationales aussi bien que sociales, qui ne font qu'un tout, reprendront leur élan.

Le socialisme prévoit, dans une perspective historique à long terme, le dépérissement du fait national comme du fait religieux. Il n'en nie pas la réalité encore présente. Leur persécution et leur suppression brutales ne font que les raviver. Ce n'est pas en ayant là-dessus une attitude doctrinaire qu'on résoudra la question. Le socialisme n'est pas une panacée à tout faire. Il lutte et se développe au milieu des combats tels qu'ils apparaissent dans l'histoire réelle. Il est à la fois un procès de construction et de dépérissement.

Pour en revenir à l'époque de la seconde guerre mondiale, on doit se rappeler que les mouvements de résistance nationale et sociale s'étendirent à toute l'Europe occupée, y compris les nations de la Russie. Une historiographie menteuse et chauvine s'est essayée depuis à en faire oublier la nature révolutionnaire et internationaliste. Il est vrai que ces mouvements se sont rapidement désintégrés après la guerre au profit des chauvinismes locaux.

Mais pourquoi ? Parce qu'ils avaient pour centre de référence et, d'ailleurs, lieu de lutte (les millions de travailleurs étrangers et d'emprisonnés concentrationnaires) l'Allemagne avec laquelle on attendait de faire une jonction révolutionnaire. Ce fut le mérite de Rousset dans ses deux ouvrages d'après-guerre — et quoi qu'on pense de lui par ailleurs — d'avoir analysé avec une lucidité impitoyable comment treize ans de domination nazie avaient atomisé, décervelé et réduit à une passivité inerte le peuple allemand. Quand l'hitlérisme s'effondra et que les armées alliées inondèrent l'Allemagne, ce ne fut pas pour y étouffer une révolution, mais pour y dominer sur un peuple encore en pleine stupéfaction.

Un autre facteur de désintégration fut la politique du capitalisme d'État de la bureaucratie grand'russe. Ce fut ton mérite, dans le mouvement "trotskyste", de prévoir et d'annoncer un tel cours, dès 1937. Ce fut la bureaucratie grand'russe qui appuya de tout son pouvoir une politique de partage en zones d'influence, de chauvinismes exaspérés, d'expulsion de populations entières, d'expansion et de pénétration impérialistes. Sans doute, ta notion de la Russie stalinienne était-elle confuse et théoriquement amorphe. Aussi n'entraîna-t-elle l'adhésion que d'une minorité. Mais ton intuition n'en était pas moins profondément juste et la seconde guerre mondiale le confirma pleinement.

C'est que l'une des limites du mouvement "trotskyste", car nous suivions Trotsky en cela, fut de poser une équation entre le socialisme, d'une part, et l'étatisation et la planification, de l'autre ; et de ne même pas concevoir la possibilité du capitalisme d'État, comme on le voit dans *La révolution trahie*, notion qu'avaient pourtant largement débattue Lénine et Boukharine. Dès lors, pour les "trotskystes", il y avait socialisme en Russie, quelles que fussent les dégénérescences. D'où un aveuglement et une incompréhension totale de ce que fut la politique de la bureaucratie grand'russe, du premier plan quinquennal à aujourd'hui.

Amicalement,

RIGAL

* Yvan CRAIPEAU, *Contre vents et marées : les révolutionnaires pendant la seconde guerre mondiale*. Savelli, 1977

LE NATIONALISME SOUS TOUTES SES FORMES : ARME DU CAPITAL

« La politique impérialiste n'est pas l'œuvre d'un pays ou d'un groupe de pays. Elle est le produit de l'évolution mondiale du capitalisme à un moment donné de sa maturation. C'est un phénomène international par nature, un tout inséparable qu'on ne peut comprendre que dans ses rapports réciproques et auquel aucun Etat ne saurait se soustraire. »

Rosa Luxembourg, *Brochure de Junius*

Dire que l'ère historique de la formation des nations est dépassée depuis l'essor de l'impérialisme entraîne deux grandes conséquences :

— Du point de vue capitaliste, tout nouvel Etat ne peut naître et subsister *que dans le cadre des rivalités inter-impérialistes générales*. Sans être le simple pion des grandes puissances qui cherchent constamment à renforcer leur bloc, il devra pour survivre s'appuyer alternativement sur un camp ou sur un autre sans que cela aboutisse, au niveau économique, à un développement suffisant des forces productives au travers de la surexploitation du prolétariat par l'instauration d'un capitalisme d'Etat. Il sera donc poussé par la crise permanente du système *à exacerber ses propres tendances impérialistes vis-à-vis de tous les autres Etats*, ce qui provoque le phénomène contradictoire majeur de notre époque : la déstabilisation et l'effritement des blocs. Z. Brzezinski, le conseiller numéro un actuel du président américain Carter pour la politique étrangère, a parfaitement analysé ce phénomène depuis des années (cf. le recueil de ses textes : *Illusions sur l'équilibre des puissances*, éd. de l'Herne). S'il prône le renforcement du bloc occidental (cf. les déclarations de Carter lors de son voyage récent en France et la mise en garde de Washington vis-à-vis de l'éventuelle participation du PC italien au gouvernement), et s'il est à l'origine de la campagne sur les "Droits de l'homme" pour accentuer les difficultés dans lesquelles se débat le bloc soviétique, c'est parce qu'il veut maintenir la domination de l'impérialisme américain, menacée depuis le début de la crise (fin de la période de reconstruction en 67-68) par la rivalité de nouvelles puissances sur le marché mondial : l'Europe, en particulier l'Allemagne Fédérale, le Japon et les pays riches en pétrole, comme l'Iran ou l'Arabie Saoudite. Brzezinski en connaît un rayon sur ce problème puisqu'il est un des membres influents de la fameuse "Commission trilatérale", organisation "privée" créée en 1973 afin de renforcer la coopération entre les Etats-Unis, le Japon et l'Europe occidentale. En effet, les impératifs de la guerre économique que se livrent ceux-ci ont fait perdre de l'importance à l'axe Washington/Moscou qui était considéré comme essentiel par l'administration Nixon. Brzezinski, c'est en quelque sorte *l'anti-Kissinger* qui croyait à coups de "petits pas" préserver le précaire équilibre entre les blocs, issu de Yalta et déjà fortement mis à l'épreuve, sinon à mal, dans le sud-est asiatique.

— Du point de vue révolutionnaire, le soutien qui pourrait être apporté durant la phase d'expansion du capital à la formation de tel ou tel Etat, *n'est plus possible pour les raisons exposées précédemment*. A l'époque d'expansion, il était conditionné par le fait que, grâce à la concentration des forces productives, cette formation pouvait contribuer à une croissance économique réelle face aux survivances féodales ou aux formes archaïques du capital lui-même et favorisait ainsi une amélioration substantielle des conditions d'existence de la population avec le développement, en premier lieu, de la classe ouvrière. Cependant, même durant cette période ascendante du capital, le nationalisme — expression idéologique qui accompagnait la constitution des Etats — *n'a jamais été considéré par les révolutionnaires comme un facteur "progressiste"* (« les prolétaires n'ont pas de patrie », Marx, *Le Manifeste communiste*). Bien au contraire, ceux-ci mettaient l'accent sur *la nécessaire indépendance politique du prolétariat* dans le soutien accordé à la lutte d'une bourgeoisie quelconque pour la formation d'un Etat. Aujourd'hui, plus que jamais, le nationalisme est une arme du capital qui sert à dévoyer la classe ouvrière de son unique but : la révolution communiste, et qui permet de l'envoyer comme chair à canon sur les champs de batailles inter-impérialistes.

Dans sa lettre à Y. Craipeau à propos de son livre *Contre vents et marées : les révolutionnaires pendant la seconde guerre mondiale* (cf. ce même numéro de *Spartacus*), L. Rigal constate le dépassement de la formation des nations, mais pour déclarer aussitôt après que face à l'oppression, la résistance nationale « ne se distingue pas du combat pour une société socialiste » ! Pour appuyer cette affirmation, il avance une explication qu'il faut bien situer comme étant très proche de celle du P. "C". F., pour lequel, de la Commune de Paris à la Résistance, il y aurait la tradition historique suivante : caractère populaire de la résistance nationale, collaboration de la bourgeoisie avec les "nouveaux dominateurs".

Sans vouloir revenir sur une analyse détaillée de la question nationale que l'on peut trouver par ailleurs (1), il est nécessaire, sur la base de quelques exemples, *de souligner l'antinomie totale entre le nationalisme et le socialisme*.

QUELQUES EXEMPLES DU PIÈGE NATIONALISTE

— Dans les pays de l'Est, la crise a provoqué des réactions nationalistes contre la domination de l'impérialisme russe. Mais ces réactions n'ont rien à voir avec un mouvement communiste. Elles sont le fait d'une fraction "libérale" de la bureaucratie au pouvoir qui vise à donner un "visage humain" au système de capitalisme d'Etat en vigueur. A aucun

1. Cf. "La Question nationale", chap. 7, dans le Cahier Spartacus *Rosa Luxembourg et sa doctrine* (B, n° 80) ou dans la revue *Spartacus* n° 1 (B, n° 64).

moment, la destruction des rapports de production capitalistes (salariat, marché) en tous points semblables à ceux de l'ouest, si on excepte la forme juridique de la propriété, n'est envisagée. Il s'agit simplement d'aménager l'économie existante, de rendre moins contraignante sa concentration entre les mains de l'Etat. A cet égard, les événements de Tchécoslovaquie en 1968 furent particulièrement clairs : l'équipe Dubcek n'avait pas d'objectifs en dehors du cadre d'une "libéralisation" du régime. Si l'URSS est intervenue, c'est avant tout pour que les Etats-Unis ne profitent pas de cette situation pour grignoter sur sa zone d'influence directe que, depuis la guerre froide, il est convenu d'appeler "le glacis de l'Est". Par contre, les grèves et les manifestations en Pologne (1970 et 76) ont été une riposte strictement ouvrière à l'atteinte brutale au niveau de vie déjà bas décrétée par la bureaucratie (hausses considérables des prix sur des produits de première nécessité). Elles allèrent jusqu'à remettre en cause les fondements politiques du capitalisme d'Etat polonais : incendie du siège du Parti au son de l'Internationale dans les villes de la Baltique. Pendant et à la suite de ces mouvements, le prolétariat a été durement réprimé et les intellectuels comme les couches bourgeoises "libérales" ne sont intervenus (surtout après juin 76) que pour mieux récupérer, par l'intermédiaire de "comités de soutien" de toutes sortes, les objectifs ouvriers radicaux, *en les transformant en perspectives de "gestion démocratique" du capital d'Etat* à l'image de la Charte de 77 aujourd'hui en Tchécoslovaquie (2). Ainsi, luttes nationales et sociales ne font "un tout" que dans le sens d'une mystification idéologique du capital !

— Le conflit actuel en Indochine entre le Vietnam et le Cambodge se place dans le prolongement de la rivalité inter-impérialiste qui oppose ouvertement la Chine et l'URSS dans tout le sud-est asiatique depuis le retrait partiel des Etats-Unis. L'exacerbation des tendances sous-impérialistes, en particulier du Vietnam, visant à appliquer le programme d'Ho-Chi-Minh de "fédération indochinoise", fait éclater en mille morceaux toutes les fables nationalistes sur la "lutte héroïque des petits peuples contre l'impérialisme US" et sur leur "unité révolutionnaire". Dans cette région du monde, le nationalisme des différents fronts de résistance tant vanté par les trotskystes qui ne savent plus aujourd'hui à quel saint se vouer (la lecture du quotidien *Rouge* est, à ce propos, édifiante), a été depuis 1945 en particulier un des pires pièges du capital. A leur origine, ces fronts se sont constitués en brisant l'indépendance politique du prolétariat (cf. les répressions du Vietminh contre les grèves ouvrières et les révolutionnaires à l'issue de la deuxième guerre mondiale) et une fois au pouvoir, ils achèvent le travail, ce que Rosa Luxembourg appelle « le délice des jeunes micro- bourgeoisies » : *étrangler la classe ouvrière de leurs propres mains à la place des colonialistes !* Du point de vue surexploitation (travail forcé) et massacres, les Khmers rouges "libérateurs" du Cambodge, pardon du "Kampuchéa démocratique", n'ont rien à envier au plus féroce des Etats capitalistes (3). Si la résistance nationale revêt "un caractère populaire et radical", c'est dans une optique parfaitement bourgeoise : la classe ouvrière mystifiée par des objectifs qui ne sont pas les siens est utilisée comme masse de manœuvre et invitée à se sacrifier sur l'autel du capital national. Ce que L. Rigal nomme les "élites bourgeoises", la plupart du temps collaboratrices car trop faibles pour la direction d'un mouvement de libération à cause de leur liaison avec les restes de féodalité (bourgeoisie comprador), sont alors remplacées par la bureaucratie politico-militaire qui veut instaurer le capitalisme d'Etat dont elle bénéficiera.

DE L'ANTI-FASCISME A LA RÉSISTANCE

— En ce qui concerne la résistance nationale contre l'occupation nazie, elle a participé au thème de l'anti-fascisme qui avait été mis au point par le capital durant les années 30, et plus particulièrement à l'occasion de la guerre d'Espagne. Elle n'avait par essence aucun caractère révolutionnaire, de par son aspect frontiste (alliance inter-classes), ni internationaliste par son exaltation du patriotisme (« A chacun son boche ! »). Comme toute lutte nationale, elle a servi à dévoyer les travailleurs de leur terrain de classe et *à les entraîner à la boucherie derrière la défense des intérêts du capital français liés à ceux des impérialismes "alliés"* (anglo-américain et russe). Anti-fascisme et Résistance signifiaient lutte pour un Etat "démocratique". Ainsi l'opposition mystificatrice Fascisme/Démocratie s'était substituée à l'antagonisme fondamental Capital/Prolétariat et à la perspective de la révolution communiste. De plus, ce qu'il faut comprendre, c'est que les années de domination nazie n'avaient fait que parachever un travail d'écrasement du prolétariat allemand, déjà bien commencé par la social-démocratie après la première guerre mondiale (Commune de Berlin, etc.). La Démocratie avait, en quelque sorte, fait le lit du fascisme et ces deux idéologies présentées par le capital comme inconciliables *ne furent que les mâchoires d'un même piège anti-prolétarien.* En 1945, toutes les résistances avec l'aide des armées de libération, "rouge" ou yankee, ont débouché sur la reconstitution des Etats et sur les nouvelles politiques nationales intégrées à la reconstruction économique générale du capital. Elles ont permis l'étouffement dans l'œuf de toutes les tentatives de mouvements sociaux contre l'exploitation du système. Celui-ci avait tiré les leçons des expériences précédentes et essentiellement du surgissement du prolétariat dans toute l'Europe entre 1917 et 1923. Il réutilisa les moyens qui avaient fait leurs preuves sous l'embrigadement des travailleurs dans les années 30 :

« *Le Front Populaire a pour ligne directrice la peur du fascisme. Et le grand capitalisme agite cet épouvantail pour amener au service de sa politique les radicaux ainsi que les partis ouvriers qui se déclarent prêts à soutenir ou à constituer un ministère traître de défense républicaine. Préparer par l'Union Sacrée la guerre baptisée "démocratique" et "anti-hitlérienne", imposer aux travailleurs des mesures de déflation et plus tard de dévaluation, c'est dans ce but que la bourgeoisie entend utiliser le Front Populaire et peut-être le porter au gouvernement.* » ("Front Populaire = Front National", article extrait du journal *L'Internationale*, n° 15, 2 juillet 1935, cf. note 4).

Guy SABATIER

2. Pour des études détaillées sur les mouvements ouvriers en Pologne, cf. "Capitalisme et lutte de classes en Pologne — 70-71", par I.C.O. (*Cahier Spartacus*, B n° 60) ; "Le 25 juin 76 en Pologne - Travailleurs contre Capital", par H. Simon, *Echanges et mouvement*, B.P. n° 241, 76866 Paris Cedex 18.

3. Cf. l'article "Le Camp de concentration cambodgien" dans la revue *Spartacus* n° 6 (B, n° 82).

Sur le Vietnam, cf. "Victoire des nationalistes et embrigadement du prolétariat", dans la revue *Jeune Taupe* (47, rue Saint-Honoré, 75001 Paris), n° 6, 7 et 8.

4. *L'Internationale* était l'organe du groupe "Union Communiste". Cf. *Jeune Taupe* n° 6, 8, 9, 11, 13, 14 et 18 (voir adresse note précédente).

BERKMAN : MEMOIRES DE PRISON D'UN ANARCHISTE

Trad. H.Denes

Le 23 juillet 1892, un anarchiste de 21 ans pénètre dans le bureau du capitaine d'industrie Henry C. Frick, responsable d'une sanglante agression contre les ouvriers des acieries de Homestead en Pennsylvanie avec l'appui des fameux "Pinkertons", agents d'une police privée au service des possédants. Il est armé d'une dague et d'un pistolet. Frick est seulement blessé. Alexandre Berkman est condamné à vingt-deux ans de prison.

Qui est Berkman ? Né en Russie en 1870, issu d'une famille bourgeoise juive, il a, dès l'enfance, « baigné dans le halo de cette chose vague et mystérieuse que nous appelions "nihilisme" ». En 1888, il débarque à New York. Il écrit les *grands mots* "Peuple", "Producteurs" avec des majuscules. Sa connaissance du mouvement ouvrier, de la lutte réelle, est abstraite. Hanté par le personnage de Rahmetov, héros du *Que Faire* de N. Tchernychewski, il rejoint les rangs anarchistes, composés, en gros, d'immigrés, surtout allemands. Il travaille au sein du groupe "Autonomie" où il fera la connaissance d'Emma Goldman qui deviendra sa compagne de vie et de combat.

De 1893 à 1907, Berkman va faire la dure expérience de la prison. C'est de cette expérience que ce livre est né, douloureusement. Publié en 1912 aux Etats-Unis, il devait être réédité à maintes reprises, mais il était resté introuvable en France. Voilà aujourd'hui une lacune comblée. Et c'est tant mieux, car ce livre est un chef-d'œuvre, un remarquable document, et, par-delà le document, un bouleversant témoignage. En prison, Berkman va rencontrer de près son premier ouvrier, lequel ne comprendra pas son geste. L'anarchiste qui invoque le "Peuple" va découvrir ce dernier sous la forme de criminels farouches, de matons retors, de mouchards impénitents, de prisonniers reproduisant les formes de l'oppression subie par eux. Mais Berkman va trouver aussi l'amour, la caresse, la tendresse, et, derrière cette homosexualité qui le choque d'abord, il va entrevoir la grandeur profonde d'êtres qu'on a souillés, plus ou moins avilis. Les Russes ont le génie de fouiller les abysses de l'homme, de fouiller la plaie noire, de plonger le scalpel dans la boue et l'ordure jusqu'à débusquer une étrange lumière. Berkman est russe, jusqu'aux ongles. Ce livre résonne d'une musique déchirante et, curieusement, annonce l'espérance. Libéré, Berkman devait être envoyé en Russie Soviétique, où la tragédie de Cronstadt le brisera. Réfugié en Allemagne, puis en France, à Nice, il s'y suicide en 1936. Depuis l'Amérique, il avait cessé de mettre un "P" majuscule au mot "peuple"

A. MAURER

La Quinzaine littéraire

Le 1er et le 15 de chaque mois

tous les livres

Abonnements :

France - **Deux ans : 200 F**
Un an : 120 F
Six mois : 70 F

Etranger - **Deux ans : 270 F**
Un an : 156 F
Six mois : 85 F

Dans tous les kiosques, le n° 6 f.

43, rue du Temple, 75004 Paris
CCP Paris 15 551 - 53

Serge Bricianer

CONNAISSEZ-VOUS PANNEKOEK ?

L'anthologie Pannekoek et les Conseils ouvriers, *publiée fin 1969, vient d'être rééditée (1). Comme il s'agit d'un recueil concernant certains aspects essentiels du mouvement ouvrier moderne, officiel ou sauvage, nous avons cru bon de demander à Serge Bricianer, qui en a choisi et présenté les textes, de nous en préciser les intentions et le contenu, et aussi de nous dire ce qui lui paraissait discutable, tant chez Pannekoek que chez ses commentateurs récents.*

R.L.

En composant ce recueil, je n'ai jamais eu en tête qu'une catégorie de lecteurs, les ouvriers et employés autodidactes, ainsi que les intellectuels déclassés, public que les circonstances se chargent d'ailleurs d'élargir à l'heure actuelle. Et il m'a semblé que si cet ouvrage avait un sens, ces lecteurs-là, aux souvenirs de Mai 68 tout frais encore, étaient capables de tirer par eux-mêmes la leçon des faits. Compléter leur réflexion par une mise en situation historique d'un demi-siècle de cheminement politique, des "gauches" social-démocrates à l'Idée des conseils, en passant par la sympathie active pour la révolution bolchévique, puis par sa critique intransigeante, autant que par le soutien des mouvements sauvages, tel était mon projet. Prendre à chaque fois parti pour le nouveau contre l'ancien, telle a été ma règle de conduite.

Une première constatation : le travail théorique de Pannekoek reste indissociable des rares moments où, à notre époque, la lutte de la classe ouvrière a visé à transformer le monde. Et indissociable des diverses tentatives de penser ce mouvement, tant du vivant de Pannekoek qu'avant et qu'après. Ce dernier n'est en effet pas plus *le* théoricien du conseil ouvrier qu'un communard parisien de 1871, qu'un spartakiste de 1919, qu'un ouvrier des usines Csepel dans la Hongrie insurgée de 1956, et que tant d'autres encore. Ce que, tous, ils ont mis en lumière, dans leurs actes et dans leurs écrits, c'est l'émergence, au cours d'une lutte acharnée, de formes d'organisation et de pouvoir nouvelles.

L'apport spécifique de Pannekoek, lié à une remarquable capacité de généralisation, consiste à avoir montré le plus clairement combien « *le parlementarisme constitue la forme typique de la lutte par l'intermédiaire des chefs, où les masses elles-mêmes n'ont qu'un rôle subalterne* », d'autres se chargeant « *à leur place de mener le combat* » (p. 177 de l'anthologie). D'où un facteur d'aliénation et de soumission qui vient s'ajouter à tous ceux que la société bourgeoise engendre de son propre mouvement, et contre lesquels il faut se dresser si l'on veut aboutir à une émancipation réelle.

Mais la critique de la forme pacifique d'adaptation aux conditions du capital, la forme institutionnalisée parti-syndicat, appelait une contrepartie positive. Ce fut la forme enfin trouvée du conseil ouvrier, apparue en Europe dans le cadre de la première guerre mondiale, à l'état encore embryonnaire sans doute, mais déjà plus développée qu'à l'époque de la Commune de Paris, et que Marx-Engels et Bakounine avaient su alors dégager de ses aspects contingents. Que cette forme, considérée sous l'angle historique, se révèle être encore inconsciente de ses fins, faible, éphémère — en raison d'abord du manque d'unité des travailleurs —, c'est un fait aisé à établir, mais il n'empêche qu'au stade le plus élémentaire, celui d'une action ouvrière à la recherche de son autonomie, elle se manifeste de manière régulière et universelle, avec des degrés de force et de cohésion certes très divers, dans les phases critiques du XXe siècle euraméricain. Qu'une action de masse spontanée révèle une vacance partielle du pouvoir d'Etat ou, à un niveau plus restreint, qu'une branche d'industrie, voire une grande entreprise, traverse une crise profonde et sans issue immédiate, et il arrive — pour autant que les intéressés soient amenés à le décider — qu'aux formes d'encadrement institutionnalisées se substituent en tout ou partie des organes qui, en fonction du degré d'acuité de la lutte, vont de la simple assemblée générale au comité d'usine, et de là au conseil ouvrier révolutionnaire. D'où une orientation nouvelle, mais dont l'isolement — conséquence des divisions ouvrières — et l'environnement capitaliste ne tardent pas à effacer jusqu'aux dernières traces. Toute la problématique du communisme de conseils fut de contribuer à assurer l'éventuel mais indispensable passage du spontané au volontaire, au conscient.

Les anciennes formes d'organisation ont, en période d'expansion, une fonction sans doute positive, dans la mesure où l'action syndicale et politique (greffée sur des gains de productivité préalables) permet aux travailleurs d'améliorer leur condition au prix d'un effort modéré. Mais, en phase de crise sociale aiguë, ces pratiques

deviennent autant de paralysantes entraves au développement des forces prolétariennes de changement (p. 274). Non pas tellement parce qu'une bureaucratie devrait son ascendant à l'idée qu'elle serait « *censée détenir le savoir nécessaire à la marche au socialisme* », ainsi qu'un commentateur académique l'affirme (2). Car il ne s'agit pas seulement, et pas d'abord, de cela (qui n'explique en rien pourquoi la bureaucratie syndicale américaine, par exemple, est si puissante) : « *C'est bel et bien la forme d'organisation elle-même qui réduit les masses à l'impuissance ou tout comme, et qui leur interdit d'en faire l'instrument de leur volonté* » (p. 180). Ces formes tirent en effet leur substance d'une adaptation constante de la condition ouvrière aux conditions du capital, dont elles contribuent à intérioriser les valeurs, par le biais alors nécessaire de l'alliance (parlementarisme) et du dialogue inégal (syndicalisme) entre les classes. Alliance et dialogue pris en charge par un corps de spécialistes jouissant d'une délégation inconditionnelle de pouvoirs. La puissance de ces derniers ne repose donc pas simplement sur un savoir bureaucratique : elle a des origines matérielles dans les fonctions mêmes de la forme parti-syndicat. D'où cette conséquence que seule l'action collective, solidaire et subversive, est capable sur une longue période de transformer la mentalité des masses (p. 109), tout en se révélant du même coup être le grand facteur nouveau d'organisation.

Tel est visiblement le fil conducteur de la pensée politique de Pannekoek, abusivement dite — par le commentateur en cause — « *ordonnée en fonction d'une certaine représentation du développement du capitalisme et de son avenir* ». Certes, Pannekoek a combattu les théories catastrophistes, la thèse de l'effondrement automatique du capital. Mais cela ne l'empêchait nullement de reconnaître pour ses camarades de parti les tenants de la thèse inverse, celle de l'imminente "crise mortelle" du capitalisme (pp. 225 sq.). Ce qu'il repoussait ainsi, c'était le fatalisme mécaniste de la IIe Internationale, mais pas du tout la conclusion que ses amis politiques tiraient de leur thèse, et dont, pour sa part, il ne varia pas d'un iota par la suite : la nécessité de noyaux ouvriers d'avant-garde qui s'en tiendraient « *fermement aux principes* » (1927, p. 233), sans se donner « *des structures rigides et immuables* » (1936, p. 262), en vue d'« *éclairer l'esprit des masses au moyen de la propagande* » (1947, p. 266). Autant dire qu'on se trouve devant une pensée politique où l'analyse économique est surdéterminée (comme c'est toujours le cas) par autre chose, en l'occurrence : par l'élément fondamental, l'idée d'action de masse autonome sur une base éminemment pratique, et donc unitaire dans sa tendance. Bien entendu, la critique de l'économie capitaliste demeure, dans cette optique, indispensable, et pour comprendre le monde du point de vue des producteurs immédiats, et pour mieux définir le projet communiste qui s'ensuit.

Le marxiste de Hollande disait assigner à son travail théorique une fonction "d'éducation" dans laquelle il voyait (1954) un élément « *dans le processus d'une* [prise de] *conscience toujours plus claire et plus vaste* » (3). Est-ce à dire, comme un chercheur d'Etat croit pouvoir l'assurer, que « *dans ces conditions, le rôle d'un militant intellectuel se réduit à l'art socratique de la maieutique* », à « *une recherche totalement libre de contrainte et de préalables* » (4) ?

Sur une base d'études et de discussions théoriques, l'activité politique des groupes communistes de conseils, et donc de leur militant à part entière Anton Pannekoek, visait à soutenir (au moyen de tracts, prises de parole, etc.) l'action ouvrière quand elle se manifestait. Il s'agissait d'appeler les travailleurs à s'organiser eux-mêmes « *sous quelque forme que ce soit* », et, de toute façon, en dehors des organisations de l'antifascisme bourgeois et autres (5). C'était renoncer du même coup à la "bonne politique", cet « *art de dominer les hommes* » qui s'efforce toujours de replâtrer l'ordre établi (6). Mérite-t-elle, cette activité, d'être célébrée comme "maieutique", ou décriée comme "éducationniste" [ou encore "contemplative"] (7), ou enfin considérée tout simplement comme autogérée ? Le jugement variera selon les options de chacun. Recherche si l'on veut, elle n'avait en tout cas pas grand-chose à voir avec « cette recherche sans contrainte ni préalables » qui fait la force principale des appareils de répression idéologique, d'Etat ou pas.

D'autres se plaisent à dénoncer chez Pannekoek on ne sait quelles « *illusions conseillistes et éducationnistes* » (8). A croire l'un d'eux, ce fameux "conseillisme" — que ses adversaires se gardent bien, et pour cause, d'identifier et de définir preuves à l'appui — serait « *l'idéologie des capitalistes conscients* » (9). Auquel cas, ton patron, le mien, le P.-D.G. d'EDF, Michelin et *tutti quanti* partout dans le monde, guère portés sur la gestion ouvrière comme chacun sait, seraient des capitalistes inconscients ! En mal d'autres absurdités, ces auteurs prétendent que « *la conscience de classe en général* » est chose vaine, que « *les éléments les plus conscients* » suffiront à la tâche (10) et se trouveront, grâce à la précellence de leur savoir, « *placés à la tête des événements* » (11),

1. Réédition sans changements (sauf l'addition d'un index) chez E.D.I., 29 rue Descartes, Paris V, 310 p., 45 F.
2. P. Souyri, "Quelques aspects du marxisme aujourd'hui", *Annales*, sept.-oct. 1970, p. 1456.
3. A. Pannekoek, *in* Castoriadis, *L'expérience du mouvement ouvrier*, t. 1, Paris, 1974, p. 270 et 274-275.
4. Y. Bourdet, *Qu'est-ce qui fait courir les militants ?*, Paris, 1976, p. 287.
5. Cf. G. Mergner, *Gruppe Internationale Kommunisten Hollands*, Reinbek, 1971, pp. 12-13.
6. A. Pannekoek, "La politique de Gorter", *La Révolution prolétarienne*, août-sept. 1952, p. 254.
7. J. Kloosterman, postface à A. Pannekoek, *Partij, Raden, revolutie*, Amsterdam, 1970, p. 232 et *passim*.
8. D. Authier et J. Barrot, *La Gauche communiste en Allemagne*, Paris, 1976, p. 112.
9. D. Authier, postface à *La Gauche allemande*, Paris, Ed. Spartacus, 1973, p. 131.
10. J. Barrot, *Le Mouvement communiste*, Paris, 1972, pp. 134-133.
11. *Ibid.*, pp. 132-133 (et J. Barrot, *Communisme et Question russe*, Paris, 1972, p. 181 ; une idée fixe !).

ceux-ci étant surtout affaire «*de maturation de conditions objectives déterminées*» (12). Prenant son origine dans un patchwork de citations de Marx-Engels et dans le pillage du trésor mystico-politique (13) de la secte des bordiguistes, ce fatalisme littéraire fait des marginaux et de leur «*refus pratique de s'intégrer au salariat*» une «*forme de lutte contre le travail salarié*» préfigurant au négatif le programme de l'avenir (14). Ainsi, les luttes décisives, avant tout militaires (15), auront lieu hors du champ de la production. On comprend dès lors l'animosité de nos marginophiles envers l'idée des conseils.

Est-ce à dire que les conceptions de Pannekoek (et, plus généralement, des communistes de conseils) soient, à mon sens, au-dessus de toutes critiques? Oui, positivement, en ce qui concerne les conditions les plus générales des luttes de classes à notre époque. Non, par contre, en ce qui concerne les conditions forcément changées du capital et, en particulier, leurs conséquences pour l'avenir. Pannekoek ne postule-t-il pas, au sein de l'éventuelle société des conseils ouvriers, l'égalité du travail manuel et du travail intellectuel, tout en signalant qu'une telle égalité ne saurait exister au départ? Ne laisse-t-il pas «*aux techniciens hautement qualifiés et aux cadres scientifiques*» le rôle de «dirigeants techniques», dépourvus sans doute — mais par quel miracle? — «*de fonctions de commandement et de privilèges sociaux*» (p. 293)? A la manière des socialistes du XIXe siècle, ne fait-il pas d'une question aussi centrale une affaire de pure bonne volonté, le capitaliste comme tel étant au surplus devenu un rentier oisif, parasitaire? Certes, et c'est essentiel, Pannekoek corrige cette perspective par trop idyllique en établissant qu'un monde nouveau ne peut reposer que sur un ensemble de règles de production et de distribution strictement égalitaires par nature, et non en vertu d'un impératif moral (p. 290-298).

Or, les conditions ont changé. Hier la fonction "direction technique" restait l'apanage d'un nombre relativement réduit de spécialistes révérés, au coût social de formation unitaire élevé. Aujourd'hui, elle subit à son tour les effets tant de la division et déqualification toujours accrues du travail que de la baisse relative des coûts de la formation spécialisée: tandis que le nombre des détenteurs de savoirs techniques grandit sans cesse, leurs fonctions de commandement se parcellisent et se dégradent, avec lenteur mais régularité, un processus "naturel" hautement progressiste et qu'il s'agira "simplement" d'accélérer, de pousser à son terme dernier au moyen de mesures appropriées. En outre, ces fonctions commencent à être en butte aux attaques de travailleurs moins respectueux et plus éduqués qu'hier, plus conscients de leur savoir et de leurs capacités "techniques" de base. Il est clair néanmoins qu'un problème grave subsiste — un parmi tant d'autres, et pas forcément le plus inquiétant. Mais la réflexion sur les conditions de la hiérarchie et de la compétence technique (monopolisés jusqu'à présent par diverses sortes de chercheurs à gages) et, au-delà, sur les formes éventuelles de réorganisation et de gestion du patrimoine "entreprises" hérité du capitalisme, en est encore à ses tous débuts parce qu'elle vient seulement de faire ses premiers pas dans la pratique des luttes de classes.

Il serait aisé de trouver d'autres lacunes, déficiences, voire naïvetés, dans l'immense matière à penser qu'offre l'anthologie, aussi bien que *Les Conseils ouvriers* (Paris, Bélibaste, 1974). Mais, je crois, il importe avant tout d'en faire ressortir le point fort: l'apport positif, centré sur le processus des luttes ouvrières dans la première moitié du XXe siècle et leur tendance encore embryonnaire à l'autonomie. En particulier, on ne répétera jamais assez ces paroles profondes, cette vérité toujours bonne à dire et sur laquelle j'ai voulu clore l'anthologie:

«*Les travailleurs n'ont rien à perdre que leurs chaînes; ce qu'ils pourraient risquer de perdre par ailleurs, ils ne le perdront pas en combattant, mais en se soumettant craintivement.*»

Serge BRICIANER

Décembre 1977.

12. *Ibid.*, p. 134.
13. «Nous, écrivait Bordiga (1960), nous avons osé parler ouvertement de "mystique" lorsqu'on adhère au parti.» (*Les textes du PCI*, 1972, nº 5, p. 33)
14. J. Barrot, *op. cit.*, pp. 266-267 (dans la même veine, cf. aussi J. Baynac, "Le marxisme et la marge", *Libération*, 28.7.77).
15. *Ibid.*, p. 134.

NUCLEAIRE ET POLITIQUE

A l'heure de la retombée de la contestation anti-nucléaire, il devient possible de s'interroger sur les manifestations de ce qu'il a été convenu d'appeler le "mouvement" anti-nucléaire et d'en tirer quelques leçons.

S'il a été possible de parler de mouvement, c'est que le nucléaire, transformé en symbole d'une société destructrice, policière et centralisée, a servi de pôle de regroupement à différentes formes de contestations éparses et parfois même contradictoires. C'est ce regroupement qui a fait sa force, mais c'est aussi ce qui a tracé ses limites. Force de manifestation, oui, mais dans quel but? On a beaucoup parlé de potentiel anti-capitaliste d'un tel mouvement. Pourtant, il est déjà évident qu'en agitant le spectre du nucléaire sans le lier explicitement à une analyse de la situation de classes, le mouvement a fait abstraction de tout ce que le capitalisme produit quotidiennement d'horreur, de mort, de contrôle policier, et par rapport auquel le nucléaire ne représente qu'un pas en avant.

D'autre part, en se cantonnant à l'opposition à une manifestation spécifique du capitalisme érigée à hauteur de symbole, le mouvement anti-nucléaire, bien que porteur d'une critique de la société qui se veut globale, n'a pas rompu avec les formes d'intervention empruntées par les luttes dites revendicatives: dans tous les cas, il s'est agi de faire pression sur le pouvoir. En cela, le mouvement se situe dans le prolongement de l'extrême-gauche organisée qui maintient un fossé entre la théorie — un projet global de société — et la pratique — des luttes qui ne sont que des outils de "conscientisation", mais ne portent pas en elles les prémices de la société à construire. Les déclarations de foi révolutionnaires des anti-nucléaires veulent oublier que la révolution est un acte de création collectif qui fait naître de nouvelles formes d'organisation de la production et de la vie qui n'ont rien à voir avec toutes les manifestations de contestation politique qu'a engendrées le mouvement écologique jusqu'à présent, que ce soit l'électoralisme ou la manifestation de masse.

Le discours économiste, quant à lui (toujours à l'affût de l'agonie du capitalisme) qui a voulu voir dans la contestation anti-nucléaire un coup de boutoir dans l'édifice capitaliste pour qui le nucléaire représente une restructuration indispensable à sa survie, commet l'erreur de colporter l'image d'un capitalisme rigide et rationnel, gouverné par une classe homogène aux postes de pilotage. La politique nucléaire n'est pas le résultat d'un choix dûment pensé et soupesé par la bourgeoisie, il s'est fait sous la pression d'intérêts divers (EDF, construction électrique, etc.) qui ont su s'imposer à l'intérieur des instances étatiques, et s'il est vrai qu'il semble permettre une certaine relance des investissements, il n'est pas acquis qu'il y ait là une solution qui permette au capitalisme mondial de surmonter la crise. Les développements récents, tant aux USA qu'en France, semblent plutôt abonder dans le sens contraire. Il est d'ailleurs impossible de préconiser *a priori* des développements futurs du capitalisme si le nucléaire doit s'imposer comme solution de relance (et ce ne pourra se faire qu'en liaison avec le développement d'autres secteurs-clé, tels l'informatique), cela ne pourra se dessiner qu'au cours des décennies à venir. En cela, la contestation n'est souvent pas à la hauteur, car, à la recherche de démonstrations de force face au pouvoir, elle s'essouffle rapidement alors que le temps, lui, joue en faveur de ce dernier. Il faut signaler à ce titre que l'abandon momentané du nucléaire (moratoire décrété par la gauche, par ex.) pourrait avoir un effet démobilisateur (après l'alarmisme, gare au triomphalisme!) et permettre pendant ce temps la mise au point des outils (technologiques et policiers) qui font aujourd'hui défaut.

Comme tout mouvement de contestation spécifique, le mouvement écologique est donc appelé à s'intégrer dans les forces politiques traditionnelles, faute de déboucher sur une révolte généralisée: en cela, la masse des écologistes ne fait qu'emprunter la seule voie "politique" possible dans la situation de classes actuelle: monter sur la tribune électorale en monnayant son soutien à une gauche qui, dans ce domaine aussi, saura sûrement faire preuve de démagogie. La part du courant qui s'y refuse — dont une bonne part s'est retrouvée dernièrement dans les rangs des "autonomes" — s'est trouvée condamnée à affronter l'Etat à travers ses forces répressives, même si cette stratégie a semblé être payante à la lumière des premières manifestations allemandes de Whyl et de Brockdorf, les capacités de l'Etat la vouent forcément à l'échec.

Tout cela contribue peut-être à expliquer la retombée actuelle du mouvement anti-nucléaire. Dans le monde de l'écologie comme ailleurs, on n'entend plus actuellement que les échos des marchandages électoraux, à la joie de tous les aspirants à la direction, et à l'indifférence de tous ceux qui ont eu un moment l'illusion de voir se dessiner le mouvement de masse tant espéré, mais n'ont rien à attendre d'une quelconque victoire électorale.

Mais si l'on peut espérer que la lutte anti-nucléaire se poursuive, c'est sur d'autres terrains qu'il faudra s'attendre à la voir ressurgir. Sur les lieux de production bien sûr (la grève des travailleurs de La Hague en est un cas exemplaire), mais indirectement aussi les lieux de re-production (dans les cas de grève des charges, par exemple), là où la lutte n'est pas liée à un enjeu politique précis. Et au-delà des victoires politiques qui ne peuvent qu'être partielles et momentanées, la contestation anti-nucléaire, comme d'autres avant elle, aura porté ses fruits, dans la mesure où elle aura contribué à développer une sensibilité à d'autres exigences que celles de la seule survie. Mais cela n'est pas monnayable...

Nicole

ON PEUT LIRE...

Dans les précédents numéros de la revue SPARTACUS

Nº 1: — La question nationale (Sabatier)
— Textes sur la situation portugaise après novembre 75
— La Révolution russe et les problèmes du socialisme (Rigal)

Nº 2: — L'évolution du capitalisme français (Galar)

Nº 3: — Capital monopoliste d'Etat (P. Mattick)
— Refus du travail ou Lutte pour le droit à la paresse (Reeve)
— Le Mouvement en Italie

Nº 4: — Série d'articles sur la dictature du prolétariat (Galar, C. Michel)
— Les fractions révolutionnaires dans la Ie Internationale

Nº 5: — La réforme agraire au Portugal (Ponce Panice)
— Bloc russe, crise et militarisation (Galar)
— Sur la méthode de Marx (C. Berger)

Nº 6: — Espagne, émergence de tendances révolutionnaires en milieu ouvrier (Jorge)
— Textes sur la répression d'Etat à Cuba et au Cambodge (Reeve et Sabatier)
— *Le réfractaire*, inédit de Prévert
— Polémique sur la dictature du prolétariat (Camatte, Bricianor)

Nº 7: — Sur le Programme commun (J.M. Kay)
— Textes sur l'euro-communisme (Rigal, Jorge)
— L'écologie politique (J.M. Kay)
— Textes sur la situation en Irlande (Perraudeau) et au Portugal (J. Henriques)

Claude Berger (suite et fin)

SUR LA METHODE DE MARX

Lénine contre Marx

Du léninisme

Qu'est-ce que le léninisme ? C'est tout d'abord un ensemble théorique cohérent qui donne sa signification à l'action du groupe Bolchévik en 1917 et à ses orientations immédiates, une fois celui-ci au pouvoir. Sur les deux points théoriques fondamentaux que nous avons dégagés dans la théorie marxienne, le léninisme diverge, s'oppose au marxisme réel et restitue le point de vue bourgeois dans la théorie.

Sur la théorie de la dualité des luttes de classes, Lénine dans « Que faire ? » reprend la théorie de Kautsky selon laquelle les luttes de classes sont spontanément trade-unionistes, revendicatives (donc jamais associationnistes), le savoir théorique « parallèle » à la lutte des classes ne pouvant naître que chez « des intellectuels bourgeois » ... « porteurs de la science » suivant le fameux principe selon lequel « la conscience socialiste est un élément importé du dehors ». Le savoir théorique n'était plus alors l'expression d'un mouvement pratique produisant sa propre réalité encore moins l'auto-réflexion de la lutte par l'association. La science théorique reprenait donc le statut fétichiste de l'idée « à l'origine » et du savoir « neutre ». De plus, Lénine confondait, nous l'avons vu, étatisation de la socialisation capitaliste de la production et la socialisation socialiste du travail, ou encore propriété formelle, juridique, des moyens de production avec rapports sociaux réels. Ce que transcrit bien sa thèse « le socialisme n'est autre chose que le monopole capitaliste d'Etat mis au service du peuple entier ». (« La catastrophe imminente »). Or c'est une même *déviation* que de ne plus concevoir la nature contradictoire de la lutte des classes (revendicative puis associationniste) et celle, contradictoire du travail et des forces productives. De fait si l'on ôte la lutte contre l'oppression du travail et de l'existence, de la lutte des classes elles-même, pour ne la borner qu'à une lutte contre l'exploitation, on conçoit le travail lui-même sans contradiction donc sans oppression. Mais du coup on désarticule la méthode de Marx et sa théorie de la formation sociale et on rend impossible, pire, on s'y oppose, une stratégie associationniste d'abolition du salariat.

Quelles que soient les dispositions apparemment anti-étatistes prises par Lénine à l'occasion du surgissement spontané du mouvement des soviets et ses conceptions sur la dualité du pouvoir à ce moment-là (« Tout le pouvoir aux soviets ») il va de soi qu'en développant les fonctions de l'Etat économique, en prétendant mettre sa machine telle quelle au service du prolétariat, Lénine recréait les bases de l'Etat de classe engendrées par le maintien du travail bourgeois et les divisions de la société salariale tout en *désarticulant le procès révolutionnaire.*

C'est ce qui explique les antagonismes entre les Bolchéviks et les soviets qui furent le fer de lance de la révolution. Et autant la répression violente Léniniste-trotskyste du Soviet de Cronstadt qui continuait de réclamer en 1921 *« tout le pouvoir au Soviet et non au Parti »* (et à l'Etat) des Bolchéviks, que celle déclenchée contre les ouvriers révolutionnaires de Moscou et de Pétrograd qui s'insurgeaient contre le renforcement du travail coercitif, la discipline, le livret de travail, etc... Ouvriers dont l'Opposition Ouvrière, groupe bolchévik minoritaire, s'était fait le porte-parole avant d'être expulsée « au nom de la théorie marxiste » (!) par Lénine lui-même au Congrès de 1921. De tels aboutissements n'ont rien à voir avec les conditions historiques de l'URSS. Ils ont par contre tout à voir avec les options théoriques de Lénine vantant le Taylorisme « dernier mot du capitalisme en matière de travail » (Les Tâches immédiates) et réinventant « l'Etat prolétarien », l'Etat de l'« Intérêt de classe » dans « Les Bolchéviks garderont-ils le pouvoir ? » écrit quelques semaines après « L'Etat et la révolution ». En bornant le prolétariat au stade de la lutte pour les « intérêts de classe », on surcharge le Parti de conscience et de mission pour instaurer un capitalisme d'Etat, *c'est-à-dire un salariat d'Etat* : d'où les crimes engendrés par un tel système, d'où les mystifications idéologiques destinées à justifier son caractère « socialiste ». Le Salariat d'Etat profite en vrai à ceux qui vivent de la division et de l'oppression du travail, donc de rétrocession de plus-value, d'extorsion de pouvoir, de savoir, de temps libre, de décomposition et d'atomisation de l'existence des salariés réels.

La déviation léniniste entérinant les divisions parti-syndicat déterminées par les divisions « économiques » et « politiques » de la société salariale au sein même du mouvement ouvrier a donc faussé tous les débats organisationnels ultérieurs comme toutes les interrogations sur une maladie du mouvement ouvrier dont l'origine repose sans aucun doute sur un dirigeant déifié que l'on s'acharne à réputer « intouchable ». Mais il est vrai que le léninisme ne survit qu'à la seule condition de ne pas lire Marx et de rayer par dessus tout la personnalité de *Marx militant.*

Marx dont le Manifeste affirme : « Les communistes ne forment pas un parti distinct opposé aux autres partis ouvriers.

Ils n'ont point d'intérêt qui les séparent de l'ensemble du prolétariat. Ils n'établissent aucun principe particulier sur lesquels ils voudraient modeler le mouvement ouvrier.

« Ils combattent pour les intérêts et les buts immédiats de la classe ouvrière mais dans le mouvement présent, ils défendent et représentent en même temps l'avenir du mouvement ».

La perspective tracée par Marx suppose le maintien des associations ouvrières, leur réunion, la mise à jour de leur contenu inconscient mais réel de révolte contre l'oppression salariale. Dans les faits, la grande activité de Marx et d'Engels a consisté à favoriser ce mouvement ouvrier réel. Leur œuvre, c'est leur participation à l'Association Internationale des Travailleurs. « Considérant que l'émancipation de la classe ouvrière doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes, que la lutte pour l'émancipation de la classe ouvrière n'est pas une lutte pour des privilèges et des monopoles de classe mais pour l'établissement de droits et de devoirs égaux, et pour l'abolition de toute domination de classe »... Ainsi débutaient les statuts provisoires de l'AIT.

Dans une lettre à Bolte du 29 novembre 1871, Marx dira explicitement que l'Internationale cherchait à être ce « mouvement ouvrier réel » propre à développer le mouvement historique autonome de la classe ouvrière vers l'association : « L'organisation de Lassalle n'était qu'une simple organisation de secte et, comme telle, hostile à l'organisation du mouvement ouvrier réel que cherchait l'Internationale ».

Ailleurs, Engels dénoncera ce véritable « parti de la conservation du salaire » dans le camp ouvrier (Lettre à Bernstein du 28-11-1882). De même, en 1881, dans « The Labour Standard » Engels critiquant la lutte exclusivement revendicative propre au syndicalisme, déclare : « C'est un cycle infernal auquel il n'y a pas d'issue. La classe ouvrière demeure ce qu'elle était et ce que nos ancêtres chartistes ne craignaient pas d'appeler une classe d'esclaves salariés. Cela doit-il représenter à jamais le but suprême des travailleurs anglais ? Ne doivent-ils pas plutôt s'efforcer de briser ce cycle infernal en se fixant comme but de leur mouvement la lutte pour l'abotilition du système salarial ? » La conception d'un mouvement associationniste est forcément critique de la coupure institutionnelle et de la prétendue articulation syndicat-parti qui ont pour défauts d'être exclusifs de toute

recomposition collective de l'existence, de toute pratique anti-salariale (1).

Quelques mots sur la théorie de la contradiction

Marx a écrit : « A un certain stade de leur développement, les forces productives matérielles de la société entrent en contradiction avec les rapports de production existants, ou ce qui n'en est que l'expression juridique, avec l'expression des rapports de propriété au sein desquels elles s'étaient mues jusqu'alors. De formes de développement des forces productives qu'ils étaient, ces rapports en deviennent des entraves. Alors s'ouvre une époque de révolution sociale » (Préface à la contribution). Nombre de lectures de Marx lui ont fait dire que le développement des forces productives devenait à un moment impossible dans le cadre du capitalisme, que seul le socialisme pouvait le continuer. On discourait même, comme à Bysance, du moment où cette contradiction apparaîtrait « historiquement ». En fait, en droite ligne de la théorie léniniste, on assimilait rapports de production avec le diable de la propriété privée (l'expression juridique) de moyens de production que l'on opposait au bon dieu des forces productives... et du prolétariat. Cela, sans se douter que les rapports de production impliquaient l'oppression du travail — donc la contradiction — en leur sein. Et de même pour les forces productives. Bref, on oubliait que rapports de production et forces productives étaient sans cesse contradictoires en eux-mêmes avant de l'être entre eux, que le prolétariat n'était qu'une « force productive mutilée » selon l'expression de Marx.

Un tel simplisme n'a jamais cessé de peser sur la théorie du mouvement ovurier. Sous le coup de l'obscurantisme, on vit des philosophes affirmer que si la contradiction apparaissait, c'est qu'elle n'était pas antérieurement originelle ou antagoniste (cf. Maurice Godelier, « Rationnalité et Irrationnalité » t.I, p.93 -- Editions Maspéro).

Mao n'avait-il pas inventé pour les besoins de sa politique une contradiction non antagoniste ? « L'antagonisme est l'une des formes et non l'unique forme de la lutte des contraires ». (« De la Contradiction »). Par ce biais, Mao affirmait que les contradictions pouvaient se déplacer dans le domaine idéologique et culturel — alors qu'elles y étaient de tout temps présentes — ce qui était une façon de critiquer l'orthodoxie stalinienne et les impasses stratégiques qu'elle pouvait engendrer. De même, la différenciation entre contradictions antagonistes, entre « nos ennemis et nous », et contradictions non antagonistes » au sein du peuple », permettait à Mao-Zé-Dong d'éviter certains pièges, véritables coupes-gorges du mouvement ouvrier « organisé ». Il va de soi que cet empirisme ne rétablissait pas pour autant la théorie de la contradiction selon Marx. Là, la contradiction est toujours antagoniste ; « Pas d'antagonismes, pas de progrès » (Misère de la Philosophie». L'antagonisme est propre à la dialectique de tout mouvement. La contradiction est toujours antagonistes : seul change le lieu d'exercice, la forme contradictoire ou non contradictoire où la contradiction s'exerce. De tout temps, l'usine (« l'association capitaliste »), même lorsqu'elle développe les forces productives est antagoniste au prolétariat. L'association prolétarienne est, par contre, une forme sociale non contradictoire. Le développement, mais aussi le contrôle par l'ensemble de la division du travail suscitent des antagonismes qui ne sont pas ceux d'une forme sociale contradictoire. Dans le cadre du développement capitaliste, si la contradiction entre les rapports de production et la production sociale apparaît à un moment donné, ou encore si les rapports de production entrent en contradiction avec les forces productives de façon externe, c'est qu'ils n'ont jamais cessé de l'être façon interne.

L'unité contradictoire des rapports sociaux de production et des forces productives et celle de la lutte de classes forment une matrice de développement du capital et de la société. A un moment donné, celui de la généralisation du salariat et du travail indifférencié, celui de l'Etat capitaliste collectif en idée, celui du règne de la marchandise, le capital investit toutes les branches de la production, toutes les institutions, de façon directe. Le développement capitaliste ayant rempli son espace, sa contradiction interne apparaît au grand jour dans sa réalisation externe pour se réfléchir et se constituer en propre obstacle pour lui-même.

Alors qu'autrefois, la crise capitaliste pouvait être endiguée dans le domaine des convulsions économiques, elle atteint désormais toutes les institutions, toutes les activités. Auparavant, celles-ci pouvaient masquer leur oppression, leurs formes contradictoires en renforçant leur aspect apparemment supra-social, « moral » ou « autonome » par rapport à l'économie. Du jour où le capital les inclut directement dans le champ de sa reproduction, leur fiction s'écroule. La crise du capitalisme devient essentiellement une crise de société.

La crise mondiale du capitalisme peut-être analysée de deux manières. Selon des schémas économistes et idéologiques, on oubliera alors que « la crise » est un moment de la reproduction capitaliste. Qu'il y ait des goulets d'étranglement sur le marché des produits ou sur celui du travail, ou encore que l'on assiste à une suraccumulation du capital non investi en raison d'une baisse des taux de profit : on recherchera alors des solutions de type productiviste en se plaçant du point de vue du capital. Autrement, en se plaçant du point de vue travail, on pourra songer à une crise du salariat.

Après tout, l'esclavagisme puis le servage ne connurent-ils pas une crise identique de la soumission au travail ? Dans ce cas « l'union révolutionnaire par l'association » n'est-elle pas d'actualité ?

Claude Berger, mars 1975 (1)

(1) La perspective de Marx et d'Engels cherche à ce que la classe ouvrière se constitue en son « immense parti » celui d'un mouvement associationniste niant partis et politiques et non pas à constituer « le Parti de la classe ouvrière ».

(1) Condensé de l'intervention au « Congrès des Jeunes Philosophes » à Oviedo (Espagne), mars 1975.

HOMMAGE TARDIF MAIS SINCÈRE À...

LA FAMILLE MARX

Sur le petit commerce Marxo-Universitaire

Comme brève réflexion non théorique sur la production marxiste contemporaine

Les lignes qui suivent se présentent comme une autocritique dans la mesure où, d'une certaine façon, nous sommes ou avons été impliqué dans ce que nous critiquons. Autocritique et avertissement plutôt que mise en jugement, car notre propos n'est pas de préserver la pureté théorique du marxisme.

Aujourd'hui, pour un intellectuel qui veut être reconnu comme se situant du "bon côté" de la lutte des classes, il semble qu'il suffise de citer Marx et le *Capital*. Or, cela est quelquefois insuffisant, d'autant plus que certaines fractions de la bourgeoisie n'hésitent plus à récupérer certaines terminologies marxistes, voire même maoïstes — et il convient aussi d'affirmer la primauté de la pratique, la volonté d'échapper à l'économisme, etc. Enfin, il faut (comme s'il existait chez certains éditeurs un centre politico-théorique qui vérifie le caractère des manuscrits et leur donne "l'imprimatur marxiste") publier, par exemple, chez Maspéro. Encore qu'avec l'élargissement du marché marxiste, il soit souhaitable aujourd'hui, pour bien gérer ses intérêts et sous le prétexte politique d'élargir et de mieux faire connaître ses écrits, de se faire éditer par une maison mieux établie (d'autant plus que l'éditeur nommé connaît quelques difficultés).

Lorsqu'ils font de la théorie, "nos" théoriciens s'imaginent, comme le note F. Georges (1), qu'il n'y a pas d'autre effort à faire que de commenter le *Capital* au lieu de Bergson pour s'identifier au destin du monde et même pour exercer sur lui, surtout si l'on a une carte en poche, un pouvoir de direction digne de ses capacités. Comme le note Georges, en fait, ce qui de Marx agit dans l'histoire, ce n'est pas tant son œuvre que son nom, précisément. D'une certaine façon, le Marx réel est un Marx imaginaire. Quand ils ne commentent pas ou ne paraphrasent pas Marx, ce qui est l'essentiel de leur "pratique théorique", les théoriciens réfutent les nouvelles formes des vieux discours de l'économie politique bourgeoise. Il convient ici de constater que ces discours n'intéressent que les seuls universitaires, qu'en outre la critique est toujours externe, enfin qu'elle permet d'éviter de faire une analyse concrète (2).

L'analyse concrète est toujours absente lorsqu'ils font de la théorie, celle-ci étant toujours grande... Car pour s'identifier au destin du monde, il faut le surplomber. C'est pourquoi l'objet de la recherche est, soit le capitalisme mondial, le capital financier, etc., soit des objets apparemment plus réduits tels qu'une formation sociale (Etats-Unis, France, URSS, Japon...) analysée à travers toutes ses dimensions. On le voit, nos théoriciens sont, d'une certaine façon, des mégalomanes. A un tel niveau, la production théorique ne repose à aucun moment sur ce que l'on nomme "analyse concrète de la situation concrète" et n'est faite que de compilations difficilement vérifiables. L'on se trouve donc en face d'un modèle que l'on acceptera ou non en fonction de ses seuls fantasmes idéologico-politico-théoriques.

Quand les théoriciens vont chercher la réalité sociale (et ils le font d'autant plus que le théoricisme commence à être dévoilé), c'est pour y trouver quelques données propres à s'intégrer au modèle qu'ils ont en tête. L'un des plus théoricistes s'est mis depuis peu à intégrer dans sa production des données statistiques — ce qui peut laisser supposer une rupture dans sa "pratique théorique" — sans pour autant changer celle-ci. La réalité sociale reste très secondaire et ne sert éventuellement qu'à justifier et à rendre crédible le modèle. D'une certaine façon, la réalité sociale n'intéresse pas nos théoriciens et au fond elle peut être dangereuse dans la mesure où, si elle était confrontée aux productions théoriques, celles-ci seraient complètement remises en cause. L'analyse étant faite à l'avance, on colle sur chaque nouvelle réalité à examiner un schéma pré-établi : certains, après avoir établi un premier schéma qui les fit connaître et reconnaître, le plaquent à un nouvel objet que, de fait, ils n'étudient pas. L'important est d'aboutir à un discours théorique séduisant, ayant l'air "beau". La théorie devient exercice d'esthétique.

Comme le travail d'analyse concrète est très long, si on le supprime, on a du temps pour rédiger et, dès lors, on peut avoir une production abondante... A moins, bien entendu, que le problème essentiel soit de publier sans cesse (pour son image de marque, pour faire de l'argent), ce qui impliquerait d'écrire vite, quitte à délaisser l'analyse. Il convient aussi de noter qu'avoir une production abondante et régulière est difficilement compatible (du point de vue du temps) avec une pratique politique réelle. Qu'enfin, et toujours du point de vue du temps, il y a une incompatibilité entre, d'une part un travail scientifique sérieux et lié à un travail militant et, d'autre part, la fréquentation de tous les "cercles" (3) qui réunissent certains théoriciens parisiens (je dis bien *tous* les cercles, car il semble que certains "convives" soient présents partout : cette ubiquité leur est sans doute profitable...).

Pour le petit nombre qui se livre à quelques analyses concrètes, la lutte des classes est généralement absente. Comment alors échapper à l'économisme que, précaution de style, ils dénoncent par ailleurs ? Même si l'on parle de luttes de classes, le plus souvent au niveau d'un titre ou d'une introduction, nulle trace ailleurs, si ce n'est parfois — et ce n'est pas négligeable — de lutte de classes de la bourgeoisie. Mais se voulant du côté du prolétariat, nos théoriciens rechignent à étudier la bourgeoisie.

Face à des problèmes économico-politiques qui peuvent se poser, nos théoriciens sont incapables d'avancer une seule analyse probante (4). Ce qui ne veut pas dire qu'ils vont se priver de nous livrer leur

pensée, comme nous le montre par exemple l'imposante production sur la "crise" qui n'a pas pour autant permis d'avancer une seule analyse un tant soit peu correcte : une des explications à cet état de choses réside simplement dans le fait que personne ne s'est donné les moyens et le temps nécessaires à une véritable analyse.

Le plus étonnant par rapport à ce que nous décrivons, c'est que personne n'intervienne pour "dénoncer" cette situation et qu'au contraire, tout ce monde ne fait que se congraturer. Qui sont aujourd'hui en France les théoriciens marxistes et pourquoi produisent-ils et agissent-ils ainsi ?

Il y a d'abord une explication "psychosociologique" qu'il ne faut pas rejeter : dans l'isolement où se trouvaient les marxistes il y a un certain nombre d'années, la minorité, pour ne pas dire le groupuscule, qu'ils constituaient était contente de croître et cette minorité se soutenait. Lorsqu'on est actuellement dans ce groupe, on n'est pas mécontent d'en faire partie — on est d'ailleurs prêt, consciemment ou non, à reprendre dans sa production les expressions clefs et certaines des analyses des autres — et dès lors qu'on en fait partie, on se tait et l'on ne critique pas les membres du groupe (d'autant plus que l'on est un jeune et débutant théoricien). Au lieu de se livrer à une réelle autocritique collective, tous nos marxistes se citent et se "récitent" (5), se soutiennent ou s'autoproclament comme les représentants de la Science marxiste. Bref, on a affaire à des vestales du marxisme constituées en un véritable lobby. Le silence est aussi le résultat de la division du travail : chacun a sa spécialité, son domaine de compétence (nous préférons dire son "fromage") — une manière de se protéger étant d'utiliser un langage incompréhensible et par là-même, on ne peut demeurer que le seul spécialiste compétent dans son domaine réservé. De ce fait, on ne s'aventure pas dans un autre domaine que le sien et la critique ne peut être que très limitée.

Mais allons au-delà du "psychosociologique". Il faut noter que nos théoriciens marxistes sont d'abord des universitaires et c'est ce qui fait en partie tout le problème de la "pratique théorique" marxiste d'aujourd'hui. Etre universitaire, cela implique un certain travail de la théorie. La production universitaire est très éloignée du réel et est surtout faite, selon la sacro-sainte règle de la Thèse, d'une métacompilation (l'Université est à la fois l'un des lieux les plus prétentieux et les plus pauvres intellectuellement). Mais ce qui est déterminant et constitue le problème réel, c'est de ne pouvoir en même temps écrire des textes marxistes politiquement corrects et faire carrière à travers eux dans l'Université. Il y a contradiction entre deux pratiques : l'une professionnelle, l'autre relevant de l'engagement politique. C'est la première qui l'emporte et c'est ce qui explique partiellement le caractère de l'actuelle production marxiste.

Avec le marxisme qui s'institutionnalise, les productions marxistes sont devenues des marchandises et il existe aujourd'hui une véritable sphère de la petite production marchande marxiste.

Pour avoir une idée sur l'importance de cette production, il nous faudrait cumuler les chiffres d'affaires de Maspéro, Anthropos, etc., aux chiffres d'affaires des "secteurs marxistes" du Seuil, Grasset (Hachette), etc. Il nous faudrait aussi calculer les revenus de l'universitaire marxiste : on comprendra que la cote de Marx ayant singulièrement grimpé, il est plus qu'intéressant de cumuler les divers revenus de l'universitaire, le prestige et la sécurité du travail, etc., en obtenant bonne conscience avec une pratique militante qui n'est qu'une certaine "pratique théorique".

Un universitaire, qu'il soit marxiste ou non, peut dans le meilleur des cas additionner les revenus et avantages suivants :

— poste de maître de conférences ou de professeur avec, parfois, un autre poste de niveau identique ;

— poste d'expert auprès d'une ou plusieurs institutions ;

— contrats de recherche ;

— conférences payées à l'étranger — voyages et séjours payés : consistent souvent à refaire pendant l'été le cours déjà fait pendant l'année universitaire ;

— droits d'auteur.

Parallèlement, l'universitaire n'a aucun frais professionnel à sa charge (livres, etc.), et à partir d'un certain niveau, il dispose d'un secrétariat personnel mis à sa disposition par l'établissement auquel il est rattaché. Si ce qui précède n'est qu'en partie cumulé, le revenu de l'universitaire dépasse déjà le salaire moyen d'un cadre supérieur de l'industrie.

Mais cet indice sur le revenu, pour autant qu'il éclaire singulièrement sur le statut de nos universitaires marxistes, reste insuffisant ; il nous faut évoquer les fameux "rapports de production".

S'ils ont une équipe (secrétaires, chercheurs, enseignants) sous leur autorité, le système d'exploitation repose sur le fait que l'équipe ne travaille pas avec un patron, mais qu'elle fait avec celui-ci un travail militant dans le champ de la théorie (6). Ce travail collectif aboutissant à un livre, au moment de sa publication, les rapports deviennent "classiques" et le patron oubliera dans son ouvrage de signaler la collaboration

1. "Economico-politique et théologie", *Temps modernes*, mars 75.

2. L'un des reproches que l'on pourra faire à ce texte est de s'être lui aussi apparemment dispensé d'une analyse concrète et de ne pas s'être appuyé sur les noms et les faits. Les citer nommément ne nous semblait rien devoir ajouter à la portée de ces propos.

3. "Cercles" est pris ici au sens général, et couvre le séminaire Althusser, les meetings à la Mutualité, les réunions autour des diverses revues...

4. Baran et Sweezy notaient déjà : « *Mais il y a lieu aussi d'être mécontent. Les œuvres importantes dans la science marxiste se sont faites rares ces dernières années. Les marxistes se sont trop souvent contentés de représenter des formules traditionnelles comme si rien de vraiment neuf ne s'est produit depuis Marx et Engels ou, au mieux, depuis Lénine. En conséquence, les marxistes n'ont pu expliquer d'importants événements récents et même, quelquefois, n'ont pu en prendre conscience. La grande crise des années 30 se déroula exactement selon le schéma décrit par la théorie marxiste... Les marxistes n'ont pas contribué non plus de façon significative à notre compréhension des principaux caractères de la "société d'abondance"...* » (*Le Capitalisme monopoliste*).

5. Dans l'état actuel des choses, il semble qu'il y ait des lieux (laboratoires, centres d'études) où l'on bricole les concepts après les avoir créés, et souvent rectifiés. Si bien que l'on obtient une citation du genre : « le concept machinchose, au sens où l'utilise Althusser, ou X, Y, Z. »

de son équipe, oubli qui lui évitera de partager notoriété et droits d'auteur (notoriété et revenu vont de pair).

Quoique refusant d'être patrons, il arrive un jour ou l'autre, notamment lors des conflits, que nos théoriciens deviennent de vrais patrons de choc qui, après avoir critiqué la division capitaliste du travail, ne la remettent plus en question car leur avenir (de patron) est en jeu. *Théoriciens de la lutte des classes, ils changent de camp en devenant praticiens.* Bien entendu, ces conflits éclatent rarement au grand jour, où ils éclaireraient singulièrement le caractère de cette production.

Les ambiguïtés de nos théoriciens marxistes, nous les retrouvons sous une autre forme dans la pratique politique qui est souvent limitée à la seule possession de la carte d'une organisation. Nous ne parlerons pas de ceux qui ne militent pas parce que « le parti d'avant-garde reste à créer », ni des quelques rares exceptions qui font une double et visible carrière, la première dans l'Université, la deuxième au sein des appareils politiques de la gauche. Mais il en est pour lesquels la connaissance réelle de l'appartenance politique constitue une surprise (à vrai dire, une demi-surprise): le contenu apparent et la publication de leurs productions dans certaines collections de chez Maspéro par exemple tend à les créditer de marxisme-léninisme (maoïsme). Et on apprend un jour leur appartenance au PCF : soit qu'ils y sont encore pour quelque temps, soit qu'ils viennent d'y entrer et le justifient dans un cas comme dans l'autre pour des raisons profondément tactiques.

Il est peut-être plus sécurisant d'être lié au PCF (d'autant que ce dernier constitue le dernier rampart contre le désordre dans l'Université) que d'être un intellectuel isolé et ayant du mal à se lier à une extrême-gauche morte sur le plan organisationnel. Mais que signifie cette attitude où l'on est « militant communiste côté cour, théoricien marxiste anti-révisionniste côté jardin » (7) ? Cette attitude n'est-elle pas le signe que certains font une double ou triple carrière : dans l'Université, l'extrême-gauche et le PCF (ce dernier permettant par ailleurs de soutenir sa marche dans l'Université) ?

Fort heureusement, la production marxiste telle qu'elle est (8) n'a que peu (d'abord parce qu'elle est théorique) d'incidence sur l'organisation des luttes du prolétariat. Par contre, elle semble fort utile pour le Capital et l'Etat, qui espérant en cette science marxiste, jugent nécessaire de faire réaliser un certain nombre d'études par certains qui se précipitent dans ces lieux où on les reconnaît enfin et on les paye. Il nous faudrait aussi parler des marxistes appelés "en consultation" par les pays dits du Tiers Monde et y arrivant en véritables experts-inexperts :

— inexperts, car appelés pour donner leur avis sur des problèmes qu'ils ne connaissent pas, dans un pays qu'ils ne connaissent pas,

— alors qu'en tant qu'experts marxistes, ils critiquent la notion et la pratique bourgeoise de l'expert.

Cette note pose plus de questions qu'elle n'en résoud, mais notre propos se voulait volontairement limité. Restent ou surgissent, par exemple, les questions suivantes :

— Que penser du succès et de la reconnaissance de la science marxiste qui ne sauraient être limités au désir de comprendre de la petite bourgeoisie intellectuelle ? Que penser de l'institutionnalisation du marxisme ?

— Il y a aujourd'hui, parmi les théoriciens, un petit nombre qui est lié à la pratique du prolétariat. Est-il à craindre que ces intellectuels militants ne servent consciemment ou non à la bourgeoisie pour étudier, après l'avoir pénétré (ils sont les seuls à le pouvoir et à le faire) réellement le prolétariat ?

— Tout en partageant l'opinion de F. Georges (*op. cit.* : « Il n'est pas possible de penser le marxisme sans avoir quelque rapport avec une formation collective »), faut-il être d'accord avec lui pour cesser toute production ?

— Un autre type de production est-il possible, quel est-il, comment y parvenir ?

— etc.

Pour terminer, notons simplement que la dénonciation (même la nôtre) n'invente pas son circuit de distribution.

André MISTRAL

6. Il faudrait parler de l'exploitation spécifique des secrétaires qui, par exemple, ont des horaires rigides et sont seules à être toujours présentes, alors qu'un chercheur « ça travaille tout le temps, et s'il n'est pas là, c'est qu'il travaille chez lui ou est sur le terrain ».

7. RANCIERE J., *La Leçon d'Althusser*, "Idées", Gallimard.

8. Cette production, même la plus théoriciste, ne présente pas que des aspects négatifs, qu'on ne nous le fasse pas dire. L'important aujourd'hui est que ces aspects négatifs soient prédominants.

André Laude

WEEK-END CHEZ UN «FASCISTE» BRETON

D'UNE BRETAGNE L'AUTRE

On sait maintenant qui est Pierre-Jakez Hélias, l'auteur du célèbre Cheval d'orgueil. *On sait moins qui est Xavier Grall, l'auteur du* Cheval couché, *rédigé en réaction à la lecture du livre de l'ainé. Depuis, une querelle oppose les deux hommes, querelle qui, de loin, dépasse la simple "dispute" entre deux individus dissemblables. Xavier Grall ne dispose pas de l'appui des médias, comme c'est le cas pour Jakez Hélias. C'est pourquoi il m'a semblé intéressant d'évoquer le personnage de l'auteur de* Cheval couché. *Xavier Grall, scandaleusement "insulté" par Hélias, incarne une Bretagne que la Bretagne du conteur rusé et jovial du* Cheval d'orgueil *ne peut que détester, clouer au pilori en en donnant une image pour le moins "déformée", selon la sacro-sainte "règle".*

Sept heures du matin. Le train entre en gare de Rosporden. Une petite pluie fine griffe la vitre du compartiment. Le jour se lève avec une lenteur désespérante. Des lambeaux de brume pendent aux branches des arbres de la campagne. Fatigués, frigorifiés, Sylvie et moi traversons le hall, et gagnons le café dont, depuis le train, nous avons repéré les lumières pâles. Quelques voyageurs, attablés, somnolent. Quelques jeunes gens sirotent une canette de bière. Nous avalons avec délectation un café chaud. Nous attendons Xavier. Une demi-heure passe. Soudain, une silhouette se dessine derrière la porte vitrée. Un homme maigre, fiévreux, aux longs cheveux de "bonnet rouge", ou "d'indien", pénètre dans la salle tiède, souriant. Les joues creuses, l'œil chargé d'éclairs, il a des allures de "prophète", de "guérilléro", de "rebelle". C'est lui, Xavier Grall, le poète de *La Sône des pluies et des tombes*, le poète-pamphlétaire du *Cheval couché*, le romancier d'*Africa blues*, l'auteur de lyriques et savoureux billets recueillis par *Le Monde* et *La Vie*. Embrassades. Nous règlons les consommations. Rejoignons la voiture garée un peu plus loin. En route pour Bossulan, un hameau calfeutré, à une dizaine de kilomètres, entre les pins frileux et humides, au bout de sentiers roux et gorgés d'eau, où nichent des pigeons apprivoisés, balayés par les "maudits vents".

Je retrouve la maison que j'aime. Une maison à la fois jeune et ancienne. Avec ses murs couverts de toiles de peintres bretons, de cartes anciennes de la Bretagne, de livres courant le long des rayonnages. Maison chaude, humaine, comblée d'objets familiers, où le "parisien" fourbu retrouve soudain une humaine respiration. Les chiens Maël et Melenn jappent joyeusement. Melenn nous présente son dernier-né, un adorable chiot aux yeux encore clos, aussi noir qu'un gros morceau de charbon. Xavier sert un café brûlant. Sylvie beurre des tartines de pain tendre. On renoue le fil de la conversation. Déjà les filles de Xavier montrent le bout du nez. En voici une, puis deux, puis trois, les deux autres voyagent... Françoise, la compagne de Xavier, apparaît à son tour, rieuse, accueillante. Nous prenons place autour de la grande table. Françoise commence à préparer la potée pour le repas de midi. Xavier a posé sur l'électrophone un disque de son ami Glenmor. Les nerfs des voyageurs se détendent. Les chiens somnolent sur les genoux de Sylvie. Nous décidons d'aller faire quelques courses à Pont Aven. Nous faisons halte dans un petit bistrot où une vieille dame à coiffe nous sert des kirs. Retour à Bossulan. C'est l'heure de déjeuner. La potée est un délice. J'en reprends ; j'ai oublié mon appétit de moineau. Xavier nous fait entendre, à Sylvie et à moi qui ne l'avons pas vue, l'enregistrement sonore de *Questions sans visage*, l'émission télévisée de Pierre Dumayet, dont l'invité était Pierre-Jakez Hélias, l'auteur célèbre du *Cheval d'orgueil*.

Une fois de plus, Jakez Hélias célèbre la "civilisation" de l'ancien pays bigouden. Une fois de plus, avec humour et habileté, contournant, l'air de rien, l'obstacle, se gardant de se laisser emprisonner dans un cul-de-sac, jamais *désarçonné*, l'auteur du *Cheval d'orgueil* s'en prend, avec une modestie feinte, à l'auteur du *Cheval couché*, à la "bande à Grall". Cela est son droit même si Xavier Grall dispose de moins de temps d'antenne depuis que la polémique a éclaté. Nous sommes en "démocratie française", n'est-ce-pas ! une démocratie qui garantit le « droit de chacun à la libre expression ». Jakez Hélias brocarde Xavier Grall, « *un espèce de Châteaubriand gesticulant dans les vagues* », « *bon poète* » qui pourrait être un grand poète s'il acceptait de rester sur le terrain du pur lyrisme. Xavier Grall n'a rien compris, mais vraiment rien compris, c'est Jakez qui l'affirme. D'ailleurs Xavier ne parle même pas breton, et puis, n'a-t-il pas vécu longtemps loin de Bossulan, à Sarcelles, et dans la « jungle de l'intelligentsia parisienne ». Bref, Xavier Grall n'est pas "crédible". C'est un breton "gauchiste", en proie à une "mode", un breton-bidon. Jusque-là encore, rien de très grave. Mais soudain l'oreille se dresse : « *Si la Bretagne de Grall et de ses amis devait triompher, je monterai aussitôt sur mon "cheval d'Orgueil", je chevaucherais jusqu'à la première frontière et je demanderais le droit d'asile car cette Bretagne-là serait une Bretagne de camps de concentration.* »

Ainsi donc, Hélias a révélé un complot terrible, ourdi depuis Bossulan, par Xavier Grall et sa "bande" de dangereux individus. Ceux-là, il faut les démasquer. Ils s'appellent Glenmor, Youenn Gwernig, Yvon Le Men, Michel Thersiquel... N'oublions pas quelques pêcheurs, peintres, chômeurs de Pont-Aven ou de Landvisiau, amoureux de chouchen ou de whisky.

Xavier Grall "fasciste" ! On peut sourire. Mais Pierre-Jakez Hélias n'a pas hésité à proférer l'anathème sur un vaste écran de télévision. Comment appele-t-on ce type de comportement ? Cela s'appelle *diffamation* ! Et c'est très grave. D'autant plus grave, qu'entre deux rencontres avec Xavier Grall qu'il cajôla, Hélias n'hésite pas à ressasser l'accusation de conférence en conférence, à travers le pays breton.

Une question se pose : l'auteur du *Cheval d'orgueil* aurait-il peur d'une Bretagne socialiste, autogérée, "libertaire", dans une France elle-même débarrassée de l'injustice des structures d'Etat oppressives ? Pierre-Jakez Hélias doit avoir la vue "faussée". Les fabricants de *goulags* ne nichent pas à Bossulan, lieu magnifique peuplé d'oiseaux, d'herbes folles, de feuillages libres. Ce n'est pas parce que de jeunes bretons ont adoré Staline ou Mao qu'il faut faire de Xavier Grall un bolchévique assoiffé de sang. Qui connaît l'auteur de *Barde imaginé* sait très bien qu'il s'évanouirait à la seule pensée de trancher le cou d'un poulet.

De plus, Jakez Hélias, tout à sa fièvre d'évoquer cette Bretagne « qui pourrait venir », oublie qu'il fut

lui un loyal serviteur d'un Etat *bien réel* qui a à rendre compte des répressions à Madagascar, à Sétif, à Alger et ailleurs. Qu'il a vécu sous des républiques où existaient des bagnes pour enfants, des camps nommés Poulo Condor, et où de petits Bretons, qui n'avaient aucune chance de devenir des professeurs de langue française, étaient cruellement humiliés et bafoués.

La Bretagne anarcho-lyrique de la "Bande à Grall" me fait moins peur que celle que nous concocte tel ou tel parti hexagonal que l'auteur du *Cheval d'orgueil* — j'en suis persuadé — ne craint pas assez pour enfourcher son alezan et fuir jusqu'à la première frontière. Laquelle ?

J'ai été touché par la lecture du *Cheval d'orgueil*. Je partage l'essentiel des critiques de Xavier Grall et de ses amis. Je crois que Pierre-Jakez Hélias est un "obstacle" à la réalisation d'une Bretagne *humaine* et *authentique*, où les êtres de chair et de sang auraient reconquis leur destin. Mais je respecte le "vieil homme" de la Bigoudénie. Jusqu'à quand ? Il se pourrait que je cesse de "respecter" quelqu'un qui traite de "fasciste" un homme, qui est tout le contraire. Ce jour-là, cela voudra dire que le *Cheval d'orgueil* ne sera plus, à mes yeux, qu'un maigre *canasson* archaïque, tout juste bon pour le Muséum d'histoire régionaliste, comme les binious des très officielles fêtes de Quimper, dont Jakez est l'ordonnateur réjoui et placide.

André LAUDE

UN MOUVEMENT DEMOCRATIQUE EST NE EN POLOGNE

A l'heure actuelle, la vie polonaise présente deux aspects différents, voire divergents. L'un est officiel, celui que fixe le Parti ouvrier unifié dont la politique, y compris les faits et gestes de ses dirigeants, trouvent une vaste propagande dans la presse écrite, les mass media *et partout ailleurs.*

L'autre aspect, bien que plus discret, correspond cependant aux préoccupations et aux tendances, aux conceptions et aux idées de la majorité de la population. Depuis plus d'un an, celles-ci se sont cristallisées dans un courant d'opposition qui, d'ores et déjà, s'étend à de larges couches et groupes sociaux – intellectuels et étudiants, employés et ouvriers, autant de jeunes que de moins jeunes. Ce courant s'exprime dans des textes d'intérêt politique, social et culturel, nombreux au cours des deux dernières années. Confectionnés avec les moyens du bord, diffusés en catimini, parfois recopiés par des lecteurs assidus et anonymes, ils échappent à la censure officielle et, de ce fait, jouissent de toute la liberté d'expression. Ces écrits ne se veulent pas "clandestins". A preuve : ils sont signés, souvent par des hommes et des femmes connus ; d'emblée, ils soulignent qu'ils s'adressent ouvertement *à différents milieux de la collectivité nationale, en conformité avec les lois polonaises en vigueur et aussi suivant les accords d'Helsinki.*

Le catalyseur du courant d'opposition a été le Comité de défense des ouvriers (K.O.R.) qui, on le sait, a été créé en septembre 1976 par quinze personnes, dont six socialistes de vieille date [1]. *Peu après, il comptait vingt-trois personnes qui, secondées par de nombreux sympathisants anonymes, ont mené une courageuse et inlassable action pour l'élargissement des ouvriers touchés par la répression, arrêtés, condamnés et emprisonnés, et la réembauche des travailleurs licenciés à la suite des grèves de l'été 1976. Dans son* Bulletin d'Information *et ses* Déclarations *(l'un et les autres ronéotés), le K.O.R. réclamait à la fois l'amnistie pour les ouvriers et la mise en application des libertés publiques, en principe "garanties" par la Constitution polonaise.*

L'action qu'il a menée pendant un an a été utile et efficace. Elle a abouti au décret sur l'amnistie, pris par le Conseil d'Etat le 22 juillet dernier. Le jour même, étaient relaxés les cinq ouvriers qui, à cette date, se trouvaient encore en prison – en principe pour neuf ans ; furent également rendus à la liberté les onze personnes, membres du K.O.R. et ses sympathisants, arrêtés à la mi-mai dernier pour une "détention préventive" de trois mois.

Ses objectifs atteints, le Comité de défense des ouvriers, en tant que tel, a cessé d'exister. Mais l'action qu'il a animée et poursuivie continue sous d'autres formes. Elle est reprise par son successeur direct, le Comité d'autodéfense sociale. *En outre,* un Mouvement démocratique *vient de voir le jour. Les hommes et les femmes qui ont le courage d'en assumer la responsabilité prennent résolument position pour la liberté et la démocratie. Avec tous les risques que cela comporte dans leur pays. Ils proposent à la collectivité nationale un solide programme politique, économique, social, culturel et moral. Ce programme, qui décrit on ne peut mieux la désastreuse situation qui existe dans tous les domaines de la vie polonaise et indique les remèdes permettant de sortir de l'impasse actuelle caractérisée par la gabegie, le mensonge, la dégradation générale du patrimoine national.*

Le texte que nous publions ci-dessous circule depuis deux mois en Pologne. Il a été signé par plus de trois cents personnes. A ce jour, une centaine de signatures ont été communiquées à l'étranger. Ce sont notamment celles des militants socialistes et démocrates, membres du K.O.R., et celles des hommes et des femmes – dont beaucoup de jeunes – appartenant à différents milieux : littéraire, scientifique, juridique, universitaire et ouvrier.

Lucienne REY

Décembre 1977.

1. Voir *Spartacus* n° 5, avril-mai 1977. Rappelons les noms de nos camarades socialistes, signataires de nombreux mémoires et de la *Déclaration* ci-après : Edouard Lipinski, le doyen d'âge ; Antoine Pajdak, emprisonné à Moscou de 1945 à 1956 pour son action résistante sous l'occupation nazie ; Louis Cohn et Angèle Steinsberg, avocats ; Adam Szczypiorski, historien ; Waclaw Zawadzki, écrivain ; tous les six membres du Parti socialiste polonais (p.P.S.) avant la guerre.

Déclaration du mouvement démocratique

I

Notre pays traverse en ce moment une profonde crise économique, politique et sociale.

Les événements tragiques de Poznan, en 1956, de la côte Baltique, en 1970, ainsi que ceux de Radom, d'Ursus et de Plock, en 1976, indiquent que la crise actuelle résulte de la méthode de gouvernement, imposée, il y a quelques années, à la collectivité nationale, et des rapports entre celle-ci et les autorités publiques. La désorganisation économique, la dislocation du pouvoir et la démoralisation sociale aujourd'hui découlent d'une double frustration, les citoyens étant privés de tous leurs droits et l'Etat de sa souveraineté.

La tâche qui se pose actuellement devant nous tous consiste à réformer la République. Nous considérons que les transformations indispensables doivent conduire à garantir les libertés suivantes :

— LIBERTÉ D'OPINION. Cette liberté n'existe pas, puisque les conceptions religieuses et politiques ou l'appartenance à un parti décident en pratique du droit de l'individu d'occuper des postes dans l'administration et les institutions d'Etat, dans les organisations sociales et celles de l'économie nationale. Le droit d'accès à ces postes, comme à tous les autres, ne doit être déterminé que par les qualifications professionnelles, les capacités personnelles et la probité.

— LIBERTÉ DE LA PAROLE ET DE L'INFORMATION. Sans la liberté de la parole, la culture ne peut pas se développer et la vie sociale s'éteint. Censurer l'information, c'est défigurer la conscience collective. Quand toutes les publications, avant de paraître, subissent la censure et que les maisons d'édition et les *mass media* sont contrôlés par l'Etat, l'opinion publique ne peut pas se former. Les gouvernés sont dans l'impossibilité de prendre position en connaissance de cause à l'égard des décisions du pouvoir et celui-ci ignore l'opinion de la collectivité nationale à l'égard de cette politique.

La censure préventive et le monopole étatique des publications ont des conséquences particulièrement fâcheuses dans la littérature, les arts et la science, les empêchant de remplir leur fonction importante au point de vue social. C'est pourquoi il importe que les organisations de travailleurs, les associations d'écrivains et d'artistes, les sociétés religieuses et autres aient la possibilité de fonder des maisons d'édition et des publications indépendantes de l'Etat. Il convient de supprimer la censure préventive, la responsabilité civile en cas d'infraction à la loi sur la presse devant relever d'une instance judiciaire compétente.

— LIBERTÉ D'ASSOCIATION ET DE RÉUNION. Cette liberté n'existe pas lorsque le parti exerçant le pouvoir d'Etat assujettit, par des moyens administratifs, toutes les associations et tous les syndicats.

— LIBERTÉ DU TRAVAIL. Cette liberté n'existe pas lorsque l'Etat usurpe le droit d'être l'unique employeur et que les organisations syndicales sont subordonnées au parti dirigeant. Dans ces conditions, toute tentative de défendre les intérêts des travailleurs risque d'entraîner une effusion de sang ou, tout au moins, de conduire à des troubles graves. Il convient de garantir à tous les travailleurs la possibilité d'élire librement une représentation professionnelle indépendante des organismes de l'Etat ou du parti. Il convient également de garantir le droit de grève.

C'est seulement après la mise en vigueur de ces libertés que l'on pourra déterminer les objectifs et les modalités d'une coopération active de la collectivité nationale, à la suite du consentement des citoyens et de leurs groupements professionnels, sociaux, politiques, etc. ; cela peut se faire directement, dans des débats libres, et par l'intermédiaire de véritables représentants issus d'authentiques élections. C'est une importance particulière pour cette coopération que présentent également, nous en sommes convaincus, les organisations autonomes municipales, cantonales, régionales, culturelles et sociales, qui font se réaliser les aspirations de leurs membres indépendamment des institutions d'Etat.

II

Le premier pas en ce sens doit être la mise en application des Accords internationaux sur les Droits de l'Homme, accords déjà ratifiés par le Conseil d'Etat. Cela exige que des changements essentiels soient effectués dans la législation polonaise, et en particulier dans les domaines suivants : loi électorale et lois qui concernent les rassemblements et les associations ainsi que celles sur la presse et l'édition ; loi sur les organisations syndicales ; Code du travail ; droit pénal et loi sur la juridiction ; dispositions relatives aux passeports et aux droits de douane.

De même, on devra procéder à des modifications profondes dans la pratique qui a été jusqu'à présent celle des organismes du pouvoir, et notamment en matière de protection de l'ordre public et de la sécurité, d'administration de la justice, d'exécution des peines de privation de la liberté ainsi que dans l'arbitrage des différends professionnels entre employeurs et employés.

III

Quel que soit le sens du réalisme politique dont feront preuve les autorités polonaises pour mettre en pratique les postulats énoncés ici, le Mouvement démocratique se doit d'assumer la responsabilité de l'avenir du pays.

Fondé pendant des années par les hommes qui, attachés à la liberté de la parole et de penser, ont pris la défense des personnes emprisonnées et persécutées en raison de leurs convictions politiques, sociales ou religieuses, ce mouvement s'est fortement étendu depuis deux ans. Dès la fin de 1975 et en 1976, des milliers d'hommes et de femmes

ont protesté contre les modifications imposées à la Constitution polonaise, s'opposant à la restriction des libertés publiques. La défense des ouvriers emprisonnés, battus, torturés et chassés de leur emploi à la suite de la protestation de juin 1976 est devenue la principale forme du combat pour les droits de l'homme et du citoyen.

Le mouvement d'aide et de solidarité qui, en septembre 1976, a abouti à la création du Comité de défense des ouvriers (K.O.R.) a lutté pour le rétablissement de la démocratie dans la vie de notre pays; en premier lieu, il s'est assigné des tâches concrètes dont l'assistance à tous les persécutés. Aux mois de mai, de juin et de juillet 1977, en dépit de la répression accrue, étudiants, ouvriers, cultivateurs et intellectuels se sont joints nombreux au Mouvement Démocratique. Les grèves de la faim, organisées en témoignage de solidarité, constituent une nouvelle forme de la lutte pour les droits de l'homme et du citoyen. Le Comité de solidarité d'étudiants, formé à Cracovie à l'issue d'une manifestation qui réunissait plusieurs milliers de personnes (en mai 1977), s'est chargé d'animer une action autonome dans le milieu universitaire. Des comités analogues se créent dans d'autres villes.

L'activité du K.O.R., les déclarations collectives des ouvriers d'Ursus, les lettres des travailleurs de Grudziad, de ceux des chantiers navals de Gdansk, des mineurs de "Gliwice" (en Haute-Silésie) et, récemment, l'efficace grève de Pabianice (près de Lodz) prouvent que, malgré la répression, l'action commune des ouvriers et des intellectuels conduit à une organisation démocratique de la société. Ces derniers temps s'est également développée l'édition indépendante qui permet de publier des périodiques d'information d'intérêt politique et culturel.

IV

L'adhésion des milliers de gens au Mouvement Démocratique et les expériences acquises à ce jour en la matière montrent qu'il est possible, à l'heure actuelle, d'engager sur une vaste et durable échelle une lutte pour la démocratie et la souveraineté nationale. Nous, soussignés, sommes convaincus que ce programme peut être réalisé ICI ET MAINTENANT. Nous vous invitons à participer à un vaste Mouvement Démocratique par la formation d'institutions sociales indépendantes ayant à atteindre des objectifs concrets pour la défense des droits de l'homme et du citoyen.

Conscients des dégâts commis dans la base morale des jeunes générations, nous considérons la transformation du système actuel de l'éducation nationale comme une question capitale pour le devenir du pays. Compte tenu de l'échec par lequel se sont soldées, jusqu'à présent, toutes les tentatives de réformer l'enseignement, nous demandons aux praticiens et aux théoriciens de l'instruction publique, aux hommes de science et de culture de participer à la préparation d'une réforme fondamentale des structures de l'éducation, conformément aux intérêts de la nation et aux besoins de l'avenir. La première chose à faire en cette matière consiste à rétablir la vérité à la place qui lui revient dans l'instruction et l'éducation de la jeunesse.

Les travailleurs d'entreprises industrielles doivent mettre sur pied les représentations ouvrières qui défendront les intérêts du personnel auprès de la direction. Ces représentations peuvent se constituer soit en prenant appui sur les organisations syndicales existantes, soit en dehors de celles-ci; il est toutefois nécessaire qu'elles s'assurent l'aide permanente des experts en matière juridique ainsi qu'en économie et en sociologie. Nous appelons à cette coopération.

Il importe de créer les représentations des paysans-petits cultivateurs, en partant des organisations déjà en place à la campagne, ou bien indépendamment de celles-ci. Ces représentations ne pourront pas se constituer ni agir efficacement sans l'adhésion de spécialistes liés au monde rural: agronomes, sociologues et économistes, médecins, enseignants, etc. Nous appelons à cette coopération.

En vue d'exercer un contrôle responsable tant sur la qualité des matériaux et sur les prix dans les coopératives d'habitation que sur la répartition des marchandises (dans les magasins comme *Peweka, Konsumy*), il est indispensable de former un mouvement de consommateurs qui puisse s'en charger. Nous comptons sur la collaboration d'économistes, d'ingénieurs, de sociologues et de tous ceux qui, en raison de leurs qualifications professionnelles et de l'emploi qu'ils occupent, sont conscients de l'état de l'économie nationale et de la nécessité de la relever. Nous les invitons à travailler en commun sur ces questions et à publier dans les périodiques du mouvement indépendant d'édition des rapports, thèses et projets ayant trait à la situation économique et à sa réforme.

Nous faisons appel aux universitaires et savants, conscients des ravages produits dans la culture nationale par l'assujettissement de l'activité scientifique à l'administration, afin qu'ils mènent en commun la lutte pour la liberté de la science et l'autonomie des institutions scientifiques. Il est également nécessaire d'organiser une aide morale et matérielle en faveur des hommes de science et de culture qui, par leur indépendance d'esprit, sont devenus la cible de la répression.

Nous en appelons à tous les citoyens afin qu'ils mettent à profit les droits garantis par des statuts, dans les organisations professionnelles, les associations sociales, coopératives et culturelles, en vue d'en rétablir l'autonomie.

Nous vous invitons tous à collaborer avec le mouvement indépendant d'édition. Son développement et son succès dépendant de la qualité des textes fournis, de la diffusion efficace des publications et aussi de l'aide financière.

Nous demandons à tous les hommes de bonne volonté de s'élever solidairement contre tout acte illégal commis par les fonctionnaires de l'appareil administratif, de la police et du pouvoir judiciaire ainsi que ceux des établissements pénitentiaires.

Nous sollicitons la collaboration du Comité d'autodéfense sociale K.O.R. qui a pour objectifs:

1. De lutter contre la répression exercée pour des raisons politiques, idéologiques, religieuses, raciales, et de venir en aide à ceux qui en sont victimes;
2. De lutter contre la violation de la légalité et d'aider ceux qui, de ce fait, sont lésés;
3. De lutter pour les garanties institutionnelles des droits et des libertés du citoyen;
4. De favoriser toutes les initiatives sociales visant à mettre en application les droits de l'homme et du citoyen.

Le Mouvement Démocratique agit ouvertement, en conformité avec l'ordre légal en vigueur en Pologne et dont les Accords sur les Droits de l'Homme et du Citoyen sont la partie intégrante.

Nous sommes profondément convaincus qu'en contribuant à animer ce mouvement nous remplissons le devoir de citoyen et de patriote au service de la cause de la Patrie, du Pays et de l'Homme.

(Trad. L.R.)

Varsovie, octobre 1977.

La Russie et les problèmes du socialisme

La période de 1923 à 1930

1914 marque un point de crise du développement du capitalisme, crise que la seconde guerre mondiale ne fera que redoubler. L'affaiblissement des puissances impérialistes et l'impact de la guerre sur les pays arriérés provoquent leur transformation. En certains d'entre elles, le régime existant s'effondre et une révolution radicale s'ensuit qui détruit les classes privilégiées et abolit pratiquement la propriété privée des moyens de production. Le premier exemple que nous en ayons connu fut, conséquence directe de la guerre, l'effondrement du régime tsariste et les révolutions de février et d'octobre 1917 en Russie. Une fois la révolution ayant triomphé, que faire? Les dirigeants bolchéviques savaient que leur pays arriéré n'était pas mûr pour le socialisme. D'où la notion de capitalisme d'Etat sous le contrôle des masses, déjà développée par Lénine au lendemain d'Octobre. Mais ce ne serait là qu'un arrêt momentané. Les bolchéviks attendaient tout de l'extension de la révolution prolétarienne en Europe occidentale. Ce n'est qu'alors, avec l'aide de l'Ouest, que la révolution russe pourrait poursuivre son cours et que le coup d'Etat bolchévik pourrait se transformer en dictature du prolétariat.

LE CAPITALISME DE GUERRE

Les événements ne répondirent pas à l'attente des révolutionnaire. La Russie se trouva isolée, contrainte à conclure une paix séparée, apparemment catastrophique, avec l'Allemagne, puis plongée pendant quatre ans dans une guerre civile qui militarisa le régime et l'enserra dans le corset de fer de ce qu'on a appelé depuis le communisme de guerre et qui fut au vrai une économie de subsistance, destinée à pourvoir aux besoins de l'armée et au minimum de ce qu'on pouvait allouer à la population civile. Cette conjoncture, idéologiquement glorifiée par Boukharine dans son *Economique de la période de transition*, persista jusqu'en 1921. Alors, les tensions étaient extrêmes, le parti était isolé des masses, des soulèvements se multipliaient dans les campagnes, des grèves éclataient dans ce qui restait d'établissements industriels, y compris à Petrograd, enfin Kronstadt, forteresse de la révolution, se soulevait contre le régime et réclamait des soviets sans bolchéviks.

LA N.E.P. ET LE PARTI

Le péril était imminent et il fallut se résoudre à accepter la proposition faite par Trotsky, un an auparavant, à savoir l'instauration d'une nouvelle politique économique. Ce fut ce qu'on appelle la N.E.P.. Le régime cédait du terrain dans le domaine économique pour conserver le monopole du pouvoir politique. Dans les campagnes, on substituait aux réquisitions forcées un impôt fixe et la liberté de commercialiser le reste du surplus, on reprivatisa certaines entreprises et l'on rétablit le marché. L'Etat conserva les leviers de commande économiques. Dans une Russie isolée, Lénine reprit, sous une forme modifiée, l'idée qu'il avait toujours préconisée, avant 1917, d'une alliance entre les ouvriers et la paysannerie. Là-dessus, il y eut beaucoup de discussions dans le parti, certains ne voyant dans la N.E.P. qu'une retraite tactique et momentanée. Mais, finalement, Lénine insista sur le fait que, dans les conditions données, il s'agissait d'une politique d'alliance des deux classes devant se poursuivre pendant des décennies.

Tel fut le régime pendant cette période jusqu'à ce que Staline y mit brutalement fin par une collectivisation forcée des terres paysannes et une industrialisation accélérée suivant une planification improvisée au jour le jour. On retrouvera le détail historique dans deux ouvrages, au point de vue très différent: Stephen E. Cohen, *Bukharin and the bolshevik revolution, a political biography, 1888-1939*, Alfred A. Knopf, New York, 1974, dont je veux ici souligner l'importance; et Charles Bettel-

heim, *Les luttes de classes en URSS, 1923-1930*, Maspéro/Le Seuil, 1977.

Sur le régime de la N.E.P., le parti bolchévik, déjà très bureaucratisé, se divisait en trois factions, malgré leur interdiction formelle au xe Congrès. Une opposition de gauche, regroupée autour de Trotsky, qui préconisait l'établissement d'une planification systématique, la mise en marche de l'industrialisation du pays, dans les campagnes, la lutte contre les paysans aisés, les koulaks, et un prélèvement d'impôt rural qui donnerait les moyens d'un procès d'accumulation pour la construction de l'industrie. Les communistes de droite, qui regroupaient sans doute la majorité du parti autour de Boukharine, le théoricien, Rykov, le chef du gouvernement, et Tomski, le principal dirigeant des syndicats. Ils insistaient sur le maintien du marché, comme le lien principal entre la paysannerie et le système étatique, sur la défense des droits des ouvriers par l'intermédiaire des syndicats et sur une accumulation lente, mais sûre, donc une industrialisation fondée sur les épargnes des paysans. Enfin un centre que représentait Staline et qui, manipulant les hiérarchies du parti et de l'État, avait la réalité du pouvoir. Le maintien et le fonctionnement de la NEP, ainsi que l'orientation donnée à la politique internationale, furent alors assurés par une coalition de la droite et du centre.

Le lecteur trouvera le détail de ces développements dans les ouvrages mentionnés, avec une interprétation très différente. Je me bornerai ici à quelques observations que je crois importantes. La Russie est le premier cas de ce qui se multiplia à l'issue de la Seconde guerre mondiale : l'émergence et le développement de pays arriérés. Elle fut le seul cas que l'on pût observer entre les deux guerres. Pays à forte prédominance paysanne, 80 % de la population, où l'effondrement en quelques jours d'un régime suranné permit le développement d'une révolution radicale, prise de possession des terres par les paysans laissés à eux-mêmes, abolition de la propriété privée, étatisation d'une industrie très concentrée, mais qui n'est qu'un îlot dans la masse du pays, arrivés au pouvoir d'un parti unique que le cours des événements militarisa et bureaucratisa très rapidement, sans parler des antécédents, à savoir la conception léninienne du parti.

Le régime est donc une dictature de parti unique qui ne tardera pas à s'affirmer monolithique. Ce parti prétend incarner la dictature du prolétariat, mais comme sa domination se prolonge indéfiniment sans aucun contrôle des masses, y compris des ouvriers, cette prétention est sans fondement. Elle se recouvre d'une idéologie "marxiste" de plus en plus russifiée, où Marx n'aurait guère reconnu la perspective historique qu'il avait tracée. Dans les conditions d'un pays incapable de fonder un régime socialiste, la qualification de socialiste accordée au secteur étatique de l'économie n'est pas plus fondée que celle du caractère prolétarien du parti dirigeant, et faute d'une révolution victorieuse en pays avancés, il ne peut s'agir que d'un régime transitoire.

UNE ALTERNATIVE ?

Mais lequel et à quelles conditions ? Se poser la question, c'est se demander s'il y avait une alternative à la destruction bureaucratique de la N.E.P. et à l'affermissement d'un capitalisme d'Etat totalitaire. Transition certes pas vers le socialisme, question qui ne pouvait se poser dans un pays arriéré avant plusieurs décennies. Mais un développement qui permettrait d'industrialiser progressivement le pays et d'y former un prolétariat protégé par ses syndicats et représenté par des conseils ouvriers dans les entreprises et de persuader graduellement la paysannerie à former des coopératives volontaires, en s'appuyant sur les paysans pauvres et moyens et en leur fournissant, par le moyen de l'industrie étatique, un outillage adéquat.

A cet égard, la gauche voyait clair en préconisant un rythme d'industrialisation plus rapide et une renaissance des conseils ouvriers. De son côté, la droite comprenait qu'on ne pourrait entraîner que progressivement les paysans vers une agriculture coopérative et qu'il fallait lui donner les moyens techniques pour ce faire. Le défaut de l'une et de l'autre fut de n'avoir pas vu à quelles conditions politiques ce programme pouvait se réaliser. Il y fallait un type de démocratie original qui permettrait la représentation collective des ouvriers et des paysans et, par là, le contrôle par la base des organes du parti et de l'Etat, ce qui amènerait en toute probabilité le retour à une pluralité de partis. Il y fallait une coalition de la gauche et de la droite contre le centre bureaucratique pour lui arracher le pouvoir, s'il en était encore temps, pour restaurer en Russie une démocratie de soviets ouvriers et paysans rénovés.

LE TRIOMPHE DU "STALINISME"

On était loin du compte. Chacune de son côté, gauche et droite se considéraient comme le principal ennemi politique et voyaient dans le centre stalinien, si criticable qu'il pût être, un appui contre l'adversaire. De toute façon, la bureaucratie, que représentait parfaitement le centre stalininen, avait déjà en mains toute la réalité du pouvoir. On le vit bien, non pas tant par la défaite de la gauche qui, sous la période de la N.E.P., était socialement minoritaire non seulement dans le parti, mais bien plus encore dans le pays, mais quand la lutte eut éclaté entre droite et centre sur la continuation ou la destruction de la N.E.P.

La droite avait la majorité sociale dans le parti, les syndicats, l'Etat et le pays en prédominance paysan. Mais la bureaucratie du centre contrôlait sûrement la situation et pouvait la manipuler à son gré, comme les événements le montrèrent. Gauche et droite sacrifiaient au dogme de l'infaillibilité du parti dont le centre maniait les organes, donc aussi ceux de l'Etat. Quand le conflit eut éclaté entre droite et centre, la gauche ayant été déjà détruite politiquement, la droite impuissante dut assister en silence, sans même pouvoir se défendre en un débat ouvert, à la destruction des assises de la N.E.P. et à la sienne propre. La collectivisation forcée qui, de l'aveu même de Staline à Churchill, coûta la vie à vingt millions de paysans, et l'industrialisation accélérée sous le signe d'une planification erratique dont les chiffres changeaient au gré des bureaucrates, permirent d'installer en Russie ce pouvoir « féodal et despotique » que craignait Boukharine et contre lequel il avait essayé de mettre en garde.

VERS LE CAPITALISME D'ETAT

Tel était l'enjeu réel et les errements du "plan" en furent les faux-frais nécessaires. C'est alors que s'affirme aussi sans frein le monolithisme du parti et le gouvernement direct du Secrétariat qui désormais ne soumit plus ses décisions aux organes "légaux" du parti et de l'Etat que comme autant de faits accomplis. La toute puissance de la bureaucratie était installée se renforça et vint à bout sans difficulté de ce qui restait de modération dans le parti, ce qui conduisit en droite ligne à l'avènement de Hitler, suite de la ligne de la troisième période et du social-fascisme, puis à la période dite des procès de Moscou qui détruisit les vieux cadres du parti bolchévik, et enfin au pacte Hitler-Staline qui permit de déclencher la seconde guerre mondiale et conduisit à l'invasion de la Russie.

L'alternative existait sans doute et Lénine en avait esquissé le principe général, une alliance du prolétariat et de la paysannerie pour des dizaines d'années. Mais était-elle réalisable ? Il faut répondre non dans l'état des choses qui déjà prédominait, comme nous le voyons aisément aujourd'hui et, plus encore, après les expériences qui ont suivi la seconde guerre mondiale. Ni Lénine ni aucun autre des dirigeants bolchéviks ne mettaient en question le monopole du parti unique et tous, pour l'essentiel, posaient l'équation étatisation et planification = socialisme. Mais ce qui prédomine, derrière ces erreurs théoriques, c'est l'irruption massive d'une couche bureaucratique qui suit une révolution en pays arriéré. Là est l'élément social qui pousse irrésistiblement à la constitution d'un pouvoir souverain inconditionné, donc rapidement totalitaire et au type d'accumulation rapide, d'industrialisation à marche forcée, de mise en contrôle des paysans, donc à une modernisation du pays de type totalitaire au profit d'une classe dirigeante.

BETTELHEIM MYSTIFICATEUR

C'est pourquoi on s'étonne de la naïveté et de la mystification à la fois qui sous-tend "l'analyse" que Bettelheim prétend faire de la période considérée. La force des choses, je veux dire la lumière des expériences accumulées depuis lors, le contraint bien à reconnaître qu'étatisation et planification n'équivalent pas au socialisme ; que ce sont là des techniques qui peuvent fort bien être mises à d'autre fins. Mais il ne nous offre aucune autre alternative démocratique. Il se contente de "lire" l'expérience russe à la lumière chinoise. Son argumentation principale est que le parti russe ne pénétrait pas assez intimement les masses pour pouvoir les amener à entreprendre un procès fondamental de changements des rapports de production. On ne voit pas comment cela serait possible à partir des conditions nationales, quelles qu'en soient l'ampleur, d'un pays arriéré. En un tel état de choses, le procès de révolution radicale qui suit, cas russe, ou accompagne, cas chinois, conduit à la formation d'un parti plébéien, interclasse, dont l'avènement au pouvoir monopolisé conduit à une formidable bureaucratisation. Le pays exige, la conjoncture étant donnée, d'être plus ou moins "modernisé" : accumulation, industrialisation, collectivisation, défense nationale. Comment peut-il l'être au xxe siècle par un vaste réseau bureaucratique, dans des conditions d'arriération ?

Sur quoi pourrait reposer une alternative démocratique à la construction d'un capitalisme d'Etat totalitaire ? Sur "l'idée socialiste", en possession d'une bureaucratie éclairée ? C'est de l'enfantillage, en contradiction complète avec la prétention de Bettelheim à nous donner de l'expérience russe une analyse, je cite : « matérialiste ». Une bureaucratie de masse suit la pente de sa propre logique, qu'il s'agisse de la Russie, de la Chine ou... de l'Albanie. En quoi l'expérience en cours dans la Chine d'après 1949 nous éclaire-t-elle à ce sujet ? La démocratie y règnerait-elle ? Les masses y auraient-elles "pris le pouvoir" ? A quoi nous réfère-t-on ? Est-ce à l'immense mystification de la grande révolution culturelle prolétarienne ? Est-ce aux changements introduits à la suite de la mort de Mao Tse-toung ? Dans sa lettre de démission du Comité des Amitiés franco-chinoises, Bettelheim faisait justement remarquer que la "bande à quatre" avait été révoquée du pouvoir sans avoir été entendue. Avons-nous mieux entendu les arguments de Liou Chao-chi où de Lin Piao ? Tout cela n'est qu'un énorme psychodrame, soigneusement concocté et mis en scène, où les fameuses masses dont on nous assourdit les oreilles n'ont d'autre rôle que « d'écouter et d'obéir ». Si la bureaucratie chinoise s'orientait « dans la voie du socialisme », pourquoi ne s'en expliquerait-elle pas clairement devant ces masses et n'y donnerait-elle pas la parole à ses adversaires politiques au lieu de les condamner au silence et à l'oubli de "l'histoire" ? Allons ! Tout cela n'est pas sérieux. On ne nous parle que de "conspirations". Et, pour une fois, c'est vrai. Tout le monde y conspire, à commencer par la bureaucratie dominante... sur le dos des masses sempiternellement évoquées pour "justifier" l'histoire.

L. Rigal, décembre 1977

APPEL POUR SPARTACUS

Malgré l'accroissement des charges financières et les difficultés de diffusion, les éditions Spartacus continuent leur travail militant.

Les abonnements constituent la garantie la plus solide de notre survie et de notre totale indépendance politique.

Pour nous aider, **abonnez-vous** ou trouvez-nous des abonnés. Faites connaître Spartacus autour de vous.

R.Husson

SUR UNE THEORIE DES CRISES UN PEU PARTICULIERE

Il s'agit de la théorie de la crise développée par J. Strachey lors de la crise de 1929. J. Strachey était un économiste marxiste britannique dont l'itinéraire politique fut assez particulier. Il a commencé à l'extrême-gauche du Parti travailliste, ainsi une publicité pour l'un de ses livres, *La Lutte à venir pour le pouvoir*, dit : « Ce livre est de loin le meilleur réexposé des canons marxistes-léninistes du communisme ayant une application à l'Angleterre d'aujourd'hui. » Il a fini à "droite" puisqu'il a été ministre de la Guerre dans le Gouvernement travailliste d'après-guerre. Les militants que j'ai pu rencontrer expliquent ce virement à "droite" par "l'écœurement" qu'a suscité chez Strachey le conservatisme de la classe ouvrière anglaise.

J. Strachey a publié quatre livres : *La Nature des crises capitalistes* qui sera l'objet de cet article, *La Lutte à venir pour le pouvoir* que nous avons déjà mentionné, *La Menace fasciste*, et un autre livre dont je n'ai plus le titre exact, qui traitait de l'impérialisme, et qui a été traduit en français par J. Mock.

C'est donc dans son livre *La Nature des crises capitalistes*, écrit en 1935, que Strachey développe une théorie des crises un peu particulière. D'un certain point de vue, la thèse de Strachey est "orthodoxe" dans la mesure où elle s'appuie essentiellement sur l'exposé que fait Marx de la chute tendancielle du taux de profit. Mais, d'un autre côté, et pour qui sait lire un tantinet entre les lignes et extrapoler quelque peu, sa thèse est "nouvelle". En effet, partant des prémisses traditionnellement marxistes de l'explication des crises, il débouche sur une conception plus ou moins luxembourgiste de l'accumulation du capital et de ses crises : nécessaire relation entre mode de production capitaliste et les autres modes de production, relation de destruction et de dissolution des derniers par le premier.

OU STRACHEY SUIT MARX

La thèse de Strachey se développe en deux grands moments. Le premier est la critique des explications "bourgeoises" de la crise suscitées par la crise de 29, qu'il regroupe en deux grandes rubriques : les unes expliquent la crise par un manque d'argent ("not enough money") dont le représentant serait I. Fisher, les autres expliquent la crise par un excès d'argent ("too much money") dont le représentant serait le Dr Hayek. Le second moment est l'explicitation de sa propre compréhension des crises essayant d'intégrer en son sein le dilemme tel qu'il se présente dans les propositions de politique économique faites, à savoir : les unes "trop d'argent", les autres "pas assez d'argent". En d'autres termes, il expose sa propre théorie de la crise en critiquant les deux explications en présence et en démontrant comment la crise fait naître ces deux points de vue contradictoires : "trop", "pas assez". Par là, ces deux points de vue deviendront, pour Strachey, les termes d'une opposition "dialectique" de la situation de crise : pas assez de valeur pour accumuler, trop de valeur à réaliser.

Arrivons donc à la thèse de Strachey. D'après lui, les capitalistes ne sont pas intéressés par le niveau du taux de profit, mais par la masse de profit, ou encore, puisqu'il raisonne en termes globaux, par la masse de plus-value. Ainsi, il écrit : « *En dernière analyse, la classe capitaliste prise dans sa totalité est intéressée par le montant et non par le taux de profit qu'elle peut réaliser* » (*The Nature of Capitalist Crisis*, p. 242). La classe capitaliste ne serait pas "sensible" à la baisse ou à la hausse du taux de profit, mais à l'augmentation ou à la contraction de la masse de profit qui, à son tour, détermine les capacités d'accumulation. Or, si la masse de profit n'est pas indépendante du taux de profit, elle n'est pas déterminée par lui seul. En effet, si "P" est la masse de profit, "K" le montant du capital avancé et "r" le taux de profit, nous avons :

$$P = r \cdot K$$

Donc, la masse de profit (P) peut rester stationnaire, et même augmenter avec la baisse du taux de profit (r) si le montant du capital (K) augmente. Dans tout cela, rien de très nouveau, c'est exactement ce que raconte Marx dans le chapitre XIII et suivants du Livre III du *Capital* que Strachey cite d'ailleurs abondamment. Certes, rien de très nouveau, mais Strachey va utiliser cela de façon toute particulière par la suite.

Avant d'arriver à ce qu'il y a de particulier chez Strachey, il nous semble nécessaire d'exposer rapidement la façon dont la chute du taux de profit est expliquée p

expliquée chez Marx, car, même si la théorie de Strachey ne repose pas essentiellement sur elle, celle-ci n'en constitue pas moins l'une de ses bases. Le taux de profit, d'après Marx, est le rapport entre la masse de plus-value et le montant du capital total avancé qui a produit cette plus-value, soit :

$$r = \frac{Pl}{K}$$

Le capital total se décompose lui-même en capital constant (matières premières, machines, bâtiments, etc.) noté "C" et en capital variable (forces de travail) noté "V", le taux de profit s'écrit alors :

$$r = \frac{Pl}{C+V}$$

Si, maintenant, nous divisons le dénominateur et le numérateur de la fraction par V, nous obtenons :

$$r = \frac{Pl/V}{C/V+1}$$

Pl/V est le taux de plus-value ou taux d'exploitation et il mesure l'exploitation des travailleurs : plus Pl/V est élevé, plus la masse de surtravail extraite du travailleur est grande. C/V est la composition organique du capital et elle mesure le niveau technologique de la production : plus C/V est grand, plus la technique employée est élaborée.

Ceci dit, Marx — et Strachey à sa suite — admettent que la technologie s'élève au fur et à mesure de l'accumulation du capital et qu'en conséquence C/V augmente. Donc, si C/V tend à augmenter au fur et à mesure de l'accumulation, le taux de profit tend lui à baisser, puisque C/V est au dénominateur de la fraction exprimant le taux de profit, étant supposé que Pl/V reste le même. Nous tenons à préciser, dès maintenant, que cette thèse de la chute du taux de profit est foncièrement critiquable et ne repose que sur un certain nombre d'affirmations indémontrables dans le cadre de la théorie de la valeur de Marx. Nous montrerons ultérieurement en quoi la chute du taux de profit est critiquable, mais pour l'instant faisons acte de foi et admettons-la comme un axiome. Admettons l'évidence de la douleur comme nous le demande Strachey : « *Ce que nous essayons de faire n'est pas de prouver l'existence de ce fait trop douloureusement évident, mais d'arriver à le comprendre.* » (p. 24)

Etant supposée admise la chute du taux de profit, il est clair que maintenir ou augmenter la masse de profit, en dépit de la chute du taux de profit, signifie que le montant du capital avancé doit augmenter de telle sorte que la chute du taux de profit soit compensée par l'accroissement du capital. L'accroissement du capital doit être d'autant plus importante que le taux de profit baisse. Autrement dit, l'accumulation doit aller d'autant plus vite et être d'autant plus grande que le progrès technique va vite, puisque c'est ce dernier qui fait baisser le taux de profit par l'intermédiaire de l'élévation de C/V. Jusqu'ici, encore une fois, rien de très nouveau chez Strachey par rapport à Marx.

OU STRACHEY DEVIENT ORIGINAL

Mais nous voilà arrivé à ce qui nous a semblé original et particulier dans l'ouvrage de Strachey. En supposant que le progrès technique, qui se traduit par l'augmentation de C/V, soit indépendant des capacités d'accumulation, le problème posé par Strachey est le suivant : existe-t-il toujours les capacités d'accumulation suffisantes pour éviter que la baisse du taux de profit se traduise par une contraction de la masse globale de profit ? Ou encore, est-ce que la masse de profit dégagée à une période donnée est suffisante pour augmenter le capital de la période suivante de sorte que la chute du taux de profit entre les deux périodes, due au progrès technique, soit compensée par l'augmentation du capital ? Par exemple, supposons que pour une période donnée le montant du capital soit égal à 100, que la composition organique du capital (C/V) soit égale à 4 et le taux de plus-value soit égal à 100 % (Pl/V), soit un taux de profit de 20 % (1) et une masse de profit de 20 (20 % × 100). Supposons qu'à la période suivante la composition organique du capital (C/V) soit passée à 9 et que le taux de plus-value soit resté le même (100 %), soit un taux de profit de 10 % (2). Alors la masse de profit dégagée à la seconde période peut être tout au plus égale à 12, dans la mesure où le capital de cette seconde période ne peut tout au plus s'élever qu'à 120, c'est-à-dire la somme du capital antérieur (100) et de la plus-value accumulée (20). Dans ce cas, pour que la masse de profit à la seconde période soit au moins égale à la précédente, il faudrait que le montant du capital soit le double de ce qu'il était précédemment, soit 200. Il y a donc un manque de capacité d'accumulation de 80 : il faudrait 200, on ne dispose que de 120.

De là, Strachey passe aux "capitaux nombreux". Autrement dit, il va considérer quels sont les effets de ce que nous venons de voir au niveau du capital global au niveau des différents capitaux individuels. La masse globale des profits se contractant, la valorisation d'un investissement d'un quelconque capital individuel ne peut se faire que par la non-valorisation d'un investissement d'un autre capital individuel, et encore pis par la non-valorisation ou la moindre valorisation d'un capital individuel déjà existant. Dès lors, le capital ou les capitaux individuels qui ne peuvent se valoriser arrêtent de fonctionner, et, de fil en aiguille, par l'intermédiaire des différentes relations d'échange entre les différents capitaux, c'est la crise. Notons que la crise, selon la thèse de Strachey, n'est pas le résultat de l'existence de capitaux nombreux (anarchie de la production), mais celui de l'incapacité devant laquelle est le capital total de se valoriser. La disjonction des différentes relations d'échange entre les capitaux individuels n'est que la façon dont se réalise cette incapacité.

Dans cette situation de crise, il y a à la fois pas assez de valeur (pas assez de plus-value) pour que l'accumulation s'effectue malgré la chute du taux de profit, c'est ce qui est la cause de la crise, et trop de valeur puisque, tenu compte des arrêts de production, des marchandises se trouvent sans marché, donc dans

---

1. $r = \frac{Pl/V}{C/V+1} = \frac{100\ \%}{4+1} = \frac{1}{5} = 20\ \%$

2. $r = \frac{Pl/V}{C/V+1} = \frac{100\ \%}{9+1} = \frac{1}{10} = 10\ \%$

l'incapacité de réaliser leur valeur. Situation qui s'exprime au niveau des politiques économiques proposées dans le dilemne "trop d'argent, pas assez d'argent".

LES QUESTIONS QUE SOULÈVE LA THÈSE DE STRACHEY

La thèse de Strachey soulève deux questions :

1. Qu'est-ce qui provoque le passage brusque d'une composition organique à une autre, ou encore, en tenant compte des variations possibles du taux de plus-value, le passage brusque d'un taux de profit à un autre tel que cette situation arrive ? C'est en effet le développement soudain de la technologie qui a provoqué la chute du taux de profit d'une période sur l'autre.

2. Existe-t-il une issue à la crise ? Si, dans le cadre de la théorie de Strachey, il n'existait pas d'issue à la crise, alors cette théorie serait inutile puisque, selon elle, le capitalisme n'aurait duré que le temps que durent les éphémères.

A la première question, Strachey ne donne pas de réponse. Il se contente de dire que, même en supposant que le développement se fasse de façon "lisse", c'est-à-dire dnas le cas où le progrès technique calquerait son évolution sur celle des capacités d'accumulation, il resterait toujours la descente aux enfers de la chute tendancielle du taux de profit. Argument foncièrement vicieux car il n'y aurait alors plus de crise à expliquer, donc plus d'objet aux propos de Strachey. Par ailleurs, devant cet argument, nous serions amené à développer une critique élaborée de la chute tendancielle du taux de profit dont nous allons donner quelques éléments par la suite. Strachey avance aussi que le décalage soudain résulte de l'usage du crédit qui permettrait au capitalisme de dépasser sans cesse ses limites. A cela il peut être objecté l'hypothèse que le capitalisme peut adapter son système de crédit aux nécessités et contraintes de son accumulation. Hypothèse qui n'est pas plus forte que celle faite par Strachey lui-même sur le caractère "lisse" du développement. Enfin, il fait aussi parfois appel à "l'erreur", "erreur" que rien ne détermine ici-bas. Par ce biais, il réintroduit ce que sa thèse cherche à combattre, à savoir : l'explication des crises en terme d'anarchie de la production.

A la deuxième question, Strachey répond par l'exposé des fameuses "causes qui contrecarrent" la chute du taux de profit. Dans l'exposé qu'en fait Strachey, nous distinguerons deux types de causes : 1) celles qui agissent sur la baisse du taux de profit en tant que celle-ci est une tendance et 2) celles qui peuvent agir sur une baisse du taux de profit en général.

A travers son augmentation du pourquoi et du comment, le premier type de facteurs contrecarre la chute du taux de profit, Strachey conteste, mais sans le réaliser, la validité théorique de la chute du taux de profit elle-même. Il maintient toujours qu'avec le progrès technique s'élève la composition organique du capital, mais il ajoute, sans y voir une contradiction, que ce même progrès technique entraîne une diminution de la valeur de la force de travail par l'augmentation de la productivité dans les secteurs qui produisent les biens salariaux, donc une augmentation du taux de plus-value et donc une élévation du taux de profit. Mais l'influence du progrès technique, d'après Strachey, ne s'arrête pas là. Il touche aussi la production des biens de production, c'est-à-dire le capital constant (C). Si la valeur des biens de production a tendance à baisser, la composition organique du capital (C/V) aura, elle aussi, tendance à baisser, donc le taux de profit à augmenter. Ainsi, Strachey montre, en fait, qu'il n'y a pas de corrélation entre le progrès technique et la chute du taux de profit, en montrant que le progrès technique (ou la productivité du travail) peut contrecarrer la chute du taux de profit en agissant sur la valeur des éléments du capital total : C et V. Il est, dès lors, impossible de dire si la productivité du travail qui, certes, se traduit par une augmentation en volume des moyens de production (C) par rapport aux forces de travail (V), s'exprime par une augmentation similaire en valeur, car la productivité modifie la valeur de C et de V.

Dans le second type de facteurs, nous regroupons : la baisse des salaires réels, la mise en sommeil d'une partie du capital et le recours aux marchés extérieurs. Tout d'abord, voyons la baisse du salaire, la valeur des biens salariaux restant la même. Cette baisse peut être obtenue de deux manières : soit par une diminution de la quantité d'argent qui revient aux travailleurs, soit par une augmentation des prix des biens salariaux. Elle se traduit dans les deux cas par une diminution de la part de valeur qui revient aux travailleurs, donc par une augmentation du taux de plus-value (Pl/V) qui entraîne une élévation du taux de profit. Mais n'oublions pas que nous sommes en temps de crise. Alors, si la baisse des salaires réels permet d'accroître relativement la masse de valeur pouvant être accumulée et permet donc de répondre au terme "pas assez" du dilemme, d'un autre côté, elle accentue absolument l'autre terme du dilemme "trop" dans la mesure où la baisse des salaires tend à diminuer la demande et, par là même, les possibilités de réalisation (3).

Voyons maintenant la mise en sommeil d'une partie du capital. Celle-ci ne pourrait être une solution à la crise (restauration du taux de profit) qu'en supposant que c'est la partie la plus développée

technologiquement qui est mise en sommeil, c'est-à-dire celle qui connaît la plus forte C/V. Dans ce cas, nous aurions effectivement une baisse de C/V, donc une amélioration du taux de profit. Mais si c'est la partie la moins développée technologiquement qui est mise en sommeil, comme le pense Strachey, alors la composition organique du capital (C/V) augmente et le taux de profit baisse. De toute façon, la mise en sommeil d'une quelconque partie du capital ne peut être une solution à la crise dans la mesure où elle diminue la demande globale et accentue ainsi le terme "trop" du dilemme.

Enfin, les marchés extérieurs. Les marchés extérieurs seraient des sources de matières premières à bon marché qui permettraient de faire baisser la valeur de C et de V. Nous ne contestons pas la validité de cet argument, mais il peut être resitué dans un cadre plus global sur la base de la théorie de Strachey. C'est ce que nous allons voir.

En plus de ces deux types de facteurs, Strachey fait constamment référence aux marchés extérieurs en tant que possibilités d'élargissement de la sphère d'accumulation. Mais cette référence n'est jamais développée théoriquement, bien qu'elle soit le principal point d'ancrage de l'explication que Strachey donne de la guerre de 1914, de la crise de 1929 et de la nouvelle guerre à venir.

EXTRAPOLATIONS SUR LA THÈSE DE STRACHEY

Avant de commencer notre lecture entre les lignes, notre travail d'extrapolation, résumons ce que nous a révélé la critique de la thèse de Strachey. Les deux questions que nous avons posées restent sans réponse.

1. Pourquoi le développement des forces productives, alias progrès technique, ne se calque pas sur les capacités d'accumulation ? Nous avons vu que ce qui était avancé par Strachey ne pouvait constituer une réponse.

2. Comment sortir de la crise ? Tout ce qu'il a avancé à ce sujet est non valide puisque le dilemme "trop/pas assez" caractéristique de l'état de crise ne faisait que s'accentuer. Ou encore, comme il le dit lui-même, toutes les variables qu'il a fait jouer pour sortir de la crise sont contraintes ("bound up") par l'état de crise lui-même. Mais, souvenons-nous, ne pas donner de réponse à cette question signifierait que le capitalisme n'a jamais existé ou tout au plus de façon éphémère.

A notre avis, face à ces deux questions, une seule réponse est envisageable dans le cadre de la théorie de Strachey. Il faut qu'il y ait apparition au sein du mode de production capitaliste d'un accroît de valeur qui n'ait donné lieu à aucune production dans le mode de production capitaliste. En effet :

1. L'apparition d'un tel accroît de valeur libérerait le progrès technique des capacités d'accumulation du mode de production capitaliste puisque les capacités d'accumulation ne seraient plus restreintes à la seule plus-value produite par le capitalisme, mais s'augmenterait de cet accroît de valeur.

2. La crise étant le résultat d'un manque à accumuler, et toutes tentatives d'accroître la capacité d'accumulation au sein du mode de production capitaliste tournant dans le cercle infernal du dilemme "trop/pas assez", cet accroît de valeur permettrait de sortir de la crise en augmentant la masse de valeur à accumuler.

La réponse consisterait dès lors à trouver la source d'où peut provenir cet accroît de valeur. Cette source de valeur ne peut se trouver que dans la variable laissée libre dans la théorie de Strachey. Cette variable c'est les marchés extérieurs conçus comme extérieurs au mode de production capitaliste. Parler des marchés extérieurs au sens géographique du terme (en particulier extérieure à une nation) n'aurait aucun sens dans la théorie de Strachey puisqu'il considère le capital dans sa totalité, c'est-à-dire sans différentiations entre branches, secteurs, aires géographiques, etc. Pourtant, Strachey rejette les marchés extérieurs en tant que solution possible. Mais ce rejet se fait non pas au titre de leur incapacité à constituer une sortie à la crise, mais au titre de leur incapacité à enrayer la chute du taux de profit. Or, la question n'est pas de savoir si l'on peut enrayer la chute du taux de profit, mais de savoir s'il y a une issue à la crise, qui n'est pas la chute du taux de profit, comme le dit Strachey lui-même. L'argument de Strachey n'est donc pas pertinent.

Voyons quels mécanismes pourraient faire apparaître cet accroît de valeur.

Le simple contact d'échange entre le capitalisme et les autres modes de production, s'il se couple d'une intégration, peut faire apparaître cet accroît de valeur. Supposons une marchandise X produite par le capitalisme et une chose Y appartenant à un autre mode de production et supposons que, pour diverses raisons, cette marchandise X s'échange contre cette chose Y dans le rapport quantitatif suivant :

$$\text{Marchandise X} = a.\ \text{Chose Y}$$

Avant l'échange, la marchandise X a une valeur (= tant de travail social), mais la quantité de choses Y n'en a pas puisqu'elle appartient à un autre mode de production (si elle en a une, cela ne change rien à l'affaire). Après l'échange, le raisonnement traditionnel dit la chose suivante : la marchandise X passe dans l'autre mode de production, devient ainsi une chose et on ne s'en occupe plus, et la quantité de choses Y passe dans le capitalisme avec la valeur qu'avait précédemment la marchandise X, la quantité de choses Y devient ainsi une quantité de marchandises dont la valeur unitaire de chaque marchandise Y est égale à :

$$\text{Valeur de la marchandise Y} = \frac{\text{Valeur de la marchandise X}}{a}$$

De ce point de vue, il n'y aurait pas d'accroît de valeur, la même quantité de valeur serait représentée par des valeurs d'usages différentes.

Le raisonnement traditionnel oublie que le contact d'échange entre le capitalisme et les autres modes de

3. Ceci fut l'un des arguments centraux de Strachey lui-même contre Hayek, tenant du "trop d'argent" et qui, en conséquence, préconisait pour sortir de la crise soit de baisser les salaires, soit d'augmenter les prix.

production est partiellement intégration de ces derniers dans le capitalisme. Supposons, pour simplifier les choses, que l'on a intégration totale. Alors, après l'échange, le détenteur au préalable de la quantité des choses Y, maintenant en possession de la marchandise X, est intégré au capitalisme. Dans ce cas, la valeur détenue par le capitalisme après l'échange, et en ce qui concerne cet échange, est égale à deux fois celle de la marchandise X, à savoir : d'une part, la valeur de la marchandise X elle-même détenue par l'individu qui vient d'être intégré au capitalisme et, d'autre part, la quantité de choses Y, devenue quantité de marchandises, détenue par l'individu qui était dans le capitalisme avant l'échange. L'échange a donc fait plus qu'une simple substitution de valeur d'usage, il a, en intégrant l'individu possesseur de la chose Y avant l'usage, fait apparaître un surcroît de valeur qui n'existait pas au préalable au sein du capitalisme et qui n'a pas été produit en son sein.

Prenons un exemple. Le capitalisme a produit une certaine quantité de biens de consommation. Il échange celle-ci contre des choses appartenant à un mode de production non-capitaliste. Si les conditions de réalisation de l'échange (y compris la violence) font qu'un certain nombre d'individus du mode de production non-capitaliste ne peuvent continuer à vivre dans ce mode, leur laissant pour seule solution d'aller offrir sur le marché du travail capitaliste leur force de travail, alors le capitalisme disposera de la masse de valeur suivante : 1) les choses qui appartenaient auparavant au mode de production non-capitaliste et qui ont maintenant pour valeur celle des biens de consommation et 2) de nouvelles forces de travail. Nous aurions pu aussi bien prendre l'exemple d'un tracteur.

Un accroît de valeur peut ainsi apparaître au sein du mode de production capitaliste, si une partie de ses échanges avec les autres modes de production s'accompagne de l'intégration d'une partie de ces derniers.

La crise serait alors provoquée par la disparition momentanée, pour des raisons multiples : économiques, politiques, culturelles, etc., de la possibilité de développer des échanges avec les modes de production non-capitalistes qui fassent apparaître un accroît de valeur d'un volume suffisant pour combler le manque à accumuler. Disparition qui révèlerait la structure "rigide" du capitalisme que, par ailleurs, le développement antérieur des échanges avec les modes de production non-capitalistes a contribué à accentuer en permettant au capitalisme d'accumuler au-delà de ses propres capacités. La crise pourrait être alors conçue comme une rétroaction du futur dans le présent de ce que sera la limite ultime de l'accumulation du capital : la disparition totale des milieux non-capitalistes.

OU STRACHEY REJOINT R. LUXEMBURG

Il n'est pas nécessaire de faire de grands développements pour comprendre que cette vision se rapproche de celle de R. Luxembourg (4). En effet, d'après elle, le capitalisme ne peut vivre sans milieu non-capitaliste du fait de l'évolution à la hausse de la composition organique du capital, c'est celle-ci qui provoque l'excédent de biens de consommation et la pénurie de biens de production dans les schémas de reproduction élargie de Marx, et, toujours d'après R. Luxembourg, la limite du développement du capitalisme est la disparition totale de ce milieu que le capitalisme détruit par ailleurs pour réaliser son propre développement. Notons, néanmoins, que R. Luxembourg ne fonde son point de vue que sur l'un des termes du dilemme de la situation de crise : trop de valeur à réaliser, bien que, dans l'analyse de l'impérialisme en Turquie, en Algérie et en Egypte, elle montre l'autre terme. Elle le montre, mais à l'envers, c'est-à-dire qu'au lieu de dire "pas assez", elle dit que les modes de production non-capitalistes donnent quelque chose en "plus" au capitalisme. Autrement dit, elle donne la réponse sans poser la question.

4. Cf. la parution récente chez Spartacus de *Rosa Luxembourg et sa sa doctrine.*

« Les capitalistes et les propriétaires fonciers allemands ont été conduits en 1914 et sont aujourd'hui conduits à tenter de changer par n'importe quel moyen la situation internationale existante parce que la poursuite de leur existence en tant que capitalistes et propriétaires fonciers est devenue incompatible avec cette situation, la situation internationale présente ayant été établie à leurs dépens. Les capitalistes britanniques, français, américains et, dans une moindre mesure, italiens, se sont donné (dans la mesure où c'était objectivement possible) les aires sous-développées nécessaires, l'accès aux matières premières et marchés nécessaires, en général les conditions nécessaires au maintien dans les conditions contemporaines de leur taux de profit au-dessus du niveau minimum (comme il l'a été défini ci-dessus). Mais cela n'a pu être réalisé qu'en privant les capitalistes allemands de ces mêmes conditions d'existence. L'Allemagne a été privée de colonies suffisantes pour y investir et pour en retirer des matières premières et de marchés réservés où les marchandises peuvent se vendre avec profit afin que les puissances victorieuses les obtiennent. » (Strachey, *The Nature of capitalist crisis*, pp. 361-62)

Il ne nous semble pas que nos extrapolations se soient beaucoup éloignées des thèses de Strachey puisqu'il donne une explication assez similaire à celle de R. Luxembourg des guerres mondiales :

DE LA SITUATION INTERNATIONALE PRÉSENTE

La situation internationale avant la guerre de 40-45 était, selon Strachey, la suivante : d'un côté la France et la Grande-Bretagne dont les capitalismes étaient peu dynamiques, nécessitant donc très peu de marchés extérieurs, et qui pourtant, pour des raisons historiques, tenaient la majeure partie des sphères d'accumulation potentielles dans le réseau de leur empire colonial ; et de l'autre côté, l'Allemagne, mais aussi, dans une certaine mesure, les USA et le Japon, aux capitalismes jeunes et dynamiques qui réclamaient des marchés extérieurs. C'est cette situation que tentait de briser la guerre de 14-18, c'est celle-ci qui provoqua la crise de 1929 et c'est elle qui conduisit à la guerre de 1940. Dans le cas de l'Allemagne, le capitalisme a tenté de palei

capitalisme a tenté de palier son manque de profit par une élévation accélérée de la productivité du travail qui, en fait, n'a fait qu'accentuer son besoin en marchés extérieurs. Le développement accéléré de la productivité du travail et le besoin croissant en marchés extérieurs qui en découlait a conduit l'Allemagne à édifier un type d'Etat écrasant les travailleurs et à mener une politique militaire agressive.

Poursuivons l'analyse dans les termes de Strachey. La guerre de 40-45, si elle a été politiquement et militairement une défaite de l'Allemagne nazie, a été, du point de vue économique, une victoire des jeunes capitalismes nés avant la guerre de 14-18 : USA, Japon, Allemagne. Victoire qui s'est faite aux dépens de la Grande-Bretagne et de la France qui, peu à peu, ont été contraintes de renoncer à leur empire colonial, libérant ainsi des sphères d'accumulation.

Mais la victoire politique et militaire sur l'Allemagne nazie en 1945 a conduit à un renforcement des pays dits "socialistes" qui, constitués en "bloc" face aux pays occidentaux, a contribué à l'apparition d'une nouvelle situation internationale caractérisée par le gel des sphères d'accumulation potentielles.

La période d'après-guerre a été caractérisée pour les pays occidentaux par une expansion économique généralisée. Parmi ces pays, on peut distinguer *grosso modo* trois groupes. Le premier, constitué de l'Allemagne, des USA et du Japon, a réalisé son expansion sur la base des sphères d'accumulation libérées par la décolonisation. Le second, constitué de la France et de l'Italie, qui connaissait jusqu'alors un faible développement industriel, a entrepris une reconversion difficile, fondée principalement sur la destruction des milieux non-capitalistes internes à leur territoire national. Cette reconversion impliquait une modification de la structure politique et culturelle de celles-ci : elle a été réalisée en France à partir de 1945 pour trouver son apothéose en 1958, tandis qu'en Italie, elle n'en finit pas de finir. Enfin, un dernier groupe, la Grande-Bretagne, poursuit son "train-train" comme si 1945 n'avait pas existé.

Les pays "socialistes", après avoir connu pour la plupart un développement industriel important, sur la base, entre autres, de la destruction/intégration de leur mode de production agricole, se heurtent aujourd'hui, tant du point de vue de leur politique intérieure qu'extérieure, aux structures politiques et culturelles issues de leur "révolution".

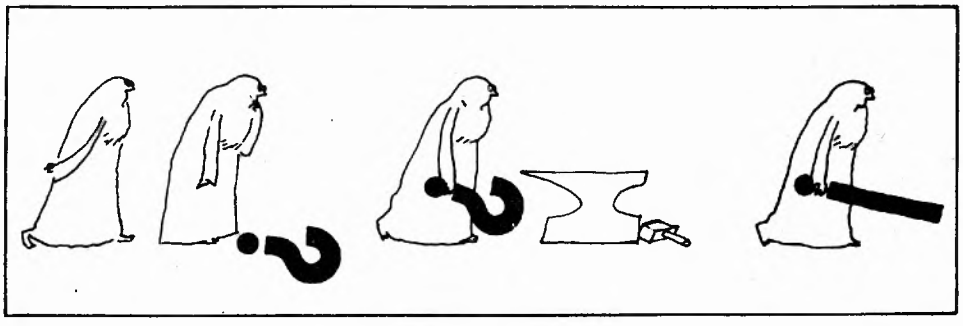
Enfin, au milieu des deux "blocs", il y a des pays soit passés sous domination de l'un ou de l'autre, soit qui jouent de la rivalité entre les deux pour se donner l'illusion du "non-alignement".

Ainsi, la situation internationale présente pourrait être caractérisée de la façon suivante : D'un côté, les pays "socialistes" dont le développement industriel (autant une nécessité pour se maintenir qu'un objectif proclamé du "socialisme") nécessite une modification de leur structure politique et culturelle, qui ne peuvent sans cela ni poursuivre la destruction/intégration des rapports économiques archaïques en leur sein, ni *a fortiori* l'accomplir à l'extérieur, et qui pourtant, pour des raisons diplomatiques et militaires, tiennent en plus de leur territoire national une bonne partie des sphères d'accumulation potentielles à l'échelle mondiale. De l'autre côté, les pays occidentaux à la recherche de débouchés, d'autant plus nécessaires que l'expansion d'après-guerre s'est accompagnée d'un développement technologique important.

Contradiction qui se couple d'un effet modérateur dans la mesure où les pays "socialistes" ne peuvent poursuivre leur développement industriel et donc modifier leur structure politique et culturelle sans bouleversements sociaux que sur la base d'une aide technologique et financière des pays occidentaux, et dans la mesure où les pays "socialistes" se présentent comme des sphères d'accumulation lucratives pour les pays occidentaux, autrement dit dans la mesure où les uns et les autres ont tout intérêt au développement des échanges dans la coexistence pacifique, la détente Est-Ouest, la stratégie du ping-pong.

Ceci dit pour la contradiction que le capitalisme doit résoudre pour sortir de la crise. Mais il est bien évident que cette contradiction s'accompagne d'autres contradictions internes à chaque "bloc" : concurrence USA, Japon, CEE pour s'emparer les premiers des marchés, concurrence URSS, Chine dans la détente avec l'Occident pour bénéficier de l'aide. Mais ces dernières contradictions ne peuvent trouver de solution en dehors de la première, même si, par ailleurs, les politiques qu'elles suscitent peuvent tendre à résoudre la première.

R. HUSSON



LE GROUPE OCTOBRE

par Michel FAURÉ
(Christian Bourgois éditeur)

Le groupe "Octobre" n'a pas seulement pris place dans l'histoire littéraire pour avoir suscité, interprété, diffusé dans les masses populaires les textes les plus percutants de Jacques Prévert, il doit aussi sa célébrité aux personnalités marquantes qu'il a réunies et aux acteurs réputés dont la vocation a pu s'y confirmer ou s'y révéler. Rien donc d'étonnant que des légendes aient auréolé cette troupe qui fit de l'agitation-propagande révolutionnaire entre 1932 et 1936 et que lui soient consacrées, autant en France qu'en d'autres pays, des études sérieuses et des thèses universitaires. Pourtant les membres du Groupe — comme l'a signalé Raymond Bussières qui en fit partie du début à la fin — n'avaient pas eu souci de tenir un journal ou de conserver des notes pour la postérité, trop loin de penser qu'il y aurait, pour s'intéresser à eux encore quarante ans plus tard et un peu partout dans le monde, des milliers de gens appartenant à de nouvelles générations. Michel Fauré, l'auteur du livre, est l'un d'entre eux. Bien qu'il n'ait pas vécu à l'époque du Groupe il s'est attaché à en retrouver la physionomie, à recréer l'ambiance de cette bande de copains qui manifestaient avec audace leurs révoltes et leur foi révolutionnaire par le sarcasme, la farce caustique, le mot d'esprit, l'immense rigolade. Leurs interventions rapides, à peu près improvisées dans le travail collectif, leur fréquente participation directe aux luttes ouvrières se sont toujours situées dans le cadre de l'activité sociale et politique de l'époque.

Grâce à un choix pertinent de textes (presque tous de Jacques Prévert mais aussi de Guy Decomble et de Louis Bonin dit Lou Tchimoukow) connus, inédits ou même heureusement retenus de mémoire par Bussières, grâce aussi à des témoignages écrits et à des propos recueillis auprés d'anciens membres de la troupe, une image assez fidèle du groupe Octobre s'anime dans ces pages où, avec l'emploi fréquent du "retour en arrière", une grande liberté dans la construction rappelle la désinvolture caractéristique. Un reproche à faire à ce livre (mais qui ne concerne pas l'auteur) c'est son prix qui, sans être exorbitant, le destine tout de même à une intelligentzia à l'aise plutôt qu'au public populaire. Mieux aurait valu le publier en édition de poche. Si, comme il est souhaitable, cela se faisait, Michel Fauré pourrait profiter de la réédition pour voir s'il peut rectifier certaines inexactitudes de détail. Dans un ouvrage très attrayant par ses anecdotes mais qui, pour se dégager des légendes, est le fruit d'une difficile et persévérante recherche de documentation authentique, les erreurs de détail ont beaucoup d'importance. Qu'il y en ait, malgré des confrontations, dans les *témoignages de bonne foi* oraux ou écrits, c'est inévitable : par exemple les anciens amis de Marcel Duhamel en ont relevé plus d'une dans son *Raconte pas ta vie* souvent cité. Mais il y a — et c'est beaucoup plus sérieux — des erreurs dues à des témoignages tendancieux : ainsi pour la scission du groupe *Prémices* fondé par Roger Legris et d'où sortit le groupe Octobre, plusieurs témoignages de même inspiration donnent la seule version des scissionnistes. Si l'auteur s'était informé auprès de la partie adverse, il aurait appris — mais l'aurait-il dit ? — que le torpillage de *Prémices* ne fut rien d'autre qu'une opération devenue classique de "noyautage" stalinien et peut-être aurait-il moins ajouté foi au dénigrement à l'égard de Roger Legris. En tout cela, bien entendu, les Prévert et leurs amis ignoraient l'affaire et finalement ce sont les stratèges staliniens qui furent refaits parce qu'ils n'ont pas pu s'imposer à Jacques Prévert, donc pas plus qu'à Legris. Outre ces erreurs d'origine tendancieuse il y a des sortes de petites inexactitudes implicites créées par le désordre chronologique; par exemple il est dit qu'en 1936, après le succès du Front Populaire, chez J.-L. Barrault « *au sein de l'allégresse collective, la lucidité reste vigilante* » ; suit un texte où Barrault dit que la guerre devait venir trois ans après ; on peut donc croire son texte prophétique quand on ne pense pas sur le coup qu'il a été écrit des dizaines d'années plus tard ; le lecteur non averti s'y méprend. De même, pour confirmer que Roger Blin est entré à Octobre « *déjà précédé d'une flatteuse réputation* », ce qui est vrai, l'auteur cite un éloge fait plusieurs années après par Boris Vian. Ces anachronismes sont un peu gênants ; il n'y a quand même pas là, bien sûr,

de quoi fouetter un chat et l'on doit souhaiter beaucoup de lecteurs pour ce livre... surtout quand il coûtera moins cher...

S. RUBAK

HURRAH!!! OU LA REVOLUTION PAR LES COSAQUES

Charles-Ernest Coeurderoy (1825-1862) est une figure révolutionnaire particulièrement occulte. En dépit d'une certaine "récupération" par l'entreprise éditoriale après Mai 68 — à ce propos, J. Le Glou, dans sa préface, dénonce avec humour et rage une certaine "anthologie" due à Raoul Vaneigem, "situationniste en chef", et publiée à *Champ libre* —, Coeurderoy demeure malgré tout inconnu ou méconnu. En publiant son maître-livre, Roger Langlade et les éditions *Plasma*, aidés par J. Le Glou, permettent de découvrir une des pensées les plus radicales qu'on puisse entendre. Coeurderoy a vécu une période intense, tant pour la France que pour le monde. C'est l'époque où le mouvement ouvrier commence à s'organiser. Partout, les vieilles structures craquent : développement du carbonarisme, émeutes en Ourel, Journées de 1830, en attendant celles de 1848, premières organisations ouvrières, Europe en ébullition, grèves ici et là, répressions et sociétés secrètes, blanquisme, anarchisme, et bientôt communisme.

Ernest Coeurderoy, en 1848, fait partie des Comités Socialistes. Après des études de médecine, il a été interne à la Salpêtrière, aux Enfants Malades, puis à l'Hôtel-Dieu. En 1849, il démissionne du Comité démocratique socialiste des élections et, après la manifestation du 13 juin, il doit s'exiler pour Genève. Un exil qui ne va plus finir. Un exil qui va le promener de Genève à Londres, de Londres à Bruxelles, de Bruxelles en Espagne. Il publie au fil des années divers opuscules dont *La barrière du combat, De la révolution dans l'Homme et dans la Société.* En 1854, paraissent *Jours d'exil* et *Hurrah !!! ou la révolution par les Cosaques.*

Avec ce gros livre, Coeurderoy s'affirme définitivement comme le dernier utopiste révolutionnaire. Voilà un cri, une imprécation, une prophétie, un défi. Un flot tumultueux de lave brûlante. Que dit pour l'essentiel Ernest ? Il dit qu'il faut abattre la Civilisation, qu'une "révolution intégrale" est nécessaire. Il appelle les Cosaques — au vrai, les Kalmouks du Prince Tumène — à écraser l'infâme ordre établi, à faire "table rase". Il annonce l'apocalypse joyeuse, il crie : « *Le Bonheur, c'est la Loi ! Et l'Amour, c'est la Vie !* »

Pour lui, la "race slave" est porteuse de salut et, à ce sujet, il "polémiquera" amicalement avec Herzen. L'important n'est pas qu'il erre un peu, mais qu'il soit le *poète de la révolution*, celui qui voit assez loin pour voir les "nouveaux chefs" — que son ami Joseph Déjacque clouait lui aussi au pilori — prendre en mains les destinées du "Prolétariat". Contre ceux-là, contre les "têtes molles" du genre Victor Hugo, il se déchaîne littéralement. « *Il faut, enfin, ou que le peuple règne sans réserve, ou qu'il abdique.* » Point de salut, donc, ni avec les républicains de gauche, ni avec les blanquistes, ni avec les marxistes, ni même avec les "anarchistes" intégrés. « *Je végète en civilisation.* » Il ajoute : « *Qu'elles viennent, les hordes du nord* ». Comme l'écrit J. Le Glou, « *il est en désespoir permanent, en suicide quotidien* ». Coeurderoy en appelle à la destruction totale de l'ennemi. Son projet révolutionnaire est au plus haut degré "radical". « *Il faut que la révolution s'accomplisse.* »

Ces centaines de pages emportent le lecteur comme un ouragan. Coeurderoy y mêle des considérations scientifiques, politiques, historico-géographiques, des hurlements de flamme, des morceaux de vision incendiaire. Certains souriront et retourneront au sérieux de "Marx". Ce serait se voiler les yeux. Coeurderoy *dit* la révolution, la criminalité romantique qu'implique tout bouleversement authentique. Il ne ment pas, lui, comme tous ceux qui depuis des siècles promettent le "Bonheur" pour peu qu'on les laisse agir à leur guise. *Demain on rase gratis.* Les dents de Coeurderoy y grincent de colère, de rage, de souffrance, d'amour. Oui, d'amour. Car c'est d'amour que cet homme est rongé. Un lépreux de lumière. Il n'a pas de "plan", il n'a pas "d'organisation" à sa dévotion. Il n'est point "pape d'église". De tout cela, il ne veut pas. Il affirme seulement la *nécessité*. Avec une langue-vitriol. Brûlé de fièvre, Coeurderoy trace l'issue. Son livre prend tout son sens, si l'on écoute Joseph Déjacque : « *Ce n'est pas seulement des bords de la Neva ou du Danube que surgiront désormais les hordes de barbares appelés au sac de la Civilisation, mais des bords de la Seine et du Rhône, de la Tamise et du Tage, du Tibre et du Rhin... C'est du sillon creux, c'est du fond de l'atelier... c'est avec la faim au ventre... c'est sous le nom général de "Prolétariat"... C'est de Paris, Londres, Vienne, Berlin, Madrid, Lisbonne, Rome, Naples, que débordera le torrent dévastateur. Ce n'est pas les ténèbres, cette fois, que les Barbares apporteront au monde, c'est la lumière.* »

On en conviendra aisément, nous entendons là un souffle autrement plus vivifiant que le petit vent asthmatique qui fait tourner lugubrement les pages du "Programme commun".

A. MAURER

Ernest COEURDEROY : *HURRAH !!! OU LA RÉVOLUTION PAR LES COSAQUES,* Collection "Table rase", Editions Plasma, textes établis et présentés par Jacques Le Glou, 487 pages.

SUBVERSAO INTERNATIONAL

Au Portugal, alors que des ministres ex-fascistes du CDS siègent côte à côte avec des ministres ex-anti-fascistes du PS, que le PC recrute les gauchistes en mal d'efficacité, la répression s'abat sur tous ceux qui ont cru et agi pour une société non-capitaliste. C'est ainsi que, par exemple, un nombre fort important de militants non-PC, actifs dans les coopératives agricoles ou dans les organisations de base, se trouvent licenciés et mis sur des listes noires, et dans l'impossibilité ainsi de trouver un travail pour subsister !

Dans une situation de déprime généralisée commencent à apparaître les premiers signes d'une réflexion critique sur un passé encore proche. Ici et là, des noyaux cherchent à trouver de nouvelles formes d'expression en dehors des canaux partidaires omniprésents. *Subversao International* est une nouvelle revue d'un de ces groupes. Des textes sur la montée de la délinquance dans une société en crise, le mouvement social en Espagne, la RAF, la Réforme agraire. Une remarque : l'absence d'une analyse cohérente sur la situation portugaise et l'utilisation d'un langage spécialisé qui ne pourra que rendre l'isolement plus pesant et la discussion des vraies questions plus difficile.

Subversao Internacional, novembre 77, Apartado 2500, Lisboa, Portugal.

G. Plekhanoff

LA CONCEPTION MATÉRIALISTE DE L'HISTOIRE

I

Lorsque l'historien, j'entends un de ceux qui ne se sont pas privés du don de généralisation, embrasse par la pensée le passé et le présent du genre humain, il voit se dérouler un spectacle grandiose et merveilleux. En effet, vous savez sans doute que la science moderne suppose que l'homme existe sur notre globe depuis l'ancien quaternaire, c'est-à-dire depuis au moins 200.000 ans. Mais si nous faisons abstraction de ces calculs toujours hypothétiques, si nous admettons, comme on admettait dans le bon vieux temps, que l'homme a paru sur terre environ 4.000 ans avant l'ère chrétienne, nous avons quelque chose comme 200 générations qui sont venues l'une après l'autre pour disparaître comme disparaissent les feuilles dans la forêt à l'approche de l'automne. Chacune de ces générations, que dis-je, presque chaque individu faisant partie de chaque génération a poursuivi ses propres buts : chacun a lutté pour sa propre existence ou pour l'existence de ses proches ; et pourtant il y a eu un mouvement d'ensemble, il y a eu ce que nous appelons l'*histoire du genre humain*. Si nous rappelons à notre mémoire l'état de nos ancêtres, si nous nous représentons, par exemple, la vie des hommes de cette race qui peuplait les habitations dites lacustes, et si nous comparons cette vie à celle des Suisses de nos jours, nous apercevons une énorme différence. La distance qui sépare l'homme de ses parents plus ou moins anthropomorphes s'est agrandie ; le pouvoir de l'homme sur la nature s'est augmenté. Il est donc très naturel, je dirai plus, il est inévitable de se demander quelles ont été les causes de ce mouvement et de ce progrès.

Cette question, la grande question des causes du mouvement historique et du progrès du genre humain est celle qui constitue l'objet de ce qu'on appelait autrefois la philosophie de l'histoire et qu'on ferait, me semble-t-il, mieux de désigner du nom de conception de l'histoire, c'est-à-dire de l'histoire *considérée comme science, ne se contentant pas d'apprendre comment les choses se sont passées, mais, voulant savoir pourquoi elles se sont passées d'une telle manière et non pas d'une autre.*

Comme toute chose, la philosophie de l'histoire a eu son histoire à elle ; je veux dire qu'à différentes époques les hommes qui s'occupaient de la question du *pourquoi* du mouvement historique ont répondu d'une façon différente à cette grande question. *Chaque époque avait sa philosophie de l'histoire à elle.* Vous m'objecterez peut-être que souvent à une même époque historique il n'y avait pas *seulement une* mais plusieurs écoles de philosophie de l'histoire. J'en tombe d'accord, mais je vous prie de considérer que les différentes écoles philosophiques propres à une période donnée de l'histoire ont toujours entre elles quelque chose de commun qui permet de les envisager comme différentes espèces d'un même genre. Il y a naturellement aussi des survivances. Nous pouvons donc dire, pour simplifier le problème, que *chaque période historique a sa propre philosophie de l'histoire.* Nous allons en étudier quelques-unes. Je commence par la *philosophie ou conception théologique de l'histoire.*

La conception théologique de l'histoire

Qu'est-ce que la philosophie ou conception théologique de l'histoire ? Cette conception est la plus primitive, elle est intimement liée aux premiers efforts faits par la pensée humaine pour se rendre compte du monde extérieur.

En effet, la conception la plus simple que l'homme puisse se faire de la nature, c'est d'y voir non pas des phénomènes dépendant les uns des autres et soumis à des lois invariables, mais des événements produits par l'action d'une ou de plusieurs volontés semblables à la sienne. Le philosophe français *Guyau* dit, dans un de ses livres, qu'un enfant en sa présence traitait la lune de *méchante* parce qu'elle ne voulait pas se montrer ; cet enfant considérait la lune comme un être animé, et, comme cet enfant, l'homme primitif *anime* toute la nature. *L'animisme* est la première phase du développement de la pensée religieuse, et le premier pas de la science, c'est d'écarter l'explication animiste des événements de la nature et de les concevoir comme des phénomènes soumis à des lois. Tandis qu'un enfant croit que la lune ne se montre pas parce qu'elle est méchante, un astronome nous explique l'ensemble des conditions naturelles qui, à un moment donné, nous permettent ou nous empêchent de voir tel ou tel astre. Or, tandis que dans l'explication *de la nature,* les progrès de la science ont été relativement rapides, la science de la société humaine et de son histoire n'avançait qu'avec beaucoup plus de lenteur. On admettait l'explication animiste des événements historiques à des époques où l'on se moquait déjà de l'explication animiste des phénomènes de la nature.

Dans des sociétés souvent très civilisées, on trouvait tout à fait permis d'expliquer le mouvement historique de l'humanité comme la manifestation de la volonté d'une ou de plusieurs divinités. Cette explication de l'histoire par l'action de la divinité constitue ce que nous appelons la *conception théologique de l'histoire.*

Pour vous donner deux exemples de cette conception, je vais caractériser ici la philosophie historique de deux hommes célèbres : saint Augustin, évêque d'Hippone, et Bossuet, évêque de Meaux.

Saint Augustin envisage les événements historiques comme soumis à la Providence divine et, qui plus est, il est persuadé qu'on ne peut les envisager autrement.

« Considérez ce Dieu souverain et véritable, dit-il, ce Dieu unique et tout-puissant, auteur et créateur de toutes les âmes et de tous les corps... qui a fait de l'homme un animal raisonnable composé de corps et d'âme, ce Dieu, principe de toute règle, de toute beauté, de tout ordre, qui donne à tout le nombre, le poids et la mesure, de qui dérive toute production naturelle, quels qu'en soient le genre et le prix, je demande s'il est croyable que ce Dieu ait souffert que les empires de la terre, leur domination et leur servitude restassent étrangers aux lois de la Providence » (*Cité de Dieu,* traduction Emile Saisset, livre V, chap. XI, pp. 292-293).

Ce point de vue général, saint Augustin ne le quitte dans aucune de ses explications historiques.

S'agit-il d'expliquer la grandeur des Romains, l'évêque d'Hippone nous raconte avec beaucoup de détails comme quoi elle entrait dans les vues de la Divinité :

« Après que les royaumes d'Orient eurent brillé sur la terre pendant une longue suite d'années, Dieu voulut que l'empire d'Occident, qui était le dernier dans l'ordre des temps, devint le premier de tous par sa grandeur et son étendue ; et comme il avait à dessein de se servir de cet empire pour châtier un grand nombre de nations, il le confia à des hommes passionnés pour la louange et l'honneur, qui mettaient la gloire dans celle de la patrie et étaient toujours prêts à se sacrifier pour son salut, triomphant ainsi de leur cupidité et de tous les autres vices par ce vice unique : l'amour de la gloire. Car, il ne faut pas se le dissimuler, l'amour de la gloire est un vice..., etc. » (p. 301).

S'agit-il d'expliquer la prospérité du premier empereur chrétien Constantin, la volonté divine lève toute difficulté :

« Le bon Dieu, nous dit saint Augustin, voulant empêcher ceux qui l'adorent... de se persuader qu'il est impossible d'obtenir les royaumes et les grandeurs de la terre sans la faveur toute-puissante des démons, a voulu favoriser l'empereur Constantin, qui, loin d'avoir recours aux fausses divinités, n'adorait que la véritable, et de le combler de plus de biens qu'un autre n'en eût seulement osé souhaiter » (t. I, pp. 328-329).

S'agit-il enfin de savoir pourquoi une guerre durait plus longtemps qu'une autre, saint Augustin nous dira que Dieu l'avait voulu ainsi : « De même qu'il dépend de Dieu d'affliger ou de consoler les hommes, selon les conseils de la justice et de sa miséricorde, c'est lui aussi qui règle les temps des guerres, qui les abrège ou les prolonge à son gré » (p. 323, tome I).

Vous le voyez, saint Augustin reste toujours fidèle à son principe fondamental. Malheureusement, il ne suffit pas d'être fidèle à un principe donné pour trouver la juste explication des phénomènes. Il faut avant tout que le philosophe de l'histoire étudie soigneusement tous les faits qui ont précédé et accompagné le phénomène qu'il cherche à expliquer. Le principe fondamental ne peut et ne doit jamais servir que de fil conducteur dans l'analyse de la réalité historique. Or la théorie de saint Augustin est insuffisante sous les deux rapports indiqués. Comme méthode d'analyse de la réalité historique, elle est nulle. Et quant à son principe fondamental, je vous prie d'observer ceci. Saint Augustin parle de ce qu'il appelle les lois de la providence avec tant de conviction et avec tant de détails, qu'on se demande, en le lisant, s'il n'a pas été le confident intime de son Dieu. Et le même auteur, avec la même conviction, avec la même fidélité à son principe fondamental, et dans le même ouvrage, nous dit que *les voies du Seigneur sont insondables.* Mais s'il en est ainsi, pourquoi entreprendre la tâche nécessairement ingrate et stérile de les sonder ? Et pourquoi nous indiquer ces insondables voies comme une explication des événements de la vie humaine ? La contradiction est palpable, et puisqu'elle est palpable, on a beau avoir la foi fervente et inébranlable, on est forcé de renoncer à l'interprétation théologique de l'histoire si l'on tient tant soit peu à la logique et si l'on ne veut pas prétendre que l'*insondable,* c'est-à-dire *l'inexplicable,* explique et fait comprendre toute chose.

Passons à Bossuet. Comme saint Augustin, Bossuet, dans sa conception de l'histoire, se place au point de vue théologique. Il est persuadé que les destinées historiques des peuples, ou, comme il s'exprime, les révolutions des empires sont réglées par la Providence.

Ces empires dit-il dans son *Discours sur l'histoire universelle,* ont une liaison nécessaire avec l'histoire du peuple de Dieu. Dieu s'est servi des Assyriens et des Babyloniens pour châtier ce peuple ; des Perses, pour le rétablir, d'Alexandre et de ses premiers successeurs, pour le protéger ; d'Antiochus l'Illustre et de ses successeurs, pour l'exercer ; des Romains, pour soutenir sa liberté contre les rois de Syrie, qui ne songeaient qu'à le détruire. Les Juifs ont duré jusqu'à Jésus-Christ sous la puissance des mêmes Romains. Quand ils l'ont méconnu et crucifié, ces mêmes Romains ont prêté leurs mains sans y penser, à la vengeance divine et ont exterminé ce peuple ingrat. » (*Discours,* éd. Garnier frères, p. 334.)

En un mot, tous les peuples et tous les grands empires qui, l'un après l'autre apparurent sur la scène historique ont concouru par divers moyens au même but : *au bien de la religion chrétienne et à la gloire de Dieu.* Bossuet découvre à son élève les secrets jugements de Dieu sur l'empire romain et sur Rome même, en se basant sur la révélation que le Saint-Esprit a faite à saint Jean et que celui-ci a expliquée dans l'Apocalypse. Il parle, lui aussi, comme si les voies du Seigneur avaient cessé d'être *insondables,* et, chose bien digne d'attention, le spectacle du mouvement historique ne lui inspire que le *sentiment de la vanité des choses humaines.*

« Ainsi, dit-il, quand vous voyez passer comme en un instant devant vos yeux, je ne dis pas les rois et les empereurs, mais ces grands empires qui ont fait trembler tout l'univers ; quand vous voyez les Assyriens anciens et nouveaux, les Mèdes, les Perses, les Grecs, les Romains, se présenter successivement, et tomber, pour ainsi dire, les uns sur les autres, ce fracas effroyable vous fait sentir qu'il n'y a rien de solide parmi les hommes, et que l'inconstance et l'agitation est le propre partage des choses humaines. » (*Discours,* p. 339.)

Ce *pessimisme* est un des traits les plus remarquables de la philosophie historique de Bossuet. Et, tout bien considéré, il faut avouer que ce trait rend fidèlement le caractère essentiel du christianisme. Le christianisme promet à ses fidèles de la consolation, beaucoup de consolation ! Mais comment les console-t-il ? En les détachant des choses d'ici-bas, en les persuadant que tout est vanité sur la terre et que le bonheur n'est possible pour les humains qu'après la mort. Je vous prie de retenir ce trait dans votre mémoire ; il vous donnera dans la suite un terme de comparaison.

Un autre trait remarquable de la philosophie historique de Bossuet, c'est que, dans l'interprétation des événements historiques, il ne se contente pas, comme saint Augustin, d'en appeler à la volonté du bon Dieu, mais porte déjà son attention vers ce qu'il appelle *les causes particulières des révolutions des empires.*

« Car ce même Dieu — dit-il — qui a fait l'enchaînement de l'univers, et qui, tout-puissant par lui-même, a voulu aussi que le cours des choses humaines eût sa

suite et ses proportions ; je veux dire que les hommes et les nations ont eu des qualités proportionnelles à l'élévation à laquelle ils étaient destinés ; et qu'à la réserve de certains coups extraordinaires, où Dieu voulait que sa main parût toute seule, il n'est point arrivé de grands changement qui n'ait eu ses causes dans les siècles précédents. Et comme, dans toutes les affaires, il y a ce qui les prépare, ce qui détermine à les entreprendre, et ce qui les fait réussir, la vrai science de l'histoire est de remarquer dans chaque temps ces secrètes dispositions qui ont préparé les grands changements et les conjonctures importantes qui les ont fait arriver. » (*Discours*, pp. 339-340).

Ainsi, d'après Bossuet, il arrive bien dans l'histoire des événements où la main de Dieu paraît toute seule, où, en d'autres termes, Dieu agit d'une *façon immédiate*. Ces événements-là, ce sont, pour ainsi dire, des *miracles historiques*. Mais, pour la plupart des cas et dans la marche ordinaire des choses, les changements qui ont lieu à une époque donnée ont leurs causes dans les époques précédentes. *La tâche de la vraie science est d'étudier ces causes qui n'ont rien de surnaturel, puisqu'elles ne tiennent qu'à la nature des hommes et des nations.*

Dans sa conception théologique de l'histoire, Bossuet fait donc une large place à *l'explication naturelle des événements historiques*. Il est vrai que cette explication naturelle est, chez lui, intimement liée à *l'idée théologique* : c'est toujours le bon Dieu qui donne aux hommes et aux nations des qualités proportionnelles à l'élévation à laquelle il les destine. Mais, une fois données, ces qualités agissent toutes seules, et *tant qu'elles agissent*, nous avons *non seulement le droit mais le devoir*, Bossuet le dit catégoriquement, *de chercher l'explication naturelle de l'histoire*.

La philosophie historique de Bossuet a, sur celle de saint Augustin, le grand avantage d'insister sur la nécessité d'étudier les causes particulières des événements. Mais cet avantage n'est, au fond, qu'un aveu, inconscient et involontaire sans doute, de *l'impuissance* et *de la stérilité* de la conception théologique proprement dite, c'est-à-dire de la méthode qui consiste à *expliquer les phénomènes par l'action d'un ou de plusieurs agents surnaturels*.

Cet aveu, les ennemis de la théologie en surent bien tirer parti au siècle suivant.

Le plus redoutable parmi ces ennemis, le *patriarche de Ferney, Voltaire*, dit très malicieusement dans son célèbre *Essai sur les mœurs des Nations* : « Rien n'est plus digne de notre curiosité que la manière dont Dieu voulut que l'Eglise s'établit en faisant concourir les causes secondes à ses décrets éternels. Laissons respectueusement ce qui est divin à ceux qui en sont les dépositaires, et attachons-nous uniquement à l'historique. » (*Essai*, édition de Beuchot, t. I, p. 346).

La conception idéaliste de l'histoire

La conception théologique de l'histoire est donc mise respectueusement de côté. Voltaire s'attache à l'*historique*, il s'efforce d'expliquer les phénomènes par leurs causes secondes, c'est-à-dire *naturelles*. Mais en quoi consiste la science, si ce n'est dans l'explication naturelle des phénomènes ?

La philosophie historique de Voltaire est un *essai d'interprétation scientifique de l'histoire*.

Considérons cet essai d'un peu plus près. Voyons, par exemple, *quelles ont été*, d'après Voltaire, *les causes de la chute de l'empire romain*.

La décadence romaine a été longue et lente, mais parmi les fléaux qui ont causé la chute du colossal empire, Voltaire fait ressortir surtout les deux suivants : 1° les *Barbares* ; 2° les *disputes de religion*.

Les Barbares ont détruit l'empire romain. Mais pourquoi, demande Voltaire, les Romains ne les exterminèrent-ils pas, comme Marius avait exterminé les Cimbres ? C'est qu'il ne se trouvait point de Marius. Et pourquoi ne se trouvait-il point de Marius ? Parce que les mœurs des Romains avaient changé. Le symptôme le plus éclatant de ce changement dans les mœurs, c'est que l'empire romain avait alors plus de moines que de soldats. « Ces moines couraient en troupes de ville en ville pour soutenir ou pour détruire la consubstantialité du Verbe... » (*Ibid.*, t. I, p. 377.)

« Comme les descendants de Scipion étaient devenus des controversistes, comme la considération personnelle était passée des Hortensius et des Cicéron aux Cyrille, aux Grégoire, aux Amboise, tout fut perdu ; et si l'on doit s'étonner de quelque chose, c'est que l'empire romain ait subsisté encore un peu de temps. » (*Ibid.*, t. I, p. 377.)

Vous voyez bien ici quelle était, d'après Voltaire, la cause principale de la chute de Rome. *Cette cause, c'est le triomphe du christianisme.* D'ailleurs Voltaire le dit lui-même avec son ironie mordante : « Le christianisme ouvrait le ciel, mais il perdait l'empire. » (*Ibid.*, t. I, p. 337.)

A-t-il eu raison, a-t-il eu tort ? C'est ce qui ne nous regarde pas maintenant. Ce qui nous importe, c'est de nous rendre compte exactement des idées historiques de Voltaire. L'examen critique de ces idées ne viendra qu'ensuite.

Donc, nous voyons que, selon Voltaire, le christianisme a perdu l'empire romain. Humainement parlant, il est permis sans doute de demander *pourquoi le christianisme a triomphé de Rome ?*

Pour Voltaire, le principal instrument de la Victoire des chrétiens fut *Constantin*, qu'il nous représente conformément à la vérité historique. Mais un homme, fût-il empereur, et fût-il très méchant et très superstitieux, serait-il jamais capable d'assurer le triomphe d'une religion ?

Voltaire croyait que oui. Et, pour le croire, il n'était pas le seul de son siècle. Tous les philosophes le croyaient aussi. Comme exemple, je vous citerai les considérations d'un autre écrivain sur l'origine du peuple juif et sur le christianisme.

Si la *conception* théologique de l'histoire consiste à expliquer l'évolution historique par la volonté et l'action, directe ou indirecte, d'un ou de plusieurs agents surnaturels, la *conception idéaliste* — dont Voltaire et ses amis étaient les partisans convaincus — consiste à expliquer cette même évolution par l'évolution des mœurs et des idées, ou de *l'opinion, comme on s'exprimait au dix-huitième siècle.*

« J'entends par opinion, dit Suard, le résultat de la masse de vérités et d'erreurs répandues dans une nation ; résultat qui détermine ses jugements d'estime ou de mépris, d'amour ou de haine, qui forme ses penchants et ses habitudes, ses idées et ses vertus, en un mot, ses mœurs ». (Suard, *Mélanges de Littérature*, III, p. 400).

Puisque c'est l'opinion qui gouverne le monde, il est évident que l'opinion est la cause fondamentale, la cause la plus profonde, du mouvement historique, et il n'y a pas lieu de s'étonner qu'un historien en appelle à *l'opinion* comme à une force qui produit en dernière instance les événements de telle ou telle époque.

Et si *l'opinion en général* explique les événements historiques, il est tout naturel de chercher dans l'opinion religieuse (dans le christianisme par exemple), la cause la plus profonde de la prospérité ou de la décadence d'un empire (par exemple de l'empire de Rome). Voltaire était donc fidèle à la philosophie historique de son temps en disant que le christianisme a causé la ruine de l'empire de Rome.

Mais parmi les philosophes du XVIIIe siècle, il y en avait plusieurs qui sont connus comme des matérialistes. Tels étaient, par exemple, *Holbach*, l'auteur du célèbre *Système de la nature*, et *Helvétius*, l'auteur du livre non moins célèbre de *l'Esprit*. Il est très naturel de supposer qu'au moins ces philosophes-là n'approuvaient pas la *conception idéaliste de l'histoire*.

Eh bien ! cette supposition, toute naturelle qu'elle paraisse, est erronée : Holbach et Helvétius, matérialistes dans leur *conception de la nature* étaient *idéalistes* en ce qui concerne *l'histoire*. Comme tous les philosophes du XVIIIe siècle, comme toute la « séquelle des Encyclopédistes », les matérialistes de ce temps-là croyaient que *l'opinion gouverne le monde* et que l'évolution de l'opinion explique en dernière analyse toute l'évolution historique.

« L'ignorance, l'erreur, le préjugé, le défaut d'expérience, de réflexion et de prévoyance, voilà les vraies sources du mal moral. Les hommes ne se nuisent à eux-mêmes et ne blessent leurs associés, que parce qu'ils n'ont point d'idées de leurs vrais intérêts. » (*Système social*, t. II, chap. I, p. 5.)

Dans un autre endroit du même ouvrage, nous lisons : « L'histoire nous prouve qu'en matière de gouvernement, les nations furent de tout temps le jouet de leur ignorance, de leur imprudence, de leur crédulité, de leurs terreurs paniques, et surtout des passions de ceux qui surent prendre de l'ascendant sur la multitude. Semblables à des malades qui s'agitent sans cesse dans leur lit, sans y trouver de position convenable, les peuples ont souvent changé la forme de leurs gouvernements ; mais ils n'ont jamais eu ni le pouvoir, ni la capacité de réformer le fond, de remonter à la vraie source de leurs maux ; ils se virent sans cesse ballottés par des passions aveugles. » (*Ibid.*, II, p. 27).

Ces citations vous montrent que, d'après le matérialiste Holbach, l'ignorance fut la cause du mal moral et politique. Si les peuples sont méchants, c'est grâce à leur ignorance ; si leurs gouvernements sont absurdes, c'est parce qu'ils n'ont pas su découvrir les vrais principes de l'organisation sociale et politique ; si les révolutions faites par les peuples n'ont pas déraciné le mal moral et social, c'est parce qu'ils n'ont pas eu assez de lumières. Mais qu'est-ce que l'ignorance ? Qu'est-ce que l'erreur ? Qu'est-ce que le préjugé ? L'ignorance, l'erreur, le préjugé, tout cela, ce n'est que de *l'opinion erronée*. Et si l'ignorance, l'erreur et le préjugé ont empêché les hommes de découvrir les vraies bases de l'organisation politique et sociale, il est clair que c'est l'*opinion erronée* qui a gouverné le monde. Holbach est donc, là-dessus, du même avis que la plupart des philosophes du XVIIIe siècle.

Quant à Helvétius, je ne citerai que son opinion sur le système féodal. Dans une lettre à Saurin sur l'*Esprit des Lois* de Montesquieu, il dit :

« Mais que diable veut-il nous apprendre par son *Traité des Fiefs* ? Est-ce une matière que devait chercher à débrouiller un esprit sage et raisonnable ? Quelle législation peut résulter de ce chaos barbare de lois que la force a établies, que l'ignorance a respectées, et qui s'opposeront toujours à un bon ordre de choses ? » (*Œuvres*, III, p. 266).

Dans un autre endroit, il dit : « *Montesquieu est trop féodaliste, et le gouvernement féodal est le chef-d'œuvre de l'absurdité* ». (*Œuvres*, III, p. 314).

Ainsi, Helvétius trouve que le féodalisme, c'est-à-dire tout un système d'institutions sociales et politiques, était le chef-d'œuvre de l'absurdité et, par conséquent, devait son origine à *l'ignorance* ou, en d'autres termes, à une *opinion erronée*. C'est donc toujours l'opinion qui, en bien ou en mal, a gouverné le monde.

J'ai dit qu'il nous importait non pas de critiquer cette théorie, mais de la bien connaître et de bien saisir sa nature. Maintenant que nous la connaissons, il nous est non seulement permis, mais nécessaire, de l'analyser.

Eh bien ! cette théorie est-elle vraie ou est-elle fausse?

Est-il vrai, oui ou non, que les hommes qui ne comprennent pas en quoi consistent leurs intérêts ne pouvaient les servir d'une façon raisonnable ? *Cela est vrai sans contredit.*

Est-il vrai, oui ou non, que l'ignorance a causé beaucoup de maux à l'humanité et qu'un système social et politique basé sur la soumission et sur l'exploitation de l'homme par l'homme, tel que fut le féodalisme, n'est possible que dans un temps d'ignorance et de préjugés profondément enracinés ?

Cela est bien vrai, et je ne vois pas comment on pourrait contester une vérité aussi indubitable.

Est-il vrai, est-il faux, en un mot, que l'opinion, dans le sens déterminé par Suard, a une grande influence sur la conduite des hommes ? Quiconque connaît les hommes dira que cela aussi est indubitable et indiscutable.

La force des idées... et leur origine

La *conception idéaliste de l'histoire* est-elle donc basée sur la vérité ?

Je réponds oui et non. Et voici ce que j'entends par là.

La conception idéaliste de l'histoire est vraie dans ce sens qu'il y a du vrai en elle. *Oui, il y a du vrai.* L'opinion a une très grande influence sur les hommes. Nous avons donc le droit de dire qu'elle gouverne le monde. *Mais nous avons bien le droit de nous demander si cette opinion qui gouverne le monde n'est gouvernée par rien du tout ?* Autrement dit, nous pouvons et nous devons nous demander si les opinions et les sentiments des hommes sont une chose soumise au hasard. Poser cette question, c'est la résoudre aussitôt dans le sens négatif. Non, les opinions et les sentiments des hommes ne sont point soumis au hasard. Leur génération comme leur évolution est soumise à des lois que nous devons étudier. Dès que vous admettez ceci — et le moyen de ne pas l'admettre ? — vous êtes forcés de reconnaître que si l'opinion gouverne le monde, elle ne le gouverne pas en souverain absolu, qu'elle est gouvernée à son tour et que, par conséquent, celui qui en appelle à *l'opinion* est loin de nous indiquer la cause fondamentale, la cause la plus profonde du mouvement historique.

Il y a donc de la vérité dans la conception idéaliste de l'histoire. Mais il n'y a pas toute la vérité.

Pour connaître toute la vérité, il nous faut reprendre la recherche justement là où la conception idéaliste l'abandonne. Il nous faut tâcher de nous rendre un compte exact *des causes de la génération et de l'évolution de l'opinion* des hommes vivant en société.

Pour faciliter notre tâche, procédons avec méthode. Et, avant tout, voyons si *l'opinion*, c'est-à-dire, conformément à la définition donnée par Suard, la masse de vérités et d'erreurs répandue parmi les hommes leur est *innée*, si elle naît avec eux pour ne disparaître qu'avec eux. Cela revient à nous demander *s'il y a des idées innées.*

Il fut un temps où l'on était fermement convaincu que les idées, au moins en partie, sont innées. En admettant l'existence des idées innées, on admettait en même temps que ces idées-là constituent un fonds commun à l'humanité toute entière, un fonds qui est toujours le même dans tous les temps et tous les climats.

Cette opinion, très répandue autrefois, fut victorieusement combattue par un philosophe anglais de grand mérite, *John Locke*. Dans son célèbre livre intitulé : *Essai sur l'Entendement humain*, John Locke a prouvé qu'il n'y a point d'idées, de principes ou de notions innées dans l'esprit de l'homme.

Les idées ou les principes des hommes leur viennent de *l'expérience*, et c'est également vrai en ce qui concerne les principes spéculatifs, comme les principes pratiques ou *principes de morale*. Les principes de morale varient selon les temps et lieux. Quand les hommes *condamnent* une action, c'est parce qu'elle leur est *nuisible*. Quant ils la *louent*, c'est qu'elle leur est *utile*. L'intérêt (non pas l'intérêt personnel, mais *l'intérêt social*) détermine donc les jugements des hommes dans le domaine de la vie sociale. Telle était la doctrine de Locke, dont tous les philosophes français du XVIIIe siècle étaient des partisans convaincus. Nous avons donc le droit de prendre cette doctrine pour point de départ de notre critique de leur conception de l'histoire.

Il n'existe point d'idées innées dans l'esprit des hommes ; c'est l'expérience qui détermine les idées spéculatives et c'est l'intérêt social qui détermine les *idées « pratiques »*. Admettons ce principe et voyons quelles conséquences en découlent.

II

La réaction après la Révolution française

Un grand événement historique sépare le dix-huitième siècle du dix-neuvième : la *Révolution Française*, qui comme un ouragan a passé sur la France en détruisant *l'ancien régime* et en balayant ses débris. Elle a eu une profonde influence sur la vie économique, sociale, politique et intellectuelle non seulement de la France, mais de l'Europe entière. Elle n'a pas pu rester sans influence sur la philosophie de l'histoire.

Quelle a été cette influence ?

Eh bien ! son résultat le plus immédiat a été un sentiment *d'immense lassitude*.

Le grand effort fait par les gens de ce temps-là a provoqué *un besoin impérieux de repos.*

A côté de ce sentiment de lassitude, inévitable après toute grande dépense d'énergie, il y a eu aussi *un certain scepticisme.* Le dix-huitième siècle croyait fermement au triomphe *de la raison. La raison finit toujours par avoir raison,* disait Voltaire. Les événements de la Révolution ont brisé cette foi. On a vu tant d'événements inattendus, on a vu triompher tant de choses qui semblaient tout à fait impossibles et absolument déraisonnables ; on a vu tant de calculs les plus sages renversés par la brutale logique des faits, qu'on s'est dit que la *raison ne finira probablement jamais par avoir raison.* Nous avons là-dessus le précieux témoignage d'une femme d'esprit, qui savait observer ce qui se passait autour d'elle.

La plupart des hommes, dit Mme de Staël, épouvantés des vicissitudes effroyables, dont les événements politiques nous ont offert l'exemple, ont perdu maintenant tout intérêt au perfectionnement d'eux-mêmes et sont trop frappés de la puissance du hasard pour croire à l'ascendant des facultés intellectuelles. (*De la littérature.* Préface p. XVIII.)

On était donc épouvanté par la puissance du hasard. Mais qu'est-ce que le hasard ? Et qu'est-ce que le hasard dans la vie des sociétés ? Il y a matière à discussion philosophique là-dedans. Mais sans entrer dans cette discussoin, nous pouvons dire que trop souvent les hommes *attribuent au hasard ce dont les causes leur restent inconnues.* Aussi quand le hasard leur fait trop et trop longtemps sentir sa puissance, ils finissent par essayer d'expliquer et de découvrir les causes des phénomènes qu'ils considéraient auparavant comme fortuits. Et c'est justement ce que nous voyons dans le domaine de la science historique au commencement du *dix-neuvième siècle.*

La philosophie de l'histoire de Saint-Simon

Saint-Simon, une des têtes les plus encyclopédiques et les moins méthodiques de la première moitié de ce siècle, s'efforce de poser les bases d'une *science sociale.* La science sociale, *la science de la société humaine,* la physique sociale, comme il l'appelle parfois, peut et doit, selon lui, devenir une science aussi exacte que les *sciences naturelles.* Nous devons étudier les faits relatifs à la vie passée de l'humanité pour découvrir les lois de son *progrès. Nous ne pourrons prévoir l'avenir, que lorsque nous aurons compris le passé.* Et pour comprendre, pour expliquer le passé, Saint-Simon étudie surtout l'histoire de l'Europe occidentale depuis la chute de l'empire romain.

On voit dans cette histoire la lutte des *industriels* (ou du Tiers Etat, comme on disait au siècle précédent) contre *l'aristocratie.* Les industriels se sont ligués avec la royauté et, par l'appui qu'ils ont donné aux rois, ils leur ont fourni les moyens de s'emparer du pouvoir politique, qui se trouvait auparavant dans les mains des seigneurs féodaux. En échange de leurs services la royauté leur a donné sa protection, au moyen de laquelle ils ont pu remporter beaucoup d'importantes victoires sur leurs ennemis. Peu à peu, le travail et l'organisation aidant, les industriels sont parvenus à posséder une force sociale imposante, bien supérieure à celle de l'aristocratie.

La Révolution Française n'était, pour Saint-Simon, qu'un épisode de la grande lutte, plusieurs fois séculaire, *entre les industriels et les nobles.* Et toutes ses propositions pratiques se réduisaient à des projets des mesures qu'il fallait, selon lui, prendre pour compléter et consolider la victoire des industriels et la défaite des nobles. Or, la lutte des industriels contre la noblesse était la lutte *de deux intérêts opposés.* Et si cette lutte a, comme le dit Saint-Simon, rempli toute l'histoire de l'Europe occidentale depuis le quinzième siècle, nous pouvons dire que c'est la lutte des grands intérêts sociaux, qui était la cause du mouvement historique dans la période indiquée. Nous voici donc assez loin de la conception historique du dix-huitième siècle : ce n'est pas l'opinion, c'est l'intérêt social ou pour mieux dire, l'intérêt des grands éléments constructifs de la société, l'intérêt des classes et la lutte sociale provoquée par l'opposition de ces intérêts, qui gouvernent le monde et qui déterminent la marche de l'histoire.

Par ses idées historiques, Saint-Simon a eu une influence décisive sur un des plus grands historiens français : Augustin Thierry. Et comme Augustin Thierry a fait une véritable révolution dans la science historique de son pays, il nous sera bien utile d'analyser ses idées.

Les conceptions d'Augustin Thierry et de Mignet

Vous vous rappelez, je suppose, ce que je vous ai dit d'Holbach et qui concernait l'histoire du peuple juif. Cette histoire était, pour Holbach, l'œuvre d'une seul homme, Moïse, qui a façonné le caractère des Juifs et qui leur a donné leur *constitution sociale et politique, ainsi que leur religion.* Et chaque peuple, ajoutait Holbach, a eu son Moïse. La philosophie historique du dix-huitième siècle ne connaissait que l'individu, *les grands hommes. La masse, le peuple comme tel,* n'existait presque point pour elle. La philosophie historique d'Augustin Thierry est, sous ce rapport, juste le contraire de ce qu'était celle du dix-huitième siècle. « C'est une chose bien simple, dit-il, dans ses *Lettres sur l'histoire de France,* que l'obstination des historiens à n'attribuer jamais aucune spontanéité, aucune conception aux masses d'hommes. Si tout un peuple émigre et se fait un nouveau domicile, c'est, au dire des annalistes et des poètes, quelque héros, qui pour illustrer son nom s'avise de fonder un empire ; si des nouvelles coutumes s'établissent, c'est quelque législateur qui les imagine et les impose ; si une cité s'organise, c'est quelque prince qui lui donne l'être : et toujours le peuple et les citoyens sont de l'étoffe pour la pensée d'un seul homme. » (*Dix ans,* p. 348.)

La Révolution a été l'œuvre des *masses populaires* et cette révolution dont le souvenir était si frais au temps de la Restauration ne permettait plus d'envisager le mouvement historique comme l'œuvre d'individus plus ou moins sages et plus ou moins vertueux. Au lieu de s'occuper des faits et gestes des *grands hommes,* les historiens voulaient dorénavant s'occuper de l'histoire *des peuples.* C'est déjà très important et cela vaut bien la peine d'être retenu dans la mémoire.

Allons plus loin. Ce sont les grandes masses qui font l'histoire. Soit. Mais pourquoi la font-elles ? *En d'autres termes, quand les masses agissent, dans quel but agissent-elles ?* Dans le but de garantir leurs intérêts, répond Augustin Thierry. « Voulez-vous, dit-il, savoir au juste qui a créé cette institution, qui a conçu une entreprise sociale ? Cherchez quels sont ceux qui en ont véritablement besoin ; à ceux-là doit appartenir la pensée première, la volonté d'agir et tout au moins la plus grande part dans l'exécution : *Is fecit cui prodest :* l'axiome vaut en histoire comme en droit. » (*Dix ans,* p. 348.)

La masse agit donc dans son intérêt : l'intérêt est la source, le mobile de toute création sociale. Il est donc facile de comprendre que lorsqu'une institution devient opposée à l'intérêt de la masse, la masse commence une lutte contre cette institution. Et comme une institution nuisible à la *masse du peuple* est souvent utile à la classe privilégiée, la lutte contre cette institution devient une lutte contre la classe privilégiée. *La lutte de classes d'hommes et d'intérêts opposés* joue un grand rôle dans la philosophie historique d'Augustin Thierry. Cette lutte a rempli, par exemple, l'histoire de l'Angleterre depuis la conquête normande jusqu'à la révolution qui renversa la dynastie des Stuarts. Dans la révolution anglaise du XVIIe siècle luttaient deux classes d'hommes : les vainqueurs (la noblesse), les vaincus (la masse du peuple, bourgeoisie comprise). « Chaque personnage, dit notre historien, dont les aïeux s'étaient trouvés enrôlés dans la grande armée d'invasion, quittait son château pour aller dans le camp royal prendre le commandement que son titre lui assignait. Les habitants des villes et des ports se rendaient en foule au camp opposé. On pouvait dire que le cri de ralliement des deux armées était, d'un côté, *oisiveté et pouvoir,* de l'autre, *travail et liberté ;* car les désœuvrés, les gens qui ne voulaient d'autre occupation dans la vie que celle de jouir sans peine, de quelque caste qu'ils fussent, s'enrôlaient dans les troupes royales où ils allaient défendre des intérêts conformes aux leurs ; tandis que les familles de la caste des anciens vainqueurs, que l'industrie avait gagnés, s'unissaient au parti des Communes. » (*Ibid.,* p. 54).

Cette lutte des deux classes, ce n'est pas seulement dans le domaine social et politique qu'elle déterminait le mouvement. On voit son influence dans le domaine *des idées.* Les opinions religieuses des Anglais du XVIIe siècle étaient, suivant Thierry, façonnées par leur position sociale. « C'était pour des intérêts positifs que la guerre se soutenait de part et d'autre. Le reste n'était qu'apparence ou prétexte. Ceux qui s'engageaient dans la cause *des sujets,* étaient pour la plupart presbytériens, c'est-à-dire, que, même en religion, ils ne voulaient aucun joug. Ceux qui soutenaient la cause contraire étaient épiscopaux ou papistes ; c'est qu'ils aimaient à trouver, jusque dans les formes du culte, du pouvoir à exercer et des impôts à lever sur les hommes. » (*Ibid.,* p. 54).

Nous voici encore plus loin de la philosophie historique du XVIIIe siècle. Au XVIIIe siècle, l'opinion gouverne le monde. Ici, l'opinion, dans le domaine de la religion, est déterminée, gouvernée par la lutte des classes.

Et notez bien que l'historien dont je viens de parler n'est pas seul à croire ainsi. Sa philosophie historique est celle de tous les historiens remarquables du temps de la Restauration. Un contemporain d'Augustin Thierry, *Mignet* se tient au même point de vue. Dans son remarquable ouvrage *De la féodalité,* il envisage l'évolution sociale de la façon suivante : « Les intérêts qui dominent décident du mouvement social. Ce mouvement arrive à son but à travers des oppositions, cesse quand il l'a atteint, est remplacé par un autre, qui ne s'aperçoit pas lorsqu'il commence, et qui ne se fait connaître que lorsqu'il est le plus fort. Telle a été la marche de la féodalité. Elle était dans les besoins avant d'être dans le fait, première époque ; et elle a été ensuite le fait en cessant d'être dans les besoins, seconde époque ; ce qui a fini par la faire sortir du fait. » (*La Féodalité,* pp. 77-78.)

Ici nous nous trouvons de nouveau très loin de la philosophie du XVIIIe siècle. *Helvétius* reprochait à Montesquieu d'étudier avec trop d'attention les loiâ féodales. Le système féodal était pour lui le chef-d'œuvre de l'absurdité et, comme tel, ne valait pas la peine d'être étudié. Mignet admet au contraire qu'il fut un temps, le moyen âge, où le système féodal était dans les besoins, où il était donc utile à la société ; il dit que c'est justement cette utilité qui l'a fait naître. Mignet répète souvent que ce ne sont pas les hommes qui menent les choses, mais les choses qui mènent les hommes. Et c'est de ce point de vue-là qu'il considère les événements dans son *Histoire de la Révolution Française.* En parlant de l'Assemblée Constituante il dit : « Les classes aristocratiques avaient les intérêts contraires à ceux du parti national. Aussi la noblesse et le haut clergé, qui formèrent la droite de l'Assemblée, furent en opposition constante avec lui, excepté dans certains jours d'entraînement. Ces mécontents de la révolution, qui ne surent ni empêcher par leurs sacrifices, ni l'arrêter par leur adhésion, combattirent d'une manière systématique toutes ses réformes. » (*Histoire de la Rév. Franç.,* vol. I, p. 105.)

Ainsi les groupements politiques sont déterminés par les intérêts de classes. Et ce sont les mêmes intérêts qui donnent naissance à des considérations politiques. Mignet nous dit que la Constitution de 1791 « était l'œuvre de la classe moyenne, qui se trouvait alors la plus forte : car, comme on le sait, la force qui domine s'empare toujours des institutions ». « La journée du Dix Août fut l'insurrection de la multitude contre la classe moyenne et contre le Trône constitutionnel, comme le 14 juillet avait été l'insurrection de la classe moyenne contre les classes privilégiées et le pouvoir absolu de la couronne. » (*Ibid.,* p. 210 ; p. 290.)

Comme Thierry, Mignet est le représentant convaincu de la classe moyenne. Tant qu'il s'agit de juger l'action politique de cette classe, Mignet va jusqu'à préconiser les moyens violents : « *On n'obtient le droit que par la force* ».

Chez Guizot nous retrouvons les mêmes tendances, les mêmes sympathies et le même point de vue. Mais, chez lui, ces tendances et ces sympathies sont plus prononcées et ce point de vue est mieux précisé. Déjà dans ses *Essais sur l'Histoire de France,* qui parurent en 1821, il dit avec beaucoup de clarté quelle est, selon lui, la base de l'édifice social. « C'est par l'étude des institutions politiques que la plupart des écrivains, érudits historiens ou publicistes, ont cherché à connaître l'état de la Société, le degré ou le genre de sa civilisation. Il eût été plus sage d'étudier d'abord la société elle-même pour connaître et comprendre ses institutions politiques. Avant de devenir cause, les institutions sont effet ; la société les produit avant d'en être modifiée ; et au lieu de chercher dans le système ou les formes du gouvernement quel a été l'état du peuple, c'est l'état du peuple qu'il faut examiner avant tout pour savoir quel a dû, quel a pu être le gouvernement. » (*Essais sur l'Histoire de France,* 12e édition, p. 73.)

On pourrait trouver des textes de même sens dans les ouvrages de *Guizot,* d'*Armand Carrel* et de *Tocqueville.* Aussi je crois bien avoir le droit de dire qu'au commencement du XIXe siècle, les sociologues, les historiens et les critiques nous renvoient tous à *l'état social* comme à la base la plus profonde des phénomènes de la société humaine. Nous savons ce que c'est que cet état, c'est « *l'état des personnes* » comme dit Guizot, c'est *l'état des propriétés.* Mais d'où vient-il cet état, duquel tout dépend dans la société ? Dès que nous aurons une réponse nette et précise à cette question, nous pourrons nous expliquer le mouvement historique et le progrès du genre humain. Mais cette grande question, cette question des questions, les historiens la laissent sans réponse.

Ainsi nous sommes devant cette contradiction : les idées, les sentiments, l'opinion sont déterminés par l'état social, et l'état social est déterminé par l'opinion. *A* est la cause de *B,* et *B* est la cause de *A.*

III

Jusqu'à présent, en parlant de l'évolution de la philosophie de l'histoire, j'ai considéré surtout la France. A l'exception de saint Augustin et d'Holbach, tous les auteurs, dont j'ai exposé devant vous les idées historiques, étaient des Français. Maintenant nous allons traverser la frontière pour mettre le pied sur le sol germanique.

La philosophie de l'histoire de Schelling

L'Allemagne de la première moitié du dix-neuvième siècle était le pays classique de la philosophie. Fichte, Schelling, Hegel et tant d'autres, moins célèbres, mais non moins attachés à la recherche de la vérité, vinrent approfondir les questions philosophiques, ces redoutables questions qui sont si vieilles déjà et qui restent pourtant toujours nouvelles.

Parmi ces grandes questions, la philosophie de l'histoire occupe une place des plus importantes. Il ne sera donc pas inutile de voir comment les philosophes allemands répondaient à la question de savoir quelles sont les causes du mouvement historique et du progrès du genre humain. Mais comme nous n'avons pas assez de temps pour analyser en détail la philosophie de l'histoire propre à chacun d'eux, force nous est de nous contenter d'interroger les deux principaux : Schelling et Hegel, et encore ne pourrions-nous qu'effleurer leurs idées historiques. Ainsi, en ce qui concerne Schelling, nous ne parlerons que de sa notion de la liberté.

L'évolution historique est une suite de phénomènes soumis à des lois. Les phénomènes soumis à des lois sont des phénomènes *nécessaires.* Exemple : la pluie. La pluie est un phénomène soumis à des lois. Cela veut dire que dans des circonstances données, des gouttes d'eau tombent nécessairement sur la terre. Cela se comprend très facilement lorsqu'il s'agit de gouttes d'eau qui n'ont ni conscience ni volonté.

Mais, dans les phénomènes historiques, ce ne sont pas *des choses inanimées,* ce sont des hommes qui agissent, et les hommes sont doués de conscience et de volonté. On peut donc très légitimement se demander si la notion de la *nécessité* — hors laquelle il n'y a pas de conception *scientifique* — des phénomènes, en histoire comme dans la science de la nature, n'exclut pas celle de la *liberté humaine.* Formulée en d'autres termes, la question se pose ainsi : *Y a-t-il moyen de concilier la libre action des hommes avec la nécessité historique ?*

Au premier abord, il semble que non, que la nécessité exclut la liberté, et vice-versa. Mais il n'en est ainsi que

pour celui dont le regard s'arrête à la surface des choses, à l'écorce des phénomènes. En réalité, cette fameuse contradiction, cette prétendue antinomie de la liberté et de la nécessité, n'existe pas. Loin d'exclure la liberté, la nécessité en est la condition et le fondement. C'est justement ce que Schelling s'attachait à prouver dans un des chapitres de son *Système de l'idéalisme transcendental.*

Selon Schelling, la liberté est impossible sans la nécessité. Si en agissant, je ne puis compter que sur la *liberté* des autres hommes, il m'est impossible de *prévoir les conséquences de mes actions,* puisque, à chaque instant, mon calcul le plus parfait pourrait être complètement déjoué par la liberté d'autrui, et par conséquent il pourrait résulter de nos actions tout autre chose que ce que j'avais prévu.

Ma liberté serait donc nulle, ma vie serait soumise au hasard. Je ne saurais être sûr des conséquences de mes actions que dans les cas où je pourrais prévoir les actions de mes prochains, et pour que je puisse les prévoir, il faut qu'elles soient soumises à des lois, c'est-à-dire qu'il faut qu'elles soient déterminées, qu'elles soient *nécessaires.* La nécessité des actions des autres est donc la première condition de la liberté de mes actions. Mais, d'un autre côté, en agissant de façon *nécessaire,* les hommes peuvent en même temps conserver la pleine liberté de leurs actions.

Qu'est-ce qu'une action *nécessaire ?* C'est une action qu'il est impossible à un individu donné de ne pas faire dans des circonstances données. Et d'où vient l'impossibilité de ne pas faire cette action ? Elle vient de la *nature* de cet homme façonnée par son héridité et par son évolution antérieure. La nature de cet homme est telle qu'il ne peut pas ne pas agir d'une façon donnee dans des circonstances données. C'est clair, n'est-ce pas ? Eh bien! ajoutez à cela que la nature de cet homme est telle, qu'il ne peut pas ne pas avoir certaines volitions, et vous aurez concilié la notion de *la liberté* avec celle de la *nécessité.* Je suis *libre* quand je puis agir *comme je veux.* Et ma libre action est en même temps *nécessaire,* puisque ma *volition* est déterminée par mon organisation et par les circonstances données. La nécessité n'exclut donc pas la liberté. La nécessité c'est la liberté même, mais seulement considérée d'un autre côté ou d'un autre point de vue .

Après avoir attiré votre attention sur la réponse que *Schelling* donnait à la grande question de la nécessité et de la liberté, je passe à son contemporain. son camarade et rival, *Hegel.*

La philosophie de l'histoire de Hegel

La philosophie de Hegel était, comme celle de Schelling, une philosophie *idéaliste.* Pour lui, c'est *l'Esprit* ou *l'Idée* qui constitue le fond et comme l'âme de tout ce qui existe. La matière elle-même n'est qu'une manière d'être de l'Esprit ou de l'Idée. Cela est-il possible ? La matière ne serait-elle vraiment qu une manière d'être de l'esprit ?

C'est là une question qui a une importance capitale au point de vue philosophique, mais dont nous n'avons pas à nous occuper maintenant. Ce qu'il nous faut, c'est étudier les idées historiques qui s'élevaient sur cette base idéaliste dans le système Hegel.

Selon ce grand penseur, *l'histoire n'est que le développement de l'Esprit universel dans le temps.* La philosophie de l'histoire, c'est l'histoire considérée avec intelligence. Elle prend les faits tels qu'ils sont, et la seule pensée qu'elle y apporte, c'est *la pensée que la raison gouverne le monde.* Cela vous rappelle sans doute la philosophie française du dix-huitième siecle, selon laquelle c'est l'opinion ou la raison qui gouverne le monde. Mais Hegel entendait cette pensee d'une façon particuliere. C'est Anaxagore, dit-il dans ses leçons sur la Philosophie de l'Histoire, qui le premier reconnut philosophiquement que la raison gouverne le monde, en entendant par là non une intelligence ayant conscience d'elle-même, non un esprit comme tel, mais des lois générales. Le mouvement du système planétaire s'effectue par des lois immuables et ces lois en sont la raison, mais ni le soleil, ni les planètes qui se meuvent selon ces lois, n'en ont conscience. La raison qui gouverne l'histoire est donc, selon Hegel, une raison *inconsciente, ce n'est que l'ensemble des lois qui déterminent le mouvement historique.*

Quant à l'opinion des hommes, l'opinion que les philosophes français du dix-huitième siècle considéraient comme le principal ressort du mouvement historique, Hegel l'envisageait, pour la plupart des cas, comme déterminée par la manière de vivre, ou en d'autres termes, par *l'état social.* Il dit par exemple, dans sa Philosophie de l'Histoire, que la cause de la décadence de Sparte était la différence extrême des fortunes. Il dit aussi que l'État, comme organisation politique, doit son origine à l'inégalité des fortunes et à la lutte des pauvres contre les riches.

Et ce n'est pas tout. Les origines de la famille sont intimement liées, selon lui, à l'évolution économique des peuples primitifs. Bref, tout idéaliste qu'il fût, Hegel, comme les historiens français dont il a été question plus haut, en appelle à *l'état social* comme à la base la plus profonde de la vie des peuples. En cela, il n'a pas été en arrière de son temps, mais il ne l'a pas devancé non plus. il reste impuissant à expliquer *les origines de l'état social* puisque ce n'est rien expliquer que de dire, comme il dit, qu'à une époque donnée, l'état social d'un peuple dépend, comme son état politique, religieux, esthétique, moral et intellectuel, de *l'esprit du temps.*

En sa qualité d'idéaliste, Hegel en appelle à l'esprit comme dernier ressort du mouvement historique. Lorsqu'un peuple passe d'un degré de son évolution à un autre, c'est que *l'Esprit Absolu* (ou universel) dont ce peuple n'est que l'agent, s'élève à une phase supérieure de son développement. Comme de pareilles explications n'expliquent rien du tout, Hegel s'est trouvé dans le même cercle vicieux que les historiens et les sociologues français : ils expliquaient l'état social par l'état des idées et l'état des idées par l'état social.

Nous voyons que de tous les côtés, du côté de la philosophie comme du côté de l'histoire proprement dite et de la littérature, l'évolution de la science sociale dans ses diverses branches aboutissait au même problème : *expliquer les origines de l'état social.* Tant que ce problème n'était pas résolu, la science continuait à tourner dans un cercle vicieux, en déclarant que *B* est la cause de *A*, et en désignant *A* comme la cause de B. En revanche, tout promettait de s'éclaircir une fois résolue la question des origines de l'état social.

La conception marxiste de l'histoire

C'est la solution de ce problème qu'a poursuivie Marx en élaborant sa conception *matérialiste.* Dans la préface d'une de ses œuvres : *Critique de l'Economie Politique,* Marx raconte lui-même comment ses études l'amenèrent à cette conception :

« *Mes recherches aboutirent à ce résultat : que les rapports juridiques, ainsi que les formes de l'Etat, ne peuvent s'expliquer ni par eux-mêmes, ni par la soi-disant évolution générale de l'esprit humain ; qu'ils prennent leurs racines plutôt dans les conditions d'existence matérielles que Hegel, à l'exemple des Anglais et des Français du* XVIII*e siècle, comprenait sous le nom de « société civile ».* (1)

Comme vous le voyez, c'est le même résultat auquel nous avons vu aboutir les historiens, les sociologues et les critiques français, de même que les philosophes idéalistes allemands. Mais Marx va plus loin. Il demande quelles sont les causes déterminantes de la société civile, et il répond que c'est dans *l'économie politique qu'il faut chercher l'anatomie de la société civile.* Ainsi c'est l'état économique d'un peuple qui détermine son état social, et l'état social d'un peuple détermine à son tour son état politique, religieux et ainsi de suite. Mais, demanderez-vous, l'état économique n'est pas sans cause non plus ? Sans doute, comme toutes choses ici-bas, il a sa cause à lui, et cette cause, *cause fondamentale de toute l'évolution sociale et partant de tout mouvement historique, c'est la lutte que l'homme mène avec la nature pour son existence.*

Je veux vous lire ce que Marx dit là-dessus :

« *Dans la production sociale de leur existence, les hommes entrent en des rapports déterminés, nécessaires, indépendants de leur volonté ; ces rapports de production correspondent à un degré de développement donné de leurs forces productives matérielles. L'ensemble de ces rapports de production constitue la structure économique de la société, la base réelle, sur quoi s'élève une superstructure juridique et politique et à laquelle correspondent des formes de conscience sociales déterminées. Le mode de production de la vie matérielle conditionne le procès de vie social, politique et intellectuel en général. Ce n'est pas la conscience des hommes qui détermine la réalité, c'est au contraire la réalité sociale qui détermine leur conscience. A un certain stade de leur développement les forces productives de la société entrent en contradiction avec les rapports de production existants, ou, ce qui n'en est que l'expression juridique, avec les rapports de propriété à l'intérieur desquels elles s'étaient mues jusqu'alors. De formes évolutives des forces productives qu'ils étaient, ces rapports deviennent des entraves de ces forces. Alors s'ouvre une ère de révolution sociale. Le changement qui s'est produit dans la base économique bouleverse plus ou moins lentement ou rapidement toute la colossale superstructure. Lorsqu'on considère de tels bouleversements, il importe de distinguer toujours entre le bouleversement matériel des conditions de production économique — qu'on doit constater fidèlement à l'aide des sciences physiques et naturelles — et les formes juridiques, politiques, religieuses, artistiques ou philosophiques, bref, les formes idéologiques sous lesquelles les hommes deviennent conscients de ce conflit et le mènent à bout. De même qu'on ne juge pas un individu sur l'idée qu'il se fait de lui, de même on ne peut juger une telle époque de bouleversement sur sa conscience de soi ; il faut, au contraire, expliquer cette conscience par les contradictions de la vie matérielle, par le conflit qui existe entre les forces productives sociales et les rapports de production. Une société ne disparaît jamais avant que soient développées toutes les forces productives qu'elle est assez large pour contenir, et jamais de nouveaux et supérieurs rapports de production ne se substituent à elle avant que les conditions d'existence matérielles de ces rapports aient été couvées dans le sein même de la vieille société. C'est pourquoi l'humanité ne se pose jamais que les problèmes qu'elle peut résoudre, car, à regarder de plus près, il se trouvera toujours que le problème lui-même ne se présente que lorsque les conditions matérielles pour le résoudre existent ou du moins sont en voie de devenir* » (1).

Je comprends bien que ce langage, tout net et précis qu'il soit, peut paraître assez obscur. Aussi je me hâte de commenter la pensée fondamentale de la conception matérielle de l'histoire.

L'idée fondamentale de Marx se réduit à ceci : *Les rapports de production déterminent tous les autres rapports qui existent entre les hommes* dans leur vie sociale. Les rapports de production sont à leur tour déterminés par l'état des forces productives.

(1 *Contribution à la Critique de l'Economie politique* par Karl Marx, traduction française par Laura Lafargue, p. 4.

(1) *Ibid.*, pages 4, 5, 6, 7.

Mais qu'est-ce d'abord que les *forces productives ?*

Comme tous les animaux, l'homme est forcé de lutter pour son existence. Chaque lutte suppose une certaine dépense de *forces.* L'état des forces détermine le résultat de la lutte. Chez les animaux, ces forces dépendent *de la structure même de l'organisme* : les forces d'un *cheval* sauvage sont bien différentes de celles d'un *lion,* et la cause de cette différence est dans la différence *de l'organisation.* L'organisation physique de l'homme a naturellement aussi une influence décisive sur sa manière de lutter pour l'existence et sur les résultats de cette lutte. Ainsi, par exemple, l'homme est pourvu *de la main.* Il est vrai que ses voisins, les quadrumanes (les singes) ont aussi des mains; mais les mains des quadrumanes sont moins parfaitement adaptées à divers travaux. La *main est le premier instrument* dont s'est servi l'homme dans sa lutte pour l'existence, ainsi que nous le montre Darwin.

La main, avec le bras, est le premier instrument, le premier *outil* dont se sert l'homme. Les muscles du bras servent de ressort qui frappe ou qui jette. Mais peu à peu la machine s'extériorise. La pierre avait d'abord servi par son poids, par sa masse. Dans la suite, cette masse est fixée à un manche, et nous avons *la hache, le marteau. La main,* est le premier instrument de l'homme, lui *sert* ainsi *à en produire d'autres,* à façonner de la matière pour lutter contre la nature, c'est-à-dire contre le reste de la matière indépendante.

Et plus se perfectionne cette matière asservie, plus se développe l'usage des outils, des instruments et, plus augmente aussi la force de l'homme vis-à-vis de la nature, plus augmente *son pouvoir sur la nature.* On a défini l'homme : *un animal qui fait des outils.* Cette définition est plus profonde qu'on ne le pense d'abord. En effet, dès que l'homme a acquis la faculté d'asservir et de façonner une partie de la matière pour lutter contre le reste de la matière, la sélection naturelle et les autres causes analogues ont dû exercer une influence bien secondaire sur les modifications corporelles de l'homme.

Ce ne sont plus ses organes qui changent, ce sont ses outils et les choses qu'il adapte à son usage avec l'aide de ses outils : ce n'est pas sa peau qui change avec le changement de climat, c'est son *vêtement. La transformation corporelle* de l'homme cesse (ou devient insignifiante) pour céder la place à son *évolution technique ;* et l'évolution technique, c'est l'évolution des forces productives; et l'évolution des forces productives a une influence décisive sur le *groupement* des hommes, sur l'état de leur culture. La science, de nos jours, distingue plusieurs *types sociaux :* 1) *Type chasseur ;* 2) *Type pasteur ;* 3 *Type agriculteur sédentaire ;* 4) *Type industriel et commercial.* Chacun de ces types est caractérisé par certains rapports entre les hommes, rapports qui ne dépendent pas de leur volonté et qui sont déterminés par l'état *des forces productives.*

Ainsi, prenons pour exemple les *rapports de la propriété.* Le régime de la propriété dépend du mode de production, car la répartition et la consommation des richesses sont étroitement liées à la façon de se les procurer. Chez les peuples chasseurs primitifs, on est obligé souvent de se mettre à plusieurs pour attraper le gros gibier ; ainsi, les Australiens chassent le kangourou par bandes de plusieurs dizaines d'individus; les Esquimaux réunissent toute une flottille de canots pour la pêche à la baleine. Les kangourous capturés, les baleines ramenées au rivage sont considérés comme propriété commune ; chacun en mange selon son appétit. Le territoire de chaque tribu, chez les Australiens aussi bien que chez tous les peuples chasseurs, est considéré comme propriété collective ; chacun y chasse à sa guise, avec la seule obligation de ne pas empiéter sur le terrain des tribus voisines.

Mais au milieu de cette propriété commune, certains objets servant uniquement à l'individu : ses vêtements, ses armes, sont considérés comme propriété individuelle, tandis que la tente et son mobilier sont à la famille. De même, le canot qui sert à des groupes composés de cinq à six hommes, est à ces personnes en commun. Ce qui décide de la propriété, c'est le *mode de travail, le mode de production.*

J'ai taillé une hache de silex de mes mains, elle est à moi ; avec ma femme et mes enfants, nous avons bâti la hutte, elle est à ma famille ; j'ai chassé avec les gens de ma tribu, les bêtes abattues sont à nous en commun. Les animaux que j'ai tués tout seul sur le territoire de la tribu sont à moi, et si par hasard l'animal blessé par moi est achevé par un autre, il est à nous deux et la peau est à celui qui a donné le coup de grâce. A cette fin, chaque flèche porte la marque du propriétaire.

Chose vraiment remarquable : Chez les Peaux-Rouges de l'Amérique du Nord, avant l'introduction des armes à feu, la chasse au bison était jadis réglementée très rigoureusement : si plusieurs flèches avaient pénétré dans le corps du bison, leur position réciproque décidait à qui appartenait telle ou telle partie de l'animal abattu ; ainsi la peau était à celui dont la flèche avait pénétré le plus près du cœur. Mais depuis l'introduction des armes à feu, comme les balles ne portent pas de marques distinctives, la répartition des bisons abattus se fait par partage égal ; ils sont donc considérés comme propriété commune. Cet exemple montre avec évidence *le lien étroit qui existe entre la production et le régime de la propriété.*

Ainsi les rapports des hommes entre eux dans la production décident des rapports de la propriété, de l'état de la propriété, comme disait Guizot. Mais, une fois que l'état de la propriété est donné, il est facile de comprendre la constitution de la société, elle se moule sur celle de la propriété. C'est ainsi que la théorie de Marx résout le problème que ne pouvaient pas résoudre les historiens et les philosophes de la première moitié du dix-neuvième siècle.

Les dernières publications des cahiers Spartacus

GUERRE DE CLASSES EN ESPAGNE

Camillo Berneri, anarchiste italien, se rendit en Espagne dès le 29 juillet 36. Il y combattit, les armes à la main, au sein de la colonne italienne dont il fut un des organisateurs. Il y combattit avec sa plume, en particulier en dirigeant la revue *Guerre de classes*.

Un recueil d'articles qu'il y publia vient de sortir aux éditions Spartacus, sous le titre: *Guerre de classes en Espagne*.

Réédition qui tombe à pic en ces temps de renaissance du mouvement anarchiste ibérique. Elle permet de faire connaître l'histoire de la révolution espagnole entre 36 et 37, avec ses points forts, mais également avec ses faiblesses que Berneri analyse avec une très grande clairvoyance et une profonde lucidité.

Les quelques articles qui terminent le recueil n'ont pas trait à l'Espagne. Ils sont intéressants par l'actualité de leurs thèmes et l'originalité de prises de position de l'auteur.

Berneri fut arrêté le 5 mai 37 par des flics en civil comme contre-révolutionnaire. La nuit même, on découvrit son cadavre parmi d'autres, assassinés par des communistes aux ordres de la Guépéou.

CONSORT

LES RACINES D'OCTOBRE 17

SOMMAIRE

INTRODUCTION .....

AVANT 1905 .....
- — Influence des conditions spécifiques de la Russie
- — La situation sociale avant 1905
- — La social-démocratie russe

1905-1914 .....
- — Les mouvements du printemps et de l'été 1905
- — L'automne des soviets, octobre-décembre 1905
- — Les fractions politiques face aux leçons de 1905
- — 1906-1914 : déclin et renaissance

LA PREMIÈRE GUERRE MONDIALE .....
- — La situation en Russie pendant l'affrontement
- — La social-démocratie russe face à la guerre
- — Les courants au sein de la gauche de Zimmerwald

LA GAUCHE POLONAISE .....
- — Aperçu historique sur la gauche polonaise
- — Les bases théoriques avancées de la gauche polonaise

BIBLIOGRAPHIE .....

L'AUTONOMIE EN ITALIE ET EN FRANCE

Y a-t-il autant de conceptions d'autonomie que d'autonomes ? Certainement pas, mais presque...

Deux militants qui ont participé de façon suivie à la vie du mouvement autonome dans la région parisienne livrent leurs réflexions dans une brochure que les éditions *Spartacus* publieront prochainement. Son intérêt vient du fait que ces textes constituent une des premières approches critiques d'un "mouvement" dont un des traits reste précisément le refus de toute discussion et réflexion, ainsi que l'éloge de "l'action pour l'action !".

La brochure est complétée par des textes de militants italiens qui se placent dans la zone de l'Autonomie. Radicalement opposés à la "ligne politique des P 38" et de tous ceux pour qui Autonomie est synonyme d'action violente de groupes avant-gardistes, ils mettent en avant une conception de l'Autonomie basée sur les nouveaux contenus des luttes collectives des salariés en rupture avec les principes de la politique et du syndicalisme traditionnel.

Au sommaire : Note introductive, La situation italienne après le mouvement du printemps 77, Quelques questions sur les groupes autonomes parisiens, Autonomie, Violence et politique (à paraître bientôt aux éditions *Spartacus*, commandes à l'adresse de la revue).

LA NOUVELLE CLASSE OUVRIERE AMERICAINE

Etudes du groupe américain **Root & Branch**, traduit par un collectif Spartacus.

Il a été longtemps traditionnel, en France et en Europe en général, de considérer que la lutte de classe aux Etats-Unis n'était qu'une pâle caricature. Pour les uns, les travailleurs américains se divisent en ouvriers blancs bien payés, et, par conséquent, réformistes et/ou réactionnaires, et une masse pauvre et impuissante, formée essentiellement de gens de couleur. Pour d'autres, cet état de fait n'est pas discutable mais ils l'attribuent à l'existence d'organisations du travail auxquelles manquent la bonne «théorie marxiste» et une tradition et un passé révolutionnaires. Dans l'un comme dans l'autre cas, la situation américaine est considérée avec une certaine condescendance.

Pourtant certaines explosions, comme celles des Noirs à Watts, certaines grandes grèves, le mouvement étudiant, l'opposition à la guerre du Viet-nam (autrement importante que celle qui exista en France contre la guerre d'Algérie) ont montré que la société américaine ne rentre pas si facilement dans ces schémas. Mais cela a eu le plus souvent comme résultat, en Europe, de déclencher une vague de sentimentalisme autour des Black Panthers, des Wheather men, etc..., toute une spéculation sur le «rachat révolutionnaire» par les plus défavorisés (une sorte d'avatar de la théorie de la rédemption par le Tiers Monde), ou un romantisme de la violence qui se poursuit aujourd'hui.

Ce qui paraît caractériser toutes ces opinions c'est d'une part une méconnaissance profonde de l'histoire du mouvement social américain, d'autre part une absence quasi totale d'analyse de la situation présente; ce qui surprend lorsqu'on se rappelle que les Etats-Unis sont, quand même, la première puissance économique du monde.

Pourtant les évènements de 1968 qui, d'un côté, ont inquiété le système dominant et, d'un autre, ont ébranlé la confiance que pouvait avoir la gauche française et européenne dans ses schémas traditionnels (tant officiels, comme ceux du PC et de la CGT, etc... que révolutionnaires supposés, comme ceux de la plupart des groupuscules) auraient dû mener à autre chose qu'à un examen superficiel du Mouvement américain de la décennie 1960-1970.

Actif de 1969 à 1974, le groupe américain **Root & Branch** tente au contraire, une analyse en profondeur de la situation américaine contemporaine. Plus qu'un groupe traditionnel, Root & Branch est l'un de ces noyaux radicaux de type nouveau marqué par le renouveau du mouvement social américain, les luttes étudiantes des années soixante, cherchant des liens organisationnels souples, refusant des rapports aliénants entre le militantisme politique et la vie quotidienne, faisant de l'opposition au sectarisme idéologique la condition nécessaire à tout travail théorique. Très sensibles aux contradictions de la réalité sociale, des mouvements étudiants, aux luttes de la nouvelle classe ouvrière américaine, les camarades de R & B ont su assimiler les nouveaux éléments de critique apportés à la théorie révolutionnaire par les luttes sociales des années soixante tout en gardant présents les principes de la théorie communiste non-léniniste mis en évidence dans les luttes du passé.

Cet état d'esprit est bien illustré par ce livre que nous proposons au lecteur de langue française. Il y retrouvera un certain nombre d'articles publiés par R & B et qui présentent aussi bien des descriptions critiques de luttes «sauvages» de travailleurs, dirigées tant contre la hiérarchie syndicale que contre le patronat et/ou l'Etat, que des bilans de luttes passées, comme celle du mouvement étudiant, que des études du caractère contradictoire des attitudes des ouvriers blancs ou noirs, ou une mise en évidence des liens entre la révolte des jeunes et leur situation socio-économique réelle, vue à travers des «indicateurs» qu'on n'a guère l'habitude de manipuler ici mais qui sont révélateurs.

Le lecteur rencontrera donc dans cet ouvrage, non seulement une description et une information critiques de la réalité américaine, mais aussi bien des enseignements valables pour la situation européenne d'aujourd'hui. Car au-delà des différences de structure juridico-politique et de tradition historique (l'édition française contient les notes nécessaires pour donner au lecteur les repères indispensables) il s'agit du même combat, contre le même ennemi, de ce côté comme de l'autre de l'Atlantique.

(Distribué par les N.M.P.P., dépot librairie **Alternatives**, 36 rue du Bourdonnais 75001 Paris.)

Lutte de classe autonome en Grande Bretagne

CAJO BRENDEL : *LUTTE DE CLASSE AUTONOME EN GRANDE BRETAGNE, 1945-1977*, Echanges et mouvement, Spartacus, Paris, 1977.

L'auteur montre la réalité de la vie des ouvriers et de leurs combats. Le parti travailliste est pleinement officialisé et mène pratiquement une politique qui n'est guère différente de celle du parti conservateur au nom, bien entendu, de "l'intérêt général". Les "trade unions", non moins officielles, passent contrat avec le gouvernement au pouvoir en ce même nom. Mais les ouvriers n'en sont pas dupes. Leur instinct de classe l'emporte. Ils ne se préoccupent guère des institutions qui prétendent les représenter, quoiqu'ils puissent en penser. Ils entrent en lutte dans des grèves sauvages, malgré les injonctions de "leurs" représentants.

Cette grosse plaquette met bien en relief, dans ses 152 pages, les deux faits principaux de notre temps. 1) C'est le mouvement ouvrier lui-même, dans son existence spontanée sur les lieux de travail et dans les entreprises, qui ouvre le feu contre les menaces de lock-out, de chômage, de baisse réelle de salaires, et lutte pour imposer *ses* solutions aux pouvoirs existants, entrepreneurs, sociétés anonymes, Etat ou syndicats. 2) Le résultat d'ensemble de ces luttes est une tendance continue pour aboutir au contrôle de la société.

Spartacus, série A, n° 49, 12 F. L.R.

NOUVELLES CONDITIONS D'ABONNEMENT

POUR 75 F, 160 F D'EDITIONS NOUVELLES

Malgré l'augmentation des frais d'édition nous avons décidé de maintenir le prix de 75 F pour l'abonnement annuel à Spartacus. Toutefois les conditions en sont modifiées. Nos anciens abonnés ont déjà complété leur collection, et les vieux numéros s'épuisent les uns après les autres. Les primes offrent donc de moins en moins d'intérêt. En outre le montant de nos éditions annuelles dépasse de plus en plus les 110 F prévus il y a 3 ans. La solution qui nous semble la meilleure est de porter de 110 à 160 F le montant des éditions nouvelles de Cahiers et de la Revue. Soit une remise de 55 % environ.

(Les abonnés nouveaux peuvent bénéficier d'une remise de 30 % sur toutes les commandes de titres anciens et nouveaux et de l'envoi franco de port.)

Les volumes ci-dessous (romans-essais-poésie) n'étant pas au catalogue peuvent toujours être commandés et bénéficient de la remise de 30 % franco.

A Brendan BEHAN — Mon Dublin (20 dessins de Hogarth) . . . F 20,00
B Ch. DUITS — André Breton a-t-il dit passe . . . . . F 12,00
C Cesare ZAVATTINI — Lettre de Cuba - Hypocrite 43 . . . . . F 13,00
E O. LINS — Le Rétable de Ste Joana Carolina . . . . . F 15,00
F V. PINERA — Contes froids . . . . . F 15,00
G Paul RITCHIE — Le protagoniste . . . . . F 15,00
H François SONKIN — Les Gendres . . . . . F 15,00
J Neel DOFF — Une fourmi ouvrière . . . . . F 15,00

NOM ET ADRESSE : . . . . . .

. . . . . .

Souscrit un abonnement :

— 6 mois à 40 F — étranger à 45 F
— un an à 75 F — étranger à 80 F

Indiquez le nº de départ de l'abonnement

Réglé

— par chèque bancaire à l'ordre de J. Lefeuvre
— par CCP 633-75 PARIS à l'ordre de J. Lefeuvre
— par mandat postal à l'ordre de J. Lefeuvre

De l'étranger les frais bancaires sont onéreux. Réglez par mandat ou CCP ou ajoutez le montant des frais : 16 F

DERNIERS CAHIERS SPARTACUS

Série B

83 *André et Dori Prudhommeaux*
La révolution de Spartacus 1918-1919. La commune de Berlin (réédition), 128 p., 14.50 F

84 *Marx*
Textes philosophiques de jeunesse, 13.50 F

85 *Camille Berneri*
Guerre de classes en Espagne et diverses études (préface de Franck Mintz), 96 p., 11.50 F

87 *Ida Mett*
La Commune de Cronstadt, 96 p., 12 F

88 *Root and Branch*
Le nouveau mouvement ouvrier américain, 168 p., 20 F

PROCHAINS CAHIERS SPARTACUS

Souvarine - Papaivannou
Lénine ou l'utopie du pouvoir
Staline : pourquoi et comment

Rudolph Rocker
Les anarchistes et l'organisation - La lutte pour le pain

Camatte
Le sixième chapitre inédit du Capital

Mercier Vega
Le syndicalisme révolutionnaire

J.M. Raynaud
Les anarchistes et l'éducation

Distribué par les Nouvelles Messageries de la Presse Parisienne
Diffusé par la Libraire Alternatives, 36, rue des Bourdonnais, Paris 1er
Dépôt, Librairie des Deux Mondes, 10, rue Gay-Lussac, Paris 5e

Imprimerie Quotidienne 94120 Fontenay-sous-Bois

Février-Mars 1978 — SPARTACUS CAHIERS MENSUELS — Série B 89-R nº 8

Directeur
René Lefeuvre
Tél. 272.37.50.

5, rue Ste-Croix
de-la-Bretonnerie
Paris IVe

RESTENT DISPONIBLES : SERIES A - B - C

SERIE A

1. Jean JAURES — L'Eglise et la laicité . . . . . F 3,00
3. Charles ALLIGIER — Socialisme et bolchevisme . . . . . F 4,00
4. Rosa LUXEMBOURG — La Révolution russe . . . . . F 5,00
5. R. LEFEUVRE — La politique communiste (Ligne et Tournants) . . . . F 3,00
8. JAURES et LAFARGUE — Idéalisme et matérialisme . . . . . F 3,00
18. TOMORI-BALASZ — Qui succèdera au capitalisme . . . . . F 4,00
24. Jean JAURES — Le manifeste communiste de Marx et Engels . . . . . F 4,00
36. RIZIANOV, ENGELS, LUXEMBOURG — La confession de K. Marx . F 3,00
44. J. ZERZAN — Un conflit décisif aux U.S.A. . . . . F 4,00
46. P.I.C. — Moyen-Orient, un abcès de fixation . . . . . F 6,00
47. SERGE, MALAQUAIS, BLUM, DOMMANGET, LENINE . . . . . F 6,00

SERIE B

13. Jules GUESDE — Collectivisme et Révolution . . . . . F 8,00
16. JAURES — Commentaire, controverse et discours . . . . . F 9,00
18. JAURES et GUESDE — Les deux méthodes - Le socialisme . . . . . F 8,00
24. Ida METT — Le paysan russe dans la Révolution . . . . . F 8,00
25. Denis HEALEY — Les socialistes derrière le rideau de fer . . . . . F 7,00
29. DOMMANGET — Babeuf et la conjuration des égaux . . . . . F 7,00
31. TROTSKY — Rapport de la délégation sibérienne . . . . . F 10,00
33. Karl MARX — Textes philosophiques de jeunesse (1842-1847) . . . . . F 13,50
34. PANNEKOEK, KORSCH — Lénine philosophe (marxiste ?) . . . . . F 12,50
36. MARX, ENGELS — Textes sur l'organisation . . . . . F 10,00
37. J. JACQUES — Luttes sociales et grèves sous l'ancien régime . . . . . F 8,00
38. TALES — La commune de 1871 . . . . . F 18,00
40. SOUVARINE — Un pot-pourri de Krouchtchev (ses souvenirs) . . . . . F 3,00
41. Arthur LEHNING — Anarchisme et Marxisme en Russie . . . . . F 10,00
42. MARX, ENGELS — Programmes socialistes : Erfurt, Gotha, Le Havre . F 6,00
43. BARRUE — Bakounine et Netchaiev. Le catéchisme révolutionnaire . . F 6,00
44. ROUSSEL — Les enfants du prophète (Histoire du trotskisme) . . . . . F 10,00
45. RUBAK — La classe ouvrière est en expansion permanente . . . . . F 13,00
46. MAC DONALD — Le Marxisme en question (Partir de l'homme). . . . . F 12,00
47. SOUVARINE — Le Stalinisme. Ignominie de Staline . . . . . F 3,00
48. Ch. REEVE — La Chine, Tigre de papier, Capitalisme d'Etat . . . . . F 15,00
49. R. LUXEMBOURG — Réforme ou Révolution, Marxisme et dictature . F 12,00
50. SERGE — Le nouvel impérialisme russe - La commune de Varsovie . . . F 11,50
51. Victor SERGE — 16 fusillés : Zinoviev, Kamenev, Smirnov . . . . . F 16,00
52. SKIRDA — Les Anarchistes russes et les soviets . . . . . F 9,00
53. ROCKER — Les Soviets trahis par les bolcheviks . . . . . F 12,00
54. Max STIRNER — De l'éducation - En lisant l'Unique . . . . . F 11,00
55. DOMMANGET-LUXEMBOURG — 1848-1905, étapes de la Révolution F 13,00
56. R. LUXEMBOURG — Marxisme ctre dictature : questions d'organisation F 5,00
57. CORALE — Capitalisme, syndicalisme, même combat libertaire . . . . . F 13,00
58. CAMATTE — Bordiga et la passion du Communisme . . . . . F 18,00
59. J. PERDU — La révolte des Canuts, les insur. lyonnaises 1831-1834 . . F 11,50
60. I.C.O. — Capitalisme et lutte de classe en Pologne (1970-1971) . . . . . F 25,00
61. COLLECTIF SPARTACUS — Portugal, l'autre combat, (1974-1975) . . F 22,00
62. G. MUNIS — Parti-Etat, Stalinisme, Révolution . . . . . F 13,50
63. O. RUHLE-P. MATTICK — Fascisme brun, Fascisme rouge . . . . . F 10,00
64. REVUE Nº 1 — Portugal-Russie-Luxembourg : Question nationale . . . F 5,00
65. OLLIVIER-LANDAU — Espagne, les fossoyeurs de la Révol. sociale . . F 12,00
66. REVUE Nº 2 — Espagne-Portugal-Marxisme-Mao-Evol. du capitalisme . F 5,00
67. LEVAL — La pensée constructive de Bakounine . . . . . F 25,00
68. REEVE — Portugal, la conception putschiste de la Révolution . . . . . F 5,00
69. J. BARRUE — L'Anarchisme aujourd'hui. Et un inédit de Bakounine . F 11,00
70. DOMMANGET — 1793, les Enragés. Les Curés Rouges. Roux et Dolivier F 15,00
71. REVUE Nº 3 — P. Mattick : Capital monopoliste d'Etat, lettres de Rosa F 5,00
72. A. CROIX — Jaurès et ses détracteurs, Envie et calomnie, l'assassinat . . F 30,00
73. ANDERSON — Hongrie 1956. Révolution, Conseils ouvriers, répression F 17,00
74. REVUE Nº 4 — La dictature du Prolétariat. Fractions ouvrières dans la 1ère Internationale . . . . . F 5,00
75. Claude BERGER — Pour l'abolition du salariat . . . . . F 6,00
76. Paul LAFARGUE — Le droit à la paresse - C.R. Refus du travail . . . . F 7,00
77. SABATIER — Brest-Litovsk, 1918, stop à la Révolution . . . . . F 11,00
78. K. KAUTSKY — Les 3 sources du marxisme . . . . . F 6,50
79. Revue Nº 5 — Solidarité internat. ouvrière - Portugal, Réforme agraire . F 5,00
80. COLLECTIF SPARTACUS — Rosa Luxembourg et sa doctrine . . . . . F 22,00
81. Revue Nº 6 — J. Prévert (inédit) Camatte-Briciarer-Cuba-Cambodge . . F 5,00
82. Rosa LUXEMBOURG — La Révolution russe . . . . . F 5,00
83. PRUDHOMMEAUX — Spartacus, la commune de Berlin . . . . . F 14,50
84. MARX — Textes philosophiques de jeunesse . . . . . F 13,50
85. BERNERI — Guerre de classe en Espagne - 1936-37 . . . . . F 11,50

SERIE C

4. L. KAUTSKY-R. LUXEMBOURG-GUILLERM — Le luxembourgisme . F 11,00
5. LUXEMBOURG-SCHWARZ — L'expér. belge. Lénine et les syndicats . F 12,00
6. MARX-ENGELS-LUXEMBOURG — Critiques des programmes, critique révolutionnaire. Erfurt, Gotha. La Révol. russe. Lettres de prison . . . . F 11,00
7. Rosa LUXEMBOURG — Lettres et tracts de Spartacus . . . . . F 17,00
8. DOMMANGET — Sylvain Maréchal, l'Egalitaire . . . . . F 40,00
12. Marcel CERF — Edouard Moreau, Communard . . . . . F 15,00
13. NICOLAEVSKI — A Moscou, Luttes sanglantes pour le pouvoir . . . . F 20,00
14. John BERGER — Réussite et échec de Picasso . . . . . F 22,00
15. ZAVATTINI — Cinéparoles. Journal de Cinéma et de Vie . . . . . F 21,00
16. Fred J. COOK — F.B.I., la chasse aux sorcières . . . . . F 30,00
18. J. BERGER — Art et Révolution, l'Artiste en U.R.S.S. . . . . F 16,00
19. Sophie BIBROWSKA — Une mise à mort d'Aragon . . . . . F 18,00
20. CERF — Henry Bauër, Communard et Mousquetaire de la plume . . . . F 20,00